

Enquête publique

***Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI
en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs
et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de
EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)***

**du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020
sur une période de 33 jours**

**Arrêté inter préfectoral du 20 juillet 2020
de Madame la préfète de la Somme
et de Monsieur le préfet du Pas de Calais**

**Rapport d'enquête et conclusions motivées
du commissaire-enquêteur désigné par
ordonnance n° E19000230 / 80 du 23 décembre 2019
de Madame la Présidente du Tribunal administratif d'Amiens.**

**Jean-Claude HELY
Commissaire-enquêteur**

PLAN DU RAPPORT

Page

Rapport du Commissaire - enquêteur	4
1 GENERALITES CONCERNANT L'ENQUETE	1
1.1 Objet de l'enquête	1
1.2 Cadre juridique et administratif	1
1.3 Nature et caractéristiques du projet	1
1.3.1 Présentation du projet	1
1.3.2 Historique du projet	5
1.3.3 Caractéristiques et particularités du projet	5
1.3.4 Identification du maître d'ouvrage	9
1.3.5 Capacité technique et financière du demandeur	9
1.4 Avis de l'Autorité Environnementale	10
1.5 Composition du dossier	10
2 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE	11
2.1 Organisation de l'enquête	11
2.2 Publicité et information du public	12
2.2.1 Insertion dans la presse	12
2.2.2 Affichage en mairie	12
2.2.3 Affichage sur site	12
2.3 Permanences du Commissaire-enquêteur	12
2.4 Conditions d'accueil du public et climat de l'enquête	13
2.5 Formalités d'ouverture et de clôture de l'enquête publique	13
2.6 Procès verbal de synthèse des observations et mémoire en réponse	13
2.7 Participation du public	13
2.7.1 Déroulement des permanences	14
2.7.2 Bilan comptable des contributions	14
2.7.3 Délibérations des Conseils municipaux	14
2.8 Clôture de l'enquête et transmission du rapport	14
3 ANALYSE DES OBSERVATIONS	14
3.1 Observations sur registres, notes, courriers et courriels	14
3.2 Pétitions	32
3.3 Les thèmes abordés	33
3.4 Analyse par thème	33
Fin du rapport	57
Pièces jointes : 4 registres d'enquête	58
ANNEXES	59
1. Arrêté préfectoral d'enquête du 20 juillet 2020	59
2. Demande de désignation d'un commissaire-enquêteur	66
3. Désignation du commissaire-enquêteur	67
4. Compte rendu réunion d'organisation	68
5. Publications presse	70
6. Flyer distribué dans les boîtes aux lettres	76
7. Procès verbal de synthèse des observations	77
8. Mémoire en réponse aux observations	85
9. Délibérations des conseils municipaux	134
Conclusions et Avis	

Rapport du Commissaire - enquêteur

1 GENERALITES CONCERNANT L'ENQUETE

1.1 Objet de l'enquête

Madame Anna Katharina de TOURTIER, présidente de la société Parc Eolien Nordex XXXI dont le siège social est situé 23 rue d'Anjou à PARIS 75008 a déposé le 3 octobre 2018 une demande d'autorisation environnementale dans le but d'exploiter un parc éolien sur le territoire des communes de Equancourt, Fins, Heudicourt situées dans le département de la Somme et Neuville Bourjonval située dans le département du Pas-de-Calais.

Le parc comprend 4 postes de livraison et 9 éoliennes de type Nordex N117 d'une hauteur de 149,3 m en bout de pale et d'une puissance unitaire de 3,6 MW.

La puissance nominale du parc est de 32,4 Mégawatts.

Le projet a été développé par la société NORDEX SE spécialisée dans l'éolien depuis 1985.

La zone d'implantation potentielle est située dans un secteur favorable au développement éolien des anciens Schémas Régionaux Eolien Nord Pas de Calais et Picardie.

1.2 Cadre juridique et administratif

L'implantation d'un parc éolien relevant du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), rubrique 2980 de la nomenclature, implique une instruction (articles L.512.1 à L.512.6-1 et R.512.2 à R.512.45 du Code de l'Environnement) comprenant la présentation du projet en enquête publique.

L'autorisation environnementale unique (Ordonnance n° 2017-80 et Décret n° 2017-81 et 82 du 26 janvier 2017) permet la délivrance d'un « permis unique » réunissant l'ensemble des autorisations nécessaires à la réalisation du projet. Outre l'autorisation au titre des installations classées, elle rassemble le permis de construire (article L421-1 du code de l'urbanisme) et l'approbation de construction et d'exploitation des ouvrages de transport et de distribution d'électricité (article L323-11 du code de l'énergie).

L'enquête a été prescrite par arrêté de Madame la préfète de la Somme et de Monsieur le préfet du Pas-de-Calais le 20 juillet 2020. (annexe 1)

1.3 Nature et caractéristiques du projet

1.3.1 Présentation du projet

Le projet consiste en l'extension du parc du Douiche composé de 20 éoliennes accordées en 2015, situé à environ 30 km au Sud-Est d'Arras, 45 km au Sud-Est de Valenciennes, 50 km au Nord-Est d'Amiens et 20 km au Nord-Ouest de Saint-Quentin sur un plateau constitué de grandes parcelles de cultures céréalières.

Plus précisément, la zone d'implantation est située à environ 1 km au nord d'Equancourt, 1 km au nord de Fins et à 1 km au nord d'Heudicourt

L'habitation la plus proche, à Gouzeaucourt se situe à 770 m de l'éolienne E8.

Localisation du site



Légende

- Eoliennes de l'extension du parc éolien du Douiche
- Eoliennes du parc éolien du Douiche

L'implantation parcellaire est la suivante :

Commune	N° de la Parcelle	Superficie en m ²	Nom du propriétaire	Installation(s) concernée(s)	État de la parcelle	Date de signature
Equancourt	A 5	15 425	POUILLAUDE Eric (Nue-propriétaire) POUILLAUDE Michel (Usufruitier)	Éolienne E1 (éolienne, fondations, aire de grutage)	Agricole Bon état	26/04/2017
Equancourt	A 6	7 830	MEUGNIER Michel (Nu-propriétaire) VITTU Nicole (Nue-propriétaire) MEUGNIER Jeanne (Usufruitier)	Éolienne E1 (survol)	Agricole Bon état	06/03/2018
Equancourt	A 133	22 675	CATHELAIN Pierre (Propriétaire)	Éolienne E1 (survol)	Agricole Bon état	22/02/2018
Equancourt	A 134	26 674	CATHELAIN Loïc (Propriétaire indivisible) CATHELAIN Xavier (Propriétaire indivisible) CATHELAIN Lucette (Propriétaire indivisible)	Éolienne E1 (survol)	Agricole Bon état	22/02/2018

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Commune	N° de la Parcelle	Superficie en m²	Nom du propriétaire	Installation(s) concernée(s)	État de la parcelle	Date de signature
Equancourt	A 181	65 390	BARBIER Jean-Louis (Propriétaire)	Éolienne E2 (éolienne, fondations, aire de grutage, chemin)	Agricole Bon état	07/03/2017
Equancourt	A 182	85 690	MICHEL Sophie (Nu-propriétaire) MICHEL Henry (Usufruitier)	Éolienne E2 (survol)	Agricole Bon état	26/04/2017
Neuville-Bourjonval	ZC 71	40 690	BARBIER Jean-Louis (Nu-propriétaire) BARBIER Christian (Usufruitier)	Éolienne E2 (survol)	Agricole Bon état	08/06/2017
Equancourt	A 184	27 500	DENGLEHEM Alain (Nu-propriétaire) THERY Madeleine (Usufruitier)	Éolienne E3 (éolienne, fondations, aire de grutage)	Agricole Bon état	07/03/2017
Equancourt	A 17	27 200	MAILLY Hubert (Propriétaire)	Éolienne E3 (survol)	Agricole Bon état	12/04/2017
Equancourt	A 185	27 500	THERY Robert (Propriétaire)	Éolienne E3 (survol)	Agricole Bon état	08/06/2017
Neuville-Bourjonval	ZC 89	9 240	TOURNANT Alexis (Nu-propriétaire) TOURNANT Denis (Usufruitier)	Éolienne E4 (éolienne, fondations, aire de grutage)	Agricole Bon état	13/04/2017
Equancourt	A 127	7 250	CATHELAIN Xavier (Propriétaire)	Éolienne E4 (survol)	Agricole Bon état	22/02/2018
Neuville-Bourjonval	ZC 90	2 069	CATHELAIN Xavier (Propriétaire)	Éolienne E4 (survol)	Agricole Bon état	22/02/2018
Equancourt	A 130	22 000	DOBREMETZ Yvon (Propriétaire)	Éolienne E5 (éolienne, fondations, aire de grutage)	Agricole Bon état	11/04/2017
Equancourt	A 129	33 999	MARLOT Alain (Propriétaire)	Éolienne E5 (survol)	Agricole Bon état	26/04/2017
Fins	ZI 19	198 410	GOUBET Dominique (Propriétaire)	Éolienne E6 (éolienne, fondations, aire de grutage, chemin) + Poste de livraison 3	Agricole Bon état	26/09/2017
Sorel	ZC 1	25 108	COQUEL Philippe (Propriétaire) COQUEL Marie-Pierre (Propriétaire)	Éolienne E6 (chemin)	Agricole Bon état	02/10/2018
Fins	ZI 16	156 446	THERY Dominique (Propriétaire) THERY Isabelle (Propriétaire)	Éolienne E7 (éolienne, fondations, aire de grutage, chemin)	Agricole Bon état	26/09/2017

Commune	N° de la Parcelle	Superficie en m²	Nom du propriétaire	Installation(s) concernée(s)	État de la parcelle	Date de signature
Heudicourt	ZP 46	16 639	CCAS d'Heudicourt (Propriétaire)	Éolienne E8 (éolienne, fondations, aire de grutage) + Poste de livraison 4	Agricole Bon état	26/03/2018
Gouzeaucourt	ZT 51	14 530	BRICOUT Véronique (Nu-propriétaire) BRICOUT Ludovic (Nu-propriétaire) BRICOUT Patrice (Usufruitier)	Éolienne E8 (survol)	Agricole Bon état	11/10/2017
Heudicourt	ZP 45	7 280	FLAJOLET Julie (Propriétaire)	Éolienne E8 (survol)	Agricole Bon état	30/01/2018
Heudicourt	ZP 40	15 069	GFA Bricout (Propriétaire)	Éolienne E8 (survol)	Agricole Bon état	11/10/2017
Heudicourt	ZP 67	21 530	CAPART Jean (Propriétaire) CAPART Maryline (Propriétaire)	Éolienne E9 (éolienne, fondations, aire de grutage, chemin)	Agricole Bon état	11/08/2017
Heudicourt	ZP 84	73 500	MILLIOT Isabelle (Nu-propriétaire) LALISSE Marie (Usufruitier) MILLIOT Bernard (Usufruitier)	Éolienne E9 (survol)	Agricole Bon état	25/07/2017
Heudicourt	ZP 65	26 379	CAPART Jean (Propriétaire) CAPART Maryline (Propriétaire)	Éolienne E9 (survol)	Agricole Bon état	11/08/2017
Heudicourt	ZP 66	4 000	CAPART Jean (Propriétaire) CAPART Maryline (Propriétaire)	Éolienne E9 (survol)	Agricole Bon état	11/08/2017
Equancourt	A 136	39 690	FOURNET Alain (Propriétaire)	Postes de livraison 1 et 2	Agricole Bon état	01/04/2017

Coordonnées géographiques des éoliennes et des postes de livraison

	WGS 84		Lambert 93		
	X	Y	X	Y	Z (en m)
E01	3°0'51,11"E	50°3'26,61"N	701 018	6 995 445	116,55
E02	3°1'8,97"E	50°3'23,73"N	701 373	6 995 356	119,00
E03	3°1'2,2"E	50°3'10,89"N	701 239	6 994 959	123,70
E04	3°1'27,86"E	50°3'18,77"N	701 749	6 995 203	122,00
E05	3°1'22,86"E	50°3'6,79"N	701 650	6 994 832	132,40
E06	3°3'26,4"E	50°3'2,1"N	704 110	6 994 688	131,80
E07	3°3'23,37"E	50°2'48,83"N	704 050	6 994 278	125,00
E08	3°6'24,14"E	50°2'30,5"N	707 651	6 993 715	138,00
E09	3°6'15,92"E	50°2'18,62"N	707 488	6 993 347	136,45
PDL 1	3°0'55,84"E	50°3'15,07"N	701 112	6 995 088	127,4
PDL 2	3°0'55,94"E	50°3'14,71"N	701 114	6 995 077	127
PDL 3	3°3'10,07"E	50°3'4,78"N	703 785	6 994 771	132,1
PDL 4	3°6'24,4"E	50°2'28,58"N	707 656	6 993 655	138

1.3.2 Historique du projet

Les premiers contacts avec la Communauté de Communes, ainsi que les maires des communes concernées ont eu lieu fin 2010, avec un accueil favorable pour une étude de faisabilité.

La première phase du parc éolien du Douiche comprend 20 éoliennes dont 8 sont situées sur la commune de Fins, 4 sur la commune de Sorel et 8 sur la commune de Heudicourt. Les conseils municipaux concernés ont délibéré favorablement pour le projet à l'automne 2013. Cette première phase du parc éolien du Douiche a été mis en service en mars 2019.

En septembre 2016, NORDEX France a commencé l'étude d'une seconde phase du parc éolien du Douiche. Cette phase 2 doit comporter 9 éoliennes situées sur les communes d'Equancourt, Neuville-Bourjonval, Fins et Heudicourt, en prolongation de la première phase. Les premières discussions autour de cette extension ont eu lieu à l'automne 2016 avec les élus des communes de Fins, Equancourt, Heudicourt et Neuville-Bourjonval.

Trois délibérations ont été prises par les conseils municipaux fin 2017, donnant l'autorisation à NORDEX France de :

- Mener des études sur la faisabilité d'un projet éolien sur la zone d'étude défini avec les conseils municipaux
- Initier les premiers contacts avec les propriétaires exploitants des terrains concernés ;
- Poursuivre son projet éolien.

Dès octobre 2017 et suite à ces échanges, NORDEX France a été conforté quant à la faisabilité d'un projet à cet endroit et a décidé d'associer largement la population locale à son développement.

1.3.3 Caractéristiques et particularités du projet

Trois variantes ont été étudiées. Après une analyse multicritères, c'est la variante 3 qui a été retenue car elle présente le niveau d'impact le plus faible.

Les 9 éoliennes s'ajoutent donc aux 20 éoliennes du parc du Douiche sur 3 secteurs distincts : 5 sont situées à l'ouest d'un bloc de 8 et 2 à l'est de ce même bloc constituant au final un ensemble de 15 éoliennes.

Les 2 autres sont situées à l'est d'un bloc de 12 constituant au final un bloc de 14 éoliennes.

Le raccordement externe du parc est pressenti sur le poste source de Roisel ou sur celui de Péronne.

Comptabilité avec les documents d'urbanisme

Les communes d'Equancourt et de Fins ne disposent pas de document d'urbanisme. Dans ce cadre, c'est le Règlement National d'Urbanisme (RNU) qui s'applique sur leur territoire. Ainsi les éoliennes et leur poste de livraison sont autorisés s'ils respectent les dispositions du RNU, notamment concernant la salubrité publique et le bruit, l'absence d'atteinte aux sites et paysages (R. 111-2 et suivants du Code de l'Urbanisme).

La commune d'Heudicourt est soumise à un PLU qui a été approuvé en date du 30 juillet 2018.

La zone d'implantation envisagée intègre la zone A1 – zone agricole. En outre dans les occupations et utilisations du sol admises sont inclus « les constructions et les installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics à la condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec le caractère agricole des secteurs ».

Les éoliennes sont assimilées à cette catégorie et sont donc compatibles avec ce zonage.

La commune de Neuville-Bourjonval est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, approuvé le 10 janvier 2014.

La zone d'implantation envisagée intègre la zone A – zone agricole. En outre dans les occupations et utilisations du sol admises sont inclus « les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice de l'activité pastorale, piscicole, aquacole, agricole ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ».

Les éoliennes sont assimilées à cette catégorie et sont donc compatibles avec ce zonage

La Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)

La zone d'implantation potentielle est située dans un espace de plateau à vocation agricole peu vallonné et à proximité du canal du Nord. Elle est incluse dans le secteur Artois, pour l'ancienne région Nord-Pas-de-Calais et dans le secteur Aisne Nord pour l'ancienne région Picardie.

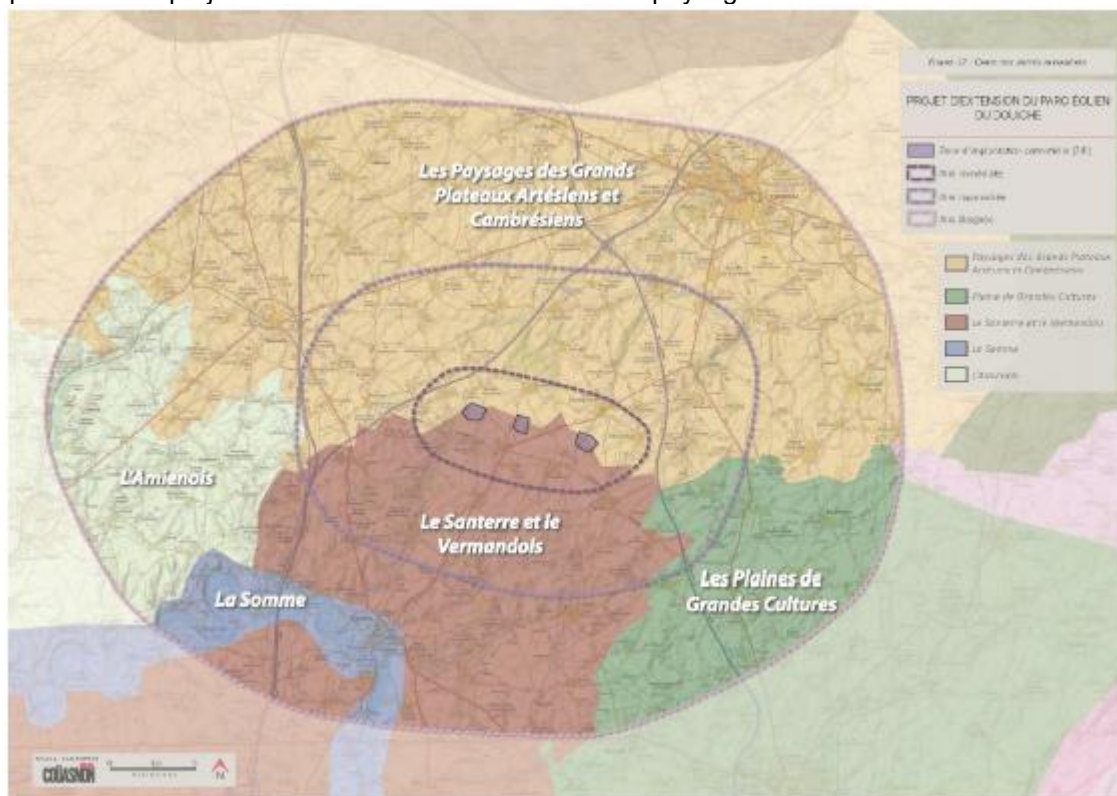
La sensibilité du patrimoine bâti, paysager et culturel a été étudiée à partir de photomontage depuis ces lieux en direction de la ZIP.

Les unités paysagères

Six unités paysagères sont recensées dans l'aire d'étude éloignée :

- Les Paysages des Grands Plateaux Artésiens et Cambrésiens ;
- Les Plaines de Grandes Cultures ;
- Le Santerre et le Vermandois
- L'Amiénois ;
- La Somme.

La zone d'implantation du projet se situe en limite nord dans l'unité paysagère du Santerre et du Vermandois.



L'étude a identifié des impacts forts depuis certains habitats de la zone immédiate. La création de haies bocagères sur le domaine privé est envisagée en mesure de réduction. Des mesures de compensation sont aussi proposées comme l'enfouissement du réseau aérien dans les villages, des bourses aux arbres fruitiers et la création d'une aire naturelle et paysagère.

Les sites protégés

2 sites sont présents dans l'aire d'étude éloignée :

- Le château de Suzanne à 20 km de la ZIP hors ZVI, sensibilité nulle.
- Les 3 mémoriaux de Thiépval et Beaumont Hamel et leur perspectives situées à 19,6 km, sensibilité très faible.

Les sites UNESCO

L'aire éloignée abrite plusieurs biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO :

- Le Beffroi de Cambrai situé à 17 km les perceptions en direction de la zone d'étude sont fermées par la densité de la trame urbaine, sensibilité nulle.
- Le secteur mémoriel de la vallée de l'Avre à 19,6 km, sensibilité très faible.
- Le mémorial sud africain de Longueval situé à 13,8 km, la vue en direction de la ZIP est bloquée par le bois de Delville et par le relief, sensibilité nulle.
- Le cimetière militaire de Doignies situé à 7,8 km, la vue est fermée par le relief, sensibilité nulle.
- Le cimetière militaire allemand de Cambrai situé à 17,6 km, sensibilité nulle.

Les monuments historiques

Des 42 monuments classés et ou inscrits présents dans les aires d'étude, un se trouve dans l'aire d'étude immédiate :

- L'ancienne borne frontière à Gouzeaucourt. Sa reconnaissance sociale est très faible et l'éolien omniprésent dans le paysage environnant.

Seuls deux autres ont une visibilité sur la ZIP :

- L'ancien château de Beaurevoir situé à 13,9 km, sensibilité très faible.
- Le mémorial allemand de Flaucourt situé à 18,5 km, sensibilité nulle.

Enjeux Ecologiques

La zone d'implantation potentielle se situe dans un secteur écologiquement riche.

Dans un périmètre de 20 km autour du projet, on recense: 20 ZNIEFF (types I et II), 2 sites Natura 2000 (une ZSC et une ZPS), une ZICO, une réserve naturelle régionale et deux sites acquis par le CEN Picardie.

Les 4 plus proches de la ZIP sont des ZNIEFF de type I

- Le bois d'Havrincourt situé à 1,4 km de la ZIP
- Le bois Couillet et coteaux de Villers-Plouich situé à 4,3 km
- La haute vallée de l'Escaut en amont de Crévecœur sur Escaut situé à 4,7 km
- Le bois de Saint Pierre-Vaast situé à 6,4 km

Les oiseaux

Les inventaires ont été menés sur un cycle complet en 2017 et en 2018. Six jours ont été consacrés à l'étude de la migration postnuptiale, six jours à la migration prénuptiale, huit aux espèces nicheuses (dont 3 nocturnes) et quatre aux hivernants.

Ils ont permis de mettre en évidence la présence de 64 espèces d'oiseaux sur le site d'étude dont 17 sont considérées comme patrimoniales.

D'après l'étude, les impacts du projet sont qualifiés de négligeables à faibles sur les oiseaux.

Les Chauves souris

La recherche de déplacements de chiroptères a démontré qu'il n'existait aucun déplacement à travers la zone d'implantation.

D'après l'étude, les impacts directs et permanents des éoliennes peuvent être qualifiés de négligeables au regard des chauves-souris. Cependant, comme les éoliennes E4-E5-E6 et E7 sont implantées à moins de 200 m de boisements et de haies existantes, un bridage préventif sera appliqué pour ces 4 éoliennes.

Servitudes et contraintes

– Conduite d'hydrocarbure

Un ouvrage de transport d'hydrocarbures est localisé à proximité de l'extension du parc éolien du Douiche. La distance entre l'éolienne la plus proche et l'ouvrage est de 159 m.

Une étude de risque a été transmise à la société TRAPIL gestionnaire de la canalisation souterraine.

La société TRAPIL a donné un avis favorable au projet.

– Servitudes aéronautiques

○ Aviation civile

La Direction Générale de l'Aviation Civile a délivré son autorisation le 26/11/2018.

○ Aviation militaire

La Direction de la Sécurité Aéronautique d'Etat a délivré son autorisation le 27/11/2018

– Canal Seine Nord Europe

Le CSNE se situera à proximité de la commune de Ytres à environ 1000 mètres de l'éolienne n° 1.

Il conviendra de s'assurer auprès de la CIIAF (Commission Intercommunale Interdépartementale d'Aménagement Foncier du Canal Seine Nord-Europe) que le projet n'interfère pas avec l'opération d'aménagement foncier en cours.

Enquête publique n° E19000230 / 80

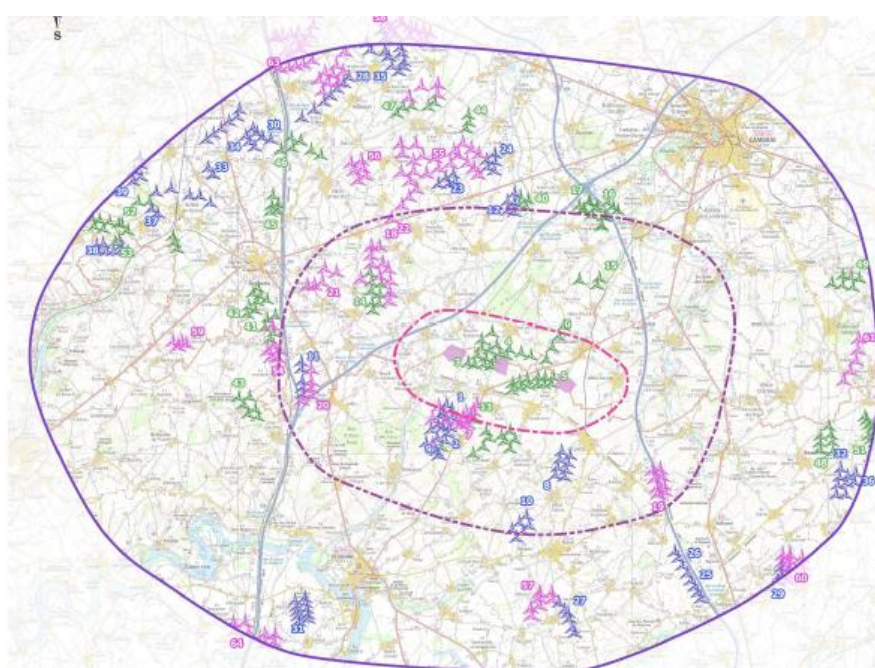
Rapport du commissaire-enquêteur




Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Contexte éolien

Le contexte éolien dans les zones d'étude est particulièrement marqué. On dénombre 220 éoliennes en service ; 76 éoliennes accordées et 128 éoliennes en instruction.

Aire d'étude	Nombre d'éoliennes			TOTAL
	En service	Accordées	En instruction	
Immédiate	61	14	12	87
Rapprochée	45	8	30	83
Eloignée	114	54	86	254
TOTAL	220	76	128	424



-  Construit
-  Accordé
-  En instruction

Accès au parc et surface d'emprise

L'accès principal au secteur d'implantation est prévu depuis la RD917.

Le réseau de pistes cumulera 921 m de pistes à créer et s'appuiera sur 3 083m de chemins existants dont 3356 m à rénover.

La surface d'emprise du parc (éoliennes, postes de livraison et chemins d'accès) est de 23 770 m² pendant l'exploitation soit 2 641 m² par éolienne.

Retombées économiques

Comme toute entreprise installée sur un territoire, un parc éolien génère de la fiscalité professionnelle.

Depuis 2010 et la réforme de la taxe professionnelle (loi n°2009-167 de finances), une nouvelle fiscalité a été instaurée pour les installations éoliennes. Ces dernières sont ainsi désormais soumises à :

- ✓ La contribution foncière des entreprises (CFE). Cette taxe est applicable aux immobilisations corporelles passibles de taxe foncière. Elle est versée aux communes et à la communauté de communes concernées ;
- ✓ La contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Cette taxe s'applique pour toute entreprise dont le chiffre d'affaire est supérieur à 152 000 € ;

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

- ✓ L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER). Le montant d'élève à 7 120 € par mégawatt installé au 1^{er} janvier 2013. Ce montant est réparti à hauteur de 70 % pour le bloc communal (commune et communauté de communes) et 30 % pour le département ;
- ✓ La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

Dans le cadre du projet, les retombées économiques prévues sont les suivantes :

	Région	Département de la Somme	Département du Pas-de-Calais	C.C. de la Haute Somme	C.C du Sud Artois	Neuville-Bourjonval	Equancourt	Fins	Heudicourt	Total
Taxes €/an	26 300	95 000	11 400	105 100	23 300	6 900	32 200	17 100	15 300	332 600
Chemins communaux €/an						3 600	14 400	7 200	7 200	32 400
Mesures compensatoires et d'accompagnement						50 000	200 000	100 000	100 000	450 000

Bruit

D'après l'étude acoustique, l'estimation des niveaux sonores générés aux voisinages par le fonctionnement des éoliennes indique que, selon toute probabilité, la réglementation applicable (arrêté du 26 août 2011) sera respectée en zones à émergence réglementée et sur le périmètre de mesure avec les caractéristiques acoustiques retenues.

Toutefois, compte tenu des incertitudes sur le mesurage et les calculs, il sera nécessaire, après installation du parc, de réaliser des mesures acoustiques pour s'assurer de la conformité du site par rapport à la réglementation en vigueur.

Etude de dangers

Différents scénarios ont été étudiés dans l'analyse du retour d'expérience et dans l'analyse des risques.

Seuls ont été retenus dans l'analyse détaillée les cas suivants :

- Chute d'éléments des éoliennes ;
- Chute de glace des éoliennes ;
- Effondrement des éoliennes ;
- Projection de glace des éoliennes ;
- Projection de pale des éoliennes.

Le risque est jugé acceptable ou non selon les principes suivants :

- Les accidents les plus fréquents ne doivent avoir de conséquences que « négligeables » ;
- Les accidents aux conséquences les plus graves ne doivent pouvoir se produire qu'à des fréquences « aussi faibles que possible ».

L'étude conclut à l'acceptabilité du risque généré par le projet.

1.3.4 Identification du maitre d'ouvrage

La société PARC ÉOLIEN NORDEX XXXI S.A.S. est le porteur du projet. Elle sollicite l'ensemble des autorisations liées à ce projet et prend l'ensemble des engagements techniques et environnementaux. Elle bénéficie de l'ensemble des capacités techniques de NORDEX France S.A.S.

1.3.5 Capacité technique et financière du demandeur

La création de NORDEX remonte à 1985. NORDEX SE, dont le siège social est basé à Rostock en Allemagne, est la maison mère du Groupe. Le siège de la direction et du conseil d'administration est à Hambourg. Le rôle de NORDEX SE est de contrôler et de coordonner les activités de ses filiales à 100%, notamment NORDEX Energy GmbH (construction et fourniture des éoliennes).

La filiale NORDEX France a été créée en 2001. C'est l'un des principaux acteurs du développement de l'éolien en France avec 1 720 MW déjà en fonctionnement, 440 MW environ de projets autorisés en permis de construire, en chantier ou à construire et environ 700 MW de projets à différents stades d'étude.

L'investissement initial est estimé à environ 39,6 millions d'euros et les charges d'exploitation sont estimées à 1 230 000 € par an).

Le projet sera financé de la manière suivante :

- apport en capital des actionnaires de la société PARC ÉOLIEN NORDEX XXXI S.A.S. à hauteur d'environ 20% des besoins de financement du projet ;
- emprunt bancaire à hauteur d'environ 80% avec la garantie d'une rentabilité suffisante.

Si le prêt bancaire n'est pas obtenu, la maison mère Nordex SE assurera la totalité du financement du projet en fonds propres.

Le plan d'affaires prévisionnel prouve la capacité de la société d'exploitation à générer du bénéfice et donc à assumer l'ensemble des obligations susceptibles de découler de son fonctionnement.

Le Taux de Rentabilité Interne (TRI) du projet à 20 ans est estimé à environ 7 %.

En août 2020 NORDEX a annoncé, dans un communiqué de presse, la vente potentielle de son portefeuille européen de projets en développement à RWE, 2^{ème} producteur d'électricité en Allemagne. Un porter à connaissance sera adressé à Madame la Préfète de la Somme dès que la vente officielle aura eu lieu.

1.4 Avis de l'Autorité Environnementale

Dans son avis du 06/02/2020 la Mission Régionale d'Autorité Environnementale a émis 7 recommandations :

1. Etudier une variante éloignant les éoliennes de plus de 200 mètres des boisements et haies existants afin de protéger les populations de chauves-souris.
2. Prévoir de réaliser le chantier en dehors de la période du 1er mars au 31 juillet afin d'éviter la période de nidification des oiseaux.
3. Démontrer et garantir la faisabilité des mesures d'adaptation du chantier en cas de découverte de nids lors des travaux, par un engagement du maître d'ouvrage, en précisant comme objectif le succès de la reproduction des oiseaux.
4. Veiller à éloigner les mesures compensatoires de création de haies, de mares et de plantations d'arbres à plus de 200 mètres en bout de pale de toute éolienne.
5. Rechercher en priorité l'évitement des impacts sur les chauves-souris, et donc d'implanter les éoliennes E4, E5, E6 et E7 à plus de 200 mètres en bout de pale des habitats particulièrement importants pour les chauves-souris, tels que les boisements et les haies, ainsi que de tout secteur où l'étude d'impact a mis en évidence une activité de chauves-souris.
6. Garantir le respect des seuils réglementaires en matière de bruit.
7. Eloigner les éoliennes E4, E5, E8, E9 et E6 à plus de 500 mètres des parcs éoliens de Douiche et d'Inter Deux Bos afin de limiter le niveau de risque relatif à la projection d'éléments.

NORDEX a apporté une réponse à chacune de ces recommandations dans son mémoire.

[Commentaires du commissaire-enquêteur :](#)

Les réponses de NORDEX à chacune des remarques de la MRAe sont complètes, argumentées et documentées.

Les 2 documents (Avis de la MRAE et Mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale) sont des pièces du dossier d'enquête.

1.5 Composition du dossier

ATER Environnement a réalisé l'étude d'impact et l'évaluation environnementale.

L'agence COUÄSNON a réalisé l'expertise paysagère

Sixense environment a réalisé l'étude acoustique

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Calidris a réalisé l'étude naturaliste
Monday Experts a réalisé l'expertise chiroptère
NORDEX a assuré la coordination

Le dossier comprend l'ensemble des pièces exigées par la réglementation :

- 1 Dossier administratif 114 pages
- 2 Dossier administratif – cartes et plans 25 pages
- 3 Sommaire inversé 6 pages
- 4 Etude d'impact – partie 1 148 pages
- 5 Etude d'impact – partie 2 150 pages
- 6 Etude d'impact – partie 3 75 pages
- 7 Etude d'impact – partie 4 75 pages
- 8 Etude d'impact – partie 5 183 pages
- 9 Résumé non technique de l'étude d'impact 85 pages
- 10 Expertise acoustique 55 pages
- 11 Expertise paysage 45 fascicules pour 878 pages
- 12 Expertise naturaliste 296 pages
- 13 Expertise chiroptère 120 pages
- 14 Incidences Natura 2000 23 pages
- 15 Bilan de la concertation 23 pages
- 16 Etude pédologique 49 pages
- 17 Etude de danger 86 pages
- 18 Résumé non technique de l'étude de danger 25 pages
- 19 Notice descriptive 42 pages
- 20 Avis de la MRAe 14 pages
- 21 Mémoire en réponse à l'avis de la MRAe 8 pages
- 22 Avis de la DGAC
- 23 Avis de la DSAE
- 24 Arrêté Interpréfectoral d'enquête

L'ensemble du dossier qui compte 2480 pages a été mis à la disposition du public dans les 4 mairies des communes concernées par l'implantation du parc ainsi que sur le site internet de la préfecture d'Amiens.

2 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1 Organisation de l'enquête

Par courrier en date du 17 décembre 2019, la préfète de la Somme a demandé à Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens la désignation d'un commissaire-enquêteur pour conduire l'enquête publique ayant pour objet la demande d'autorisation unique en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62). (annexe 2)

Par décision n° E19000230/80 en date du 23 décembre 2019 Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens a désigné Monsieur HELY Jean-Claude en qualité de Commissaire-enquêteur pour mener cette enquête publique. (annexe 3). J'ai paraphé les registres d'enquête en préfecture le 11 février 2020.

L'enquête avait été prescrite par arrêté interpréfectoral du 10 mars 2020. Elle devait avoir lieu du jeudi 30 avril au mardi 2 juin 2020 mais n'a pas pu se dérouler comme prévu à cause de la crise sanitaire liée au coronavirus SARS-CoV-2.

Le 20 juillet 2020, un nouvel arrêté a été pris par le préfet du Pas-de-Calais et par la préfète de la Somme prescrivant l'enquête du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre inclus soit pendant 33 jours.

Afin d'aborder les aspects techniques de l'enquête, une réunion d'organisation s'est déroulée le 25 août 2020 en mairie d'EQUANCOURT. (annexe 4)

Ont participé à cette réunion :

MM. Christophe DECOMBLE maire d'EQUANCOURT ; Daniel DECODTS maire de FINS ; Michel POUILLAUDE maire de NEUVILLE-BOURJONVAL.

Jean-Marie BLONDEL maire de GUYENCOURT-SAULCOURT 1^{er} vice président de C.C de la Haute Somme.
Mme Lucie SERVEAU ; M. Marc SERRA chefs de projet NORDEX.

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Mme Amandine PETIT du cabinet de concertation Mazars.

Jean-Claude HELY commissaire-enquêteur.

Excusé : M. Michel LEPLAT maire de HEUDICOURT.

A la suite de cette réunion, j'ai effectué une visite des lieux avec les représentants de la société NORDEX.

2.2 Publicité et information du public

2.2.1 Insertion dans la presse

L'avis d'enquête publique a été publié dans le Courrier Picard le 25 août 2020 puis le 15 septembre 2020, dans Picardie La Gazette édition du 19 au 25 août 2020 puis dans l'édition du 9 au 15 septembre 2020, dans la Gazette Nord Pas-de-Calais édition du 19 au 25 août 2020 puis dans l'édition du 9 au 15 septembre 2020 et dans la Voix du Nord le 25 août puis le 15 septembre 2020.

(annexe 5)

2.2.2 Affichage en mairie

L'avis informant le public de l'ouverture de l'enquête et de ses modalités a été affiché à l'extérieur des mairies d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT et NEUVILLE-BOURJONVAL.

J'ai constaté que cet affichage était bien en place lors de mes différentes permanences.

L'avis a également été affiché dans les 37 mairies des communes comprises dans le rayon d'affichage défini par la nomenclature des installations classées (rubrique 2980) :

Département de la Somme :

AIZECOURT-LE-BAS ; EPEHY ; ETRICOURT-MANANCOURT ; GUYAUCOURT-SAULCOURT ; LIERAMONT MESNIL-EN-ARROUAISE ; MOISLAINS ; NURLU ; RONSSOY ; SAILLY-SAILLISEL ; SOREL ; VILLERS-FAUCON.

Département du Pas-de-Calais :

BARASTRE ; BEAUMETZ-LES-CAMBRAI ; BERTINCOURT ; BUS ; HAPLINCOURT ; HAVRINCOURT ; HERMIES ; LEBUCQUIERE ; LEHELLE ; METZ-EN-COUTURE ; ROCQUIGNY ; RUYAULCOURT ; TRESCAULT ; VELU ; YTRES ;

Département du Nord :

BANTEUX ; GONNELIEU ; GOUZEAUCOURT ; HONNECOURT-SUR-ESCAUT ; MARCOING ; RIBECOURT-LA-TOUR ; VILLERS-GUISLAIN ; VILLERS-POUICH.

Département de l'Aisne :

LEMPIRE ; VENDHUILE.

Un certificat d'affichage établi par le maire de chacune des communes doit être envoyé en préfecture pour justifier la réalité de cet affichage.

2.2.3 Affichage sur site

Un affichage visible et lisible depuis la voie publique a également été réalisé à 8 endroits sur les lieux d'implantation du parc éolien.

Les affichages en mairies et sur site ont été contrôlés par huissier à 3 reprises au cours de l'enquête : le mardi 25 août 2020, le jeudi 10 septembre 2020 et le mardi 13 octobre 2020.

En plus de ces affichages réglementaires, une information sur l'enquête a été distribuée dans les boîtes aux lettres des 4 communes concernées par le projet (Annexe 6).

2.3 Permanences du Commissaire-enquêteur

En préambule, il convient de signaler que compte tenu de la crise sanitaire en cours liée à la COVID 19, toutes les réunions et toutes les permanences se sont déroulées en respectant scrupuleusement les consignes sanitaires en place. A savoir : port du masque obligatoire, désinfection des mains au gel hydroalcoolique en entrant dans la salle, utilisation d'un stylo personnel, distanciation physique et affichage de toutes ces consignes à l'entrée des salles de permanences.

Ces contraintes n'ont pas entraîné de difficulté particulière à personne.

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Conformément à l'article 6 de l'arrêté d'enquête, les permanences se sont déroulées dans les mairies de :

- EQUANCOURT (80)
 - Le jeudi 10 septembre 2020 de 09h00 à 12h00
 - Le lundi 12 octobre 2020 de 15h00 à 18h00
- FINS (80)
 - Le mercredi 16 septembre 2020 de 15h00 à 18h00
- HEUDICOURT (80)
 - Le samedi 26 septembre 2020 de 09h00 à 12h00
- NEUVILLE-BOURJONVAL (62)
 - Le lundi 05 octobre 2020 de 15h00 à 18h00

D'autre part, le dossier a été mis à disposition du public dans les locaux des mairies aux jours et heures d'ouverture habituels.

2.4 Conditions d'accueil du public et climat de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée dans les meilleures conditions possibles.

A chaque permanence, j'ai disposé d'une vaste salle pour recevoir et renseigner au mieux les visiteurs.

Le public a pu avoir librement accès aux documents du dossier.

Toutes les permanences se sont déroulées sans incident.

2.5 Formalités d'ouverture et de clôture de l'enquête publique

Les registres que j'ai paraphés le 11 février 2020 en préfecture d'Amiens ont été ouverts le 10 septembre 2020 par les maires d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval.

Le lundi 12 octobre 2020, à l'issue de la phase publique de l'enquête, les maires des communes de Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval m'ont apporté leur registre à la fin de la permanence d'Equancourt.

Les 4 registres ont été clos par moi-même le 12 octobre 2020.

2.6 Procès verbal de synthèse des observations et mémoire en réponse

J'ai remis le procès verbal des observations à Madame Lucie SERVEAU chef de projet au sein de la société NORDEX, représentant la SAS parc éolien Nordex XXXI le 14 octobre 2020 dans les locaux du centre de maintenance Nordex de Villers-Bocage (80). (annexe 7)

Conformément à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2020, le mémoire en réponse m'a été adressé par courrier électronique le 28 octobre 2020. (annexe 8).

2.7 Participation du public

Le public pouvait se manifester de 3 façons différentes. De manière traditionnelle, sur le registre ou par courrier adressé au commissaire enquêteur au siège de l'enquête et comme le prévoit l'article L123-10 du code de l'environnement modifié par l'ordonnance 2017/80 du 26 janvier 2017, par courrier électronique à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr

Lors des 5 permanences, j'ai rencontré au total 37 personnes.

2.7.1 Déroulement des permanences

Nombre de personnes qui se sont présentées aux permanences :

Permanence du 10 septembre 2020 à EQUANCOURT :	5 personnes
Permanence du 16 septembre à FINS :	8 personnes
Permanence du 26 septembre à HEUDICOURT :	11 personnes
Permanence du 5 octobre à NEUVILLE-BOURJONVAL :	6 personnes
Permanence du 12 octobre à EQUANCOURT :	7 personnes

2.7.2 Bilan comptable des contributions

Nous comptabilisons au total 113 contributions, dont 34 courriers électroniques, 13 observations écrites dans les registres, 59 courriers ou notes, 4 mémoires et 3 pétitions.

2.7.3 Délibérations des Conseils municipaux

Au 27 octobre 2020, date limite de prise en compte, nous comptabilisons 18 délibérations des communes environnantes dont 4 en faveur du projet et 14 défavorables.

Collectivité	Date	Avis Favorable	Avis Défavorable
AIZECOURT LE BAS	12/09/2020		X
BEAUMETZ-LES-CAMBRAI	09/10/2020		X
BERTINCOURT	29/09/2020		X
GOUZEACOURT	28/09/2020		X
LEBUCQUIERE	26/09/2020		X
LEMPIRE	16/09/2020		X
METZ-EN-COUTURE	08/09/2020		X
NEUVILLE-BOURJONVAL	21/09/2020	X	
VELU	11/09/2020		X
VENDHUILLE	24/09/2020		X
VILLERS-GUISLAIN	18/09/2020		X
VILLERS-POUICH	09/09/2020	X	
YTRES	29/09/2020		X
EQUANCOURT	21/09/2020	X	
ETRICOURT MANANCOURT	17/09/2020		X
FINS	17/09/2020	X	
LIERAMONT	02/10/2020		X
SOREL	24/09/2020		X
TOTAL		4	14

2.8 Clôture de l'enquête et transmission du rapport

Le lundi 12 octobre 2020, à l'issue de la dernière permanence, j'ai récupéré les 4 registres d'enquête.

Le confinement, lié à la réactivation de la pandémie COVID 19, interdisant les déplacements non essentiels, j'ai adressé le 9 novembre 2020 une version électronique de mon rapport et de mon avis à la préfecture de la Somme (Bureau de l'Administration Générale et de l'Utilité Publique) ainsi qu'au Tribunal Administratif d'Amiens. Une version papier de ces documents ainsi que les 4 registres d'enquête seront déposés dès que les déplacements seront de nouveau autorisés.

3 ANALYSE DES OBSERVATIONS

Chaque observation est identifiée par un index suivi d'un n° d'ordre.

Définition des index : 1^{ère} lettre O=Observation ; 2^{ème} lettre E= écrite sur le registre, N= Note annexée au registre, @= courriel, C= courrier reçu au siège de l'enquête, P= pétition, M= mémoire ; 3^{ème} lettre E= Equancourt, F= Fins, H= Heudicourt, N= Neuville Bourjonval

3.1 Observations sur registres, notes, courriers et courriels

Index	Intervenant	Résumé de l'observation	Thème
OEE01	Anonyme	<ul style="list-style-type: none"> Ne reconnaît plus le paysage Les éoliennes sont trop proches des maisons et des routes 	<ul style="list-style-type: none"> Paysage Distance aux habitations
ONE01	Mme Nathalie DEKEN présidente de l'association APNEHS	<p>Contre le projet</p> <ul style="list-style-type: none"> Craint un effet domino en cas de destruction partielle ou totale d'une éolienne liée aux risques sismiques, foudre ou cavité souterraine. Risque de percement de conduite de l'oléoduc lors des travaux de raccordement. L'étude acoustique ne tient pas compte du parc voisin « Le Maisseil » Plusieurs faisceaux de communication seront impactés par ce projet et engendreront des nuisances pour les usagers. 	<ul style="list-style-type: none"> Etude de danger Etude de danger Bruit Réception télévisuelle et communications
ONE02	Mme CHOPIN Marie Andrée 11 rue du Quesnoy 80240 - GUYENCOURT SAULCOURT	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous sommes encerclés de tous côtés. Les machines sont de plus en plus proches des habitations. Dégradation de notre cadre de vie. Jusqu'où va nous mener la prolifération anarchique de ces machines. Effets stroboscopiques déstabilisants sur les routes. Le balisage lumineux est insupportable. Stop, restons dans le raisonnable, nous avons donné suffisamment. Mme la Préfète, nous vous demandons de prendre notre humble avis en considération. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation – encerclement Distance aux habitations Effets stroboscopiques Balisage lumineux
ONF01	Mme CHOPIN Marie Andrée 11 rue du Quesnoy 80240 - GUYENCOURT SAULCOURT	<ul style="list-style-type: none"> A-t-on pensé au Canal Seine Nord ? Avec les extensions, les parcs se retrouvent les uns près des autres. Qu'en est-il des effets de turbulences, d'usures des éoliennes et des effets de sillage ? 	<ul style="list-style-type: none"> Canal Seine Nord Europe Efficacité de l'éolien
OEF01	M. et Mme PERSYN de NURLU M. PERSYN président de la société de chasse de FINS	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> Contre la multiplication anarchique des éoliennes dans le secteur qui détruisent le paysage et font subir des nuisances aux riverains. Espère que les compensations qui paraissent intéressantes seront bien effectives pendant toute la durée du parc. 	<ul style="list-style-type: none"> Paysage Retombées économiques
ONF02	M. Jacques DECAUX maire de SOREL	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> Saturation, trop c'est trop. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation - encerclement
OEF02	M. THERY Pierre François de FINS	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'effet visuel de l'agrandissement du parc ne devrait pas provoquer trop de 	

		<p>gène aux communes voisines.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les mats sont éloignés et s'intègrent dans un lot existant. • Il serait dommage que ce projet paye pour les erreurs des autres. • Ce projet a été mené avec beaucoup de pédagogie. • Le nombre d'éoliennes dans le secteur commence à être un problème. 	<ul style="list-style-type: none"> • Paysage • Concertation • Saturation - encerclement
ONF03	Mme Nathalie DEKEN présidente de l'association APNEHS	<ul style="list-style-type: none"> • L'étude acoustique doit être refaite, elle se base sur des estimations alors que nombre de parcs ont été construits en 2019 et avant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Bruit
ONF04	M. GOUBET Dominique 12 rue de la poste FINS	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Indépendance énergétique • Projet cohérent avec Douiche 1 • Retombées économiques sur les communes • 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien • Retombées économiques
ONH01	M. DELEVAQUE Francis 120 rue Constantin Denis 80122-HEUDICOURT	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'électricité propre. • Retombées économiques pour la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> • Retombées économiques
ONH02	M. DENGLEHEM Serge 10 rue de la chaussée à HEUDICOURT (ancien maire)	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors des démarches et de la construction du parc Douiche 1, la société NORDEX a fait preuve d'un grand professionnalisme tant sur la phase administrative que technique. • La concertation menée conjointement avec la société MAZARS a permis de mettre en avant les attentes de certains riverains et de répondre aux inquiétudes d'autres personnes. • Les retombées financières sont loin d'être négligeables pour la commune et le CCAS propriétaire d'une parcelle concernée par l'extension. • Habitant sur la frange Nord du village, je suis de ceux qui résident au plus près du parc Douiche 1, je peux affirmer ne ressentir aucune gêne. • Les nuisances sonores sont nulles et nettement inférieures au bruit de circulation. • Les soucis de réception télé ont été réglés rapidement. • En tant que chasseur adhérent à la société de chasse communale, nous n'avons remarqué aucune modification des habitudes du gibier présent dans la zone éolienne. Aucun gibier mort n'a été trouvé sous une éolienne. 	<ul style="list-style-type: none"> • Concertation • Retombées économiques • Bruit • Réception télévisuelle et communications • Biodiversité

		<ul style="list-style-type: none"> Nous sommes dans un territoire propice au développement de l'éolien. Les grandes plaines et la faible densité d'urbanisation permettent de respecter des distances correctes entre les éoliennes et les habitations. La présence des machines dans le paysage, si elle a pu choquer au départ, elle en fait maintenant partie entièrement. 	<ul style="list-style-type: none"> Distance aux habitations Paysage
ONH03	Mme BOUHELIER Anne Marie 880 av du Général De Gaulle 59231-GOUZEAUCOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Approuve l'énergie propre. Soutient l'économie locale. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques
ONH04	Mme TOCH Denise 591 rue de Révelon à HEUDICOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Générateur d'emploi. Retombées financières 	<ul style="list-style-type: none"> Emploi Retombées économiques
ONH05	Mme DENGLEHEM Madeleine 6 rue de la Chaussée à HEUDICOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Participe à l'indépendance énergétique. L'aspect visuel ne dérange pas. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Paysage
ONH06	M. LENDORMY Michel 13 rue de la Chaussée à HEUDICOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Energie propre et renouvelable. Création d'emplois. Retombées financières. 	<ul style="list-style-type: none"> Emploi Retombées économiques
ONH07	M. DENGLEHEM Jean-Yves 4 rue de la Chaussée à HEUDICOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Energie verte. Participe à l'indépendance énergétique. Création d'emplois. Pour notre avenir et celui de nos enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> Emploi
ONH08	M. MILLIOT Bernard 815, rue de Révelon 80122-HEUDICOURT (ancien maire)	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Energie propre. Ressource inépuisable. Retombées économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques
OEH01	Mme CHAPUT Astrid	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Stop à la pollution visuelle. Stop aux nuisances sonores (vents SO/NO) Stop à la dévaluation des biens. 	<ul style="list-style-type: none"> Paysage Bruit Dépréciation immobilière

OE02	Mme DUFOUR Stéphanie adjointe à HEUDICOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Quelques éoliennes de plus ne changent pas le décor paysager. • Oui pour une énergie propre et pour une amélioration du cadre de vie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Paysage • Retombées économiques
OE03	M. PERDRIAUX Maurice d'HEPEHY	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> • Il y a beaucoup trop d'éoliennes ce qui engendre une pollution visuelle. • Il faudrait commencer par arrêter de gaspiller l'énergie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation - encerclement
OE04	M. MARTIN Jean-Michel maire d'EPEHY	<ul style="list-style-type: none"> • Etudier et réaliser l'installation d'un amplificateur TNT avec les autres promoteurs éolien. • Cette demande a déjà été formulée lors des différentes enquêtes publiques sur l'éolien. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réception télévisuelle et communications
ONH09	Mme DAZIN Chantal adjointe au maire de FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Projet dans la continuité du parc existant. • NORDEX a favorisé la concertation. • Retombées économiques et mesures compensatoires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Concertation • Retombées économiques
ONH10	M. MAILLY Michel 9 rue du pavé 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Bonne concertation avec les habitants. • Mesures compensatoires et retombées économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Concertation • Retombées économiques
OE05	Mme POTY Christel	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons déjà largement participé aux objectifs du gouvernement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation - encerclement
OE06	M. JOURNAUX Gérard HEUDICOURT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> • Le paysage est suffisamment dégradé. • 9 éoliennes de plus c'est trop. • Il faut pouvoir utiliser les mesures compensatoires en fonction des besoins de la commune et au-delà de l'aspect renouvelable. 	<ul style="list-style-type: none"> • Paysage • Retombées économiques
OE07	M. Michel LEPLAT Maire d'Heudicourt	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Les compensations financières seront les bienvenues. 	<ul style="list-style-type: none"> • Retombées économiques
OEN01	Mme Elisabeth HUBERT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> • Un désastre écologique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Biodiversité
OEN02	M. Jean-Marie GEORGE 1 bis rue du sac à METZ en COUTURE	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> • Trop de bruit la nuit. • Nous avons déjà la vue sur 27 éoliennes de notre terrasse. • L'immobilier a perdu 30% sur METZ en COUTURE • Le paysage est déjà trop défiguré. 	<ul style="list-style-type: none"> • Bruit • Saturation – encerclement • Dépréciation immobilière • Paysage
ONE04	M. BILOË Frédéric 7 rue Désiré Duflos 80360 - FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Les retombées économiques financeront des projets dans les communes concernées. • Cela permettra de rendre le cadre de vie plus agréable et d'attirer de nouveaux habitants dans les communes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Retombées économiques

ONE05	M. DHACAILLY Maxime 3 rue du moulin 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Les éoliennes sont à une distance suffisante de notre village. Retombées économiques pour la commune pour la réfection de l'église et des tableaux de Charles Henri Michel. 	<ul style="list-style-type: none"> Distance aux habitations Retombées économiques
ONE06	Mme Muriel LEJAY 6 rue Désiré Duflos 80360 - FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Les retombées économiques financeront la création et l'aménagement d'un chemin de randonnée et l'enfouissement du réseau aérien. Le cadre de vie sera plus agréable et attirera de nouveaux habitants. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques
ONE07	M. LUPART Francis 2 rue d'en bas 80240 - SOREL	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Pour une énergie propre. 	
ONE08	Mme MACARTIREY Michèle 5 rue du moulin 80360 - FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Participe à l'indépendance énergétique. Les retombées économiques permettront de financer l'électricité de l'église et la réfection des tableaux s Henri Michel. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques
ONE09	M. Pascal PATIN 9 rue de la place 80240 - SOREL	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Projet développé avant 2017 qui ne remet pas en cause l'aménagement foncier du Canal Seine Nord Europe. Ce projet aura des retombées économiques dans nos villages. 	<ul style="list-style-type: none"> Canal Seine Nord Europe Retombées économiques
ONE10	M. Hervé PERSYN 6 rue de la poste 80360 - FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques pour ma commune. Nordex a fait de vrais efforts de compensation écologique. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques
ONE11	M. Marc PICHON 6 rue de la liberté 80360 - FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Oui pour la commune Oui pour la concertation Oui pour la production d'électricité Les parcs voisins sont trop près des routes et des maisons. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques Concertation Distance aux habitations
ONE12	M. Alain TROCME et Mme Sylvie DEPRE 80360 - FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Les habitants ont bien été informés et associés au projet depuis trois ans. Leurs avis ont été pris en compte pour faire évoluer le projet tout au long de la démarche. Les retombées économiques financeront la création et l'aménagement d'un chemin de randonnée, la modification des trottoirs et de l'éclairage public. La commune sera plus attractive pour les nouveaux habitants. 	<ul style="list-style-type: none"> Concertation Retombées économiques

ONE13	M. et Mme Benoit et Elodie VANDAELE 30 chaussée Brunehaut 80360 - FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Il faut augmenter les énergies renouvelables pour diminuer les gaz à effet de serre. Ces projets apportent de l'emploi et de l'argent à la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Emploi Retombées économiques
OCE01	M. Robert THERY 8 rue de Fins 80360-EQUANCOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> L'éolien est une énergie propre et renouvelable. Notre territoire doit permettre de dynamiser cette énergie inépuisable. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien
OCE02	M. Didier THERY 8 rue de Fins 80360-EQUANCOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Aménagement de chemins et autres projets liés à l'environnement. Pour avoir assisté à toutes les réunions d'information, je comprends la démarche de la commune d'accepter ce projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques Concertation
OCE03	Mme Régine LETELLIER 2bis rue de la flaque 80360-EQUANCOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> L'éolien est une énergie propre. Les retombées économiques vont permettre de financer le parc de jeux pour nos enfants. La commune et la société Nordex nous ont très bien informés depuis le début de l'instruction du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Retombées économiques Concertation
OCE04	Anonyme	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Il est prouvé par les scientifiques et acousticiens que les éoliennes provoquent des infrasons jusqu'à 10 km de distance qui déstabilisent l'oreille interne et provoquent des vertiges, nausées et graves maux de tête 	<ul style="list-style-type: none"> Infrasons
OCE05	M. PAVOT J-Pierre 33 rue neuve 62126-YTRES	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Notre secteur est déjà fortement impacté, nos paysages sont saturés. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation - encerclement
OCE06	M. Christophe DECOMBLE 2 bis rue de la flaque 80360-EQUANCOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Ce projet va apporter de l'emploi pour l'entretien des 9 machines et pendant le chantier, l'activité économique locale sera boostée. Avec les retombées économiques que la commune va recevoir, j'envisage de prendre un employé communal. La première machine est à plus d'un kilomètre de la première habitation du village Le projet Douiche 2 dans la continuité de Douiche 1 facilite son insertion paysagère et limite les impacts. 	<ul style="list-style-type: none"> Emploi Distance aux habitations Paysage

OCE07	M. et Mme VERSCHEURE 4 rue de la chapelle 80360- ETRICOURT MANANCOURT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Nous en avons déjà beaucoup trop dans notre secteur. Nous avons du mal à capter certaines radios 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation – encerclement Réception télévisuelle et communications
OCE08	M. et Mme TERCI SAUVAL 4 rue de l'église 80240 GUYENCOURT- SAULCOURT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Trop c'est trop 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation encerclement
OCE09	M. Christian LAMUR 4 rue d'Ytres 80360- ETRICOURT MANANCOURT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> En me plaçant aux limites des communes de Nurlu – Equancourt et Etricourt Manancourt, j'arrive à voir plus de 130 machines. Etant président de l'AFR et impliqué dans le projet de remembrement lié au CSNE, le projet de nouveau parcellaire ne pourra pas être modifié à chaque fois qu'un promoteur voudra implanter de nouvelles machines. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation – encerclement Canal Seine Nord Europe
OCE10	Anonyme 80240-SOREL	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Que nous soyons dans notre salle à manger, salon, cuisine ou chambre et que nous regardons par la fenêtre, à notre vue, que des éoliennes et en plus le soir, les lumières qui clignotent. On ne peut profiter du jardin en toute tranquillité sans entendre le ronronnement régulier et anxiogène. Notre petit fils diagnostiqué autiste asperger avec une hyperacousie que le bruit gêne énormément au point de ne plus vouloir sortir et de dire qu'il ne pourrait plus venir chez nous ! 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation – encerclement Bruit Santé
OCE11	M. et Mme Laurent MAILLY 15 grande rue 80360- EQUANCOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques pour notre territoire et entretien des chemins empruntés par les agriculteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques
OCE12	M. et Mme Didier HENOCQUE 11 grande rue 80360- EQUANCOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> L'éolien est une source d'énergie propre et renouvelable qui réduit les émissions les émissions de gaz à effet de serre. La société Nordex nous a mis en confiance car elle a bien informée et associée les habitants au projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Concertation
ONE14	M. et Mme FERRE Michel 4 rue du château 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Oui pour la cohérence de l'implantation. Création d'emploi Finances dégagées 	<ul style="list-style-type: none"> Emploi Retombées économiques

ONE15	M. SOLEM Etienne L'escapade 23 chaussée Brunehaut 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> La sté Nordex a fait travailler les petits commerces avant, pendant et après le parc éolien Douiche 1 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques
ONE16	M. FERNET Grégory et Melle CABOCHETTE Elodie 13 rue du pavé 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Beaucoup d'avantages en ce qui concerne l'écologie, l'environnement et les commerces. 	
ONE17	M. THERON Alain 6 rue du moulin 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Pour le développement d'une énergie propre Création d'emplois Retombées économiques 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Emploi Retombées économiques
ONE18	Mme CONSEIL Chantal 8 rue de la liberté 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Pour une énergie propre Le parc Douiche 1 a été bien pensé et Douiche 2 et dans la même lignée. Certaines implantations sont trop près des maisons et des routes, je comprends les nuisances subies par le voisinage. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Distance aux habitations
ONE19	M. et Mme CAROUGE Jean-Pierre 11 rue de la liberté 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Oui pour une énergie propre Oui pour un projet mené par une entreprise de confiance Oui pour les retombées économiques 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Retombées économiques
ONE20	M. TOUATI Eric 5 rue du pavé 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Energie propre Depuis 2017, des réunions une bonne concertation et transparence avec les habitants. Implantation des éoliennes des villages voisins trop près des maisons et des routes ce qui a amplifié le nombre de personnes anti éolien. Retombées économiques pour les commerces et les communes. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Concertation Distance aux habitations Retombées économiques
ONE21	Mme CARRARA Pierrette 80360-FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Energie propre Attention à la distance des agglomérations, des routes et à l'insertion paysagère. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité des éoliennes Distance aux habitations
ONE22	M. HENRY Michel 14 rue d'Arras 62124- NEUVILLE- BOURJONVAL	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Souhaite que les machines ne soient implantées trop près des habitations et des routes. Energie propre qui contribue à la lutte contre les gaz à effet de serre. Retombées économiques pour maintenir notre population rurale. 	<ul style="list-style-type: none"> Distance aux habitations Efficacité de l'éolien Retombées économiques

ONE23	M. et Mme FASSIAUX Romain 12 rue de la tortille FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Pour le projet afin d'améliorer le cadre de vie du village mais en gardant des distances par rapport aux habitations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Distances aux habitations • Retombées économiques
ONE24	SCEA Eric POUILLAUDE 10rue d'Arras 62124 – NEUVILLE BOURJONVAL	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Energie propre • Permet de varié les modes de production d'électricité • Retombées économiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien • Retombées économiques
ONE25	M. CHIABAI Thierry 15 rue du pavé FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Energie propre • Création d'emploi • Retombées économiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien • Emploi • Retombées économiques
ONE26	M. WAROQUER Alix 319 rue révelon HEUDICOURT	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Energie propre • Ce projet peut apporter des emplois, des retombées économiques pour les commerces et les communes 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien • Emploi • Retombées économiques
ONE27	Mme Vanessa PERONNE 8rue du moulin FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Projet mené par une entreprise reconnue • Pour les retombées économiques, la concertation et la préservation de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Concertation • Retombées économiques
ONE28	Mme FONTAINE Gabrielle 6 rue de la tortille FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • L'éolien est une solution d'avenir qui permet de varier les modes de production d'électricité. • Projet dans la continuité de Douiche 1 ce qui facilite son insertion paysagère et limite les impacts. • Nous avons été bien informés sur l'avancement du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien • Paysage • Concertation
ONE29	Mme TELLIER Delphine 13 bis rue Désiré Duflos FINS	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> • Je trouve que les éoliennes ne sont pas plus dangereuses que les centrales nucléaires. • J'espère qu'on aura des retombées au niveau de notre facture d'électricité. • Cela a apporté beaucoup d'amélioration dans la commune comme l'éclairage public que l'on n'aurait certainement pas eu sans le projet éolien. • La création d'emploi, c'est très bien aussi. 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien • Retombées économiques • Emploi

OEE02	Mme PETEAU Hélène 5 rue du bois EQUANCOURT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> • Trop d'éoliennes • Problème de télévision • Problème de santé • Trop de bruit 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation – encerclement • Réception télévisuelle et communications • Santé • Bruit
ONE30	Mme CLAUDE Corinne 9 rue du Montcel 78350-JOUY- EN-JOSAS	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> • Je viens plusieurs fois dans l'année dans cette région, mais pas pour voir des éoliennes dans les campagnes. • Le nombre important de ces monstres autour d'Equancourt, une réelle invasion. • Impact sur les valeurs immobilières. • Répercussions sanitaires pour les riverains. 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation – encerclement • Dépréciation immobilière • Santé
ONE31	M. Vincent DEKEN EQUANCOURT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> • Envahissement et encerclement avec 64 éoliennes dans un rayon de 7 km autour du village. • Si les éoliennes provoquent des effets néfastes sur les vaches et les chauves souris, y aurait-il aussi des effets secondaires sur la santé humaine. • Des études sur la santé doivent être réalisées avant l'implantation massive d'éoliennes. • Le bruit augmente fortement en cas de pluie ou brouillard combiné à des vents faibles. N'importe quel habitant de notre village pourra le confirmer. • Une étude devait être effectuée pour mesurer l'impact des éoliennes sur l'avifaune. • Le 17/01/2017, une pale d'éolienne s'est décrochée sur le parc de Nurlu. D'autres cas ont été constatés en France. Le 02/04/2019 la foudre a endommagé une éolienne du parc de la Haute Somme. Il y a donc un risque pour les personnes et les biens. • Sur les photomontages, les éoliennes des parcs existants n'apparaissent pas. • Un remembrement est prévu suite au projet du CSNE. L'avez-vous pris en compte ? • Aucune fouille archéologique n'est effectuée alors que le projet est placé sur la ligne de front d'Hindenburg. • Quel bilan carbone et énergétique pour les éoliennes ? construction, béton, transport (parfois depuis la Chine) avec un rendement de 30 % • Le démantèlement sera-t-il vraiment effectué ? Y aura-t-il un suivi ? • Nous ne sommes pas des antis éoliens, 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation – encerclement • Santé • Infrasons • Bruit • Biodiversité • Etude de dangers • Photomontages • Canal Seine Nord Europe • Lieux de mémoire et monuments historiques • Efficacité des éoliennes • Démantèlement

		conscient que l'énergie éolienne fera partie de l'énergie de demain. Mais leurs implantations doivent suivre un moratoire sur la densité, la santé, le cadre de vie, le respect de la faune et de la flore, les autres projets et les sites de mémoire.	
ONE32	Mme CHOPIN Marie Andrée 11 rue du Quesnoy GUYENCOURT SAULCOURT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Il est plus que temps d'exiger un arrêt de l'invasion massive de ces machines. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation - encerclement
ONE33	M. CHOPIN Hubert 11 rue du Quesnoy GUYENCOURT SAULCOURT	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Je me demande s'il est opportun de faire cette enquête publique, cela va à l'encontre de la demande de la CIIAF qui souhaite de ne pas contractualiser de bail emphytéotique tant que le remembrement du CSNE n'est pas terminé. Les propriétaires susceptibles de recevoir des éoliennes ne retrouveront pas forcément l'emplacement prévu qui aura changé de mains. Il est plus que temps d'arrêter cette invasion 	<ul style="list-style-type: none"> Canal Seine Nord Europe Saturation - encerclement
O@01	anonyme	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Visuellement nous sommes saturés de jour comme de nuit. La nuit avec des points lumineux c'est insupportable et le tout visible à des kilomètres aux alentours. Les mètres cubes de béton qui remplacent la terre et qui sont coulés pour ces engins, les routes et plateforme d'entretien ! On sacrifie des terres qui ne seront jamais récupérables. Quand à la rentabilité de ces engins, leur production étant aléatoire jamais elles ne remplaceront le nucléaire. Elles font principalement travailler des entreprises étrangères et leur financement est plus qu'occulte. À qui tout ça profite t il ? Aux maires ? Aux agriculteurs. Dans nos communes ce sont souvent les mêmes. Beau cadeau pour les contribuables qui devront payer les démantèlements et pour les générations futures qui voient des terres sacrifiées à vie. Alors que d'autres pays reviennent en arrière on continue ici d'en construire. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation – encerclement Balisage lumineux Démantèlement Efficacité de l'éolien Emploi Retombées économiques Démantèlement
O@02		<ul style="list-style-type: none"> Je ne suis pas anti éolien et pourtant je ne peux pas comprendre que l'on 	

		<p>veuille encore ajouter de nouvelles éoliennes là où il y en a déjà tant ! En tout, il faut mesure garder.</p> <ul style="list-style-type: none"> Il y a quelques années, des responsables raisonnables avaient créé des ZDE afin d'éviter un développement anarchique d'implantation d'éoliennes, pourquoi est-on revenu là-dessus ? 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation - encerclement
O@03	M. Xavier BERTRAND Président de la Région Hauts-de-France	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> La Région Hauts-de-France a pris position contre le développement non maîtrisé de l'énergie éolienne. Ce développement non maîtrisé entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains et dénature nos paysages, ce que je ne peux accepter. Le 22 juin 2018, en séance plénière, le Conseil Régional a adopté une délibération concernant le mix énergétique. J'ai réitéré, lors de l'adoption de cette délibération notre volonté à encourager le développement d'autres EnR. Je souhaite vous faire part de l'opposition du Conseil Régional à la réalisation du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Paysage Bruit Saturation – encerclement
O@04	anonyme	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> La filière éolienne est créatrice de valeur ajoutée, d'emplois locaux, c'est pourquoi je suis pour. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques Emploi
O@05	anonyme	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> Je suis pour l'éolien car il participe à l'équilibre du système électrique national et contribue à la réduction des gaz à effet de serre. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien
O@06	M. Jean-Pierre Corbisez Sénateur du Pas-de-Calais	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> Je me suis rendu sur place en octobre 2019. Lors de la visite d'une éolienne déjà construite, j'ai pu constater que cette dernière comme les autres étaient tout à fait intégrées au paysage local. De nombreux projets d'investissement locaux dépendent des retombées financières (IFER) issues de l'exploitation de ce parc éolien. 	<ul style="list-style-type: none"> Paysage Retombées économiques
O@07	Anonyme originaire de Neuville-Bourjonval	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'éolien est une énergie propre et renouvelable qui contribue à la lutte contre le réchauffement climatique. Les éoliennes sont implantées de façon cohérente avec le parc existant du Douiche, ce qui facilite son insertion paysagère et environnementale. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien Paysage

O@08	Mme Sylvia KIEFFER	<p>Contre le projet. Généralités sur l'éolien.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en cause des études de l'ANSES sur les infrasons. • L'Académie de Médecine recommande depuis 2006, une distance de plus de 1500m entre les éoliennes et les habitations afin de réduire la nocivité du bruit éolien. 	<ul style="list-style-type: none"> • Infrasons • Bruit
O@09	anonyme	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet contribue à atteindre les objectifs de développement d'énergie renouvelable. • Il a été développé dans le respect du territoire, en concertation avec les élus municipaux, les habitants, et les propriétaires et agriculteurs de la zone, ce qui permet d'adapter au mieux les bénéfices du projet pour le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien • Concertation • Retombées économiques
O@10	M. le maire de VILLERS-GUISLAIN	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Refuse toute éolienne sur notre territoire communal compte-tenu de la présence du Mémorial Indien. • Le drapeau indien ne saurait être surplombé à l'horizon par les pales de ces générateurs encombrants qui viendraient juxter nos limites communales (2 éoliennes prévues au Nord-ouest d'Heudicourt). • La saturation visuelle et l'anarchie des implantations ne peuvent qu'exacerber la colère de nos concitoyens. 	<ul style="list-style-type: none"> • Lieux de mémoire et monuments historiques • Saturation - encerclement
O@11	Mme Sabine ALLAN Présidente ASEPA Association de Sauvegarde de l'Environnement de Plessier de Roye et ses Alentours 60310 – Plessier de Roye	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre d'éoliennes sur ce secteur défigure le paysage. Dévasté pour les 20 prochaines années. • Votre bien ne se vendra que s'il est dévalué d'au moins 30%. • L'éolien n'est pas une solution d'avenir et ne remplacera malheureusement pas nos stations nucléaires. • Nos enfants vont devoir payer pour démanteler les idioties de leurs aînés. • Les projets éoliens continuent d'émerger malgré les soucis de santé sur les animaux d'élevage et les enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation – encerclement • Dépréciation immobilière • Efficacité de l'éolien • Démantèlement • Santé
O@12	anonyme	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet a été très bien mené en concertation avec les habitants. • L'éolien est une énergie verte adaptée à la région. • C'est source d'emploi sur le territoire et permet de dynamiser les communes grâce aux différentes retombées économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Concertation • Emploi • Retombées économiques

O@13	M. Hubert Thonon Président de l'AFR de Gouzeaucourt	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Les projets éoliens permettent d'améliorer l'état des chemins agricoles, c'est un bénéfice non négligeable pour notre territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Retombées économiques
O@14	Habitant de Guyencourt Saulcourt	Défavorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Ma maison a vu sa valeur amputé par un visuel industriel, avec les éoliennes. Prendre des photos devant des buissons ou des talus en sortie de village et prétendre que l'impact visuel sera faible. Cette ambiance "boite de nuit" avec des mâts clignotant a tué le calme nocturne des animaux et des hommes. Ce n'est pas avec une salle des fêtes ou une canalisation propre qu'on empêchera l'hémorragie de population. 	<ul style="list-style-type: none"> Dépréciation immobilière Photomontages Balisage lumineux Retombées économiques
O@15	M. le président de L'Association Sud Artois pour la Protection de l'Environnement (ASAPE)	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Opposition ferme à ce projet qui nuirait encore davantage à l'environnement des villages déjà fortement impactés par la présence de nombreuses éoliennes. Opposition forte et toujours croissante de la population qui n'en peut plus de voir le paysage mité. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation encerclement Paysage
O@16	habitant d'Etricourt Manancourt	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> L'éolien s'accompagne d'un cortège d'impacts environnementaux sur nos paysages, le bruit, l'impact sur les oiseaux et chauve souris. Nécessite beaucoup de béton pour le socle ainsi que de l'acier, de la composite donc du sable, des résines et fibre de verre. Les habitants des secteurs concernés ne voient pas les bénéfices apportés. 	<ul style="list-style-type: none"> Paysage Bruit Biodiversité Démantèlement Retombées économiques
O@17	Habitant de SOREL	Contre le projet. <ul style="list-style-type: none"> Je m'oppose à ces nouvelles installations. Il y en a déjà assez. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation - encerclement
O@18	anonyme	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> La filière éolienne est créatrice de valeur ajoutée, d'emplois locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Emploi
O@19	anonyme	Favorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Participe à la diversité des énergies. 	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de l'éolien
O@20	Doublon avec O@19		
O@21	Suite O@08	Analyse reprise dans O@08	
O@22	anonyme	Défavorable au projet. <ul style="list-style-type: none"> Le problème réel est le surdéveloppement autour de nos villages et habitations avec des surplombs énormes. 	<ul style="list-style-type: none"> Saturation – encerclement

		<ul style="list-style-type: none"> • Les effets de surplombs sont très importants car les porteurs de projet élaborent les implantations au plus haut des reliefs. • Cette industrie grappille les surfaces agricoles alors que les zones constructibles au niveau de l'habitat sont de plus en plus réduites par les plans locaux d'urbanisme afin de prioriser le foncier agricole. Est ce cohérent ? • Terres qui pourraient devenir des friches industrielles après l'exploitation du parc éolien vu que le démantèlement ne concerne que le premier mètre bétonné. • Les éoliennes à ce niveau de développement deviennent incompatibles avec la ruralité mais aussi avec la santé des riverains. 	<ul style="list-style-type: none"> • Surplomb • Démantèlement • Santé
O@23	anonyme	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Notre terre cultivable se réduit comme peau de chagrin. • Avec ces éoliennes supplémentaires, le canal à grand gabarit risque d'être compromis quant au tracé défini. • Nuisances sonores, visuelles, et sur la santé. • Soucis pour capter les télé. • Ras le bol complet de notre région face à ces éoliennes qui sont implantées disproportionnellement chez nous et qui détériorent notre paysage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation foncière • Canal Seine Nord Europe • Santé • Réception télévisuelle et communications • Saturation – encerclement • Paysage
O@24	Monsieur Jean-Jacques COTTEL, Président de la Communauté de Communes du Sud-Artois.	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'analyse de l'AOP du PLUi de Neuville-Bourjonval n'appelle aucune remarque de nature à remettre en cause le projet. 	
o@25	anonyme	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêter cette "gabegie" au plus vite !!! Coût exorbitant des installations pour un rendement totalement médiocre. 8000 éoliennes pour, à peine, 5% de la production totale nationale, c'est une ineptie incommensurable. • Arrêter le saccage de notre beau pays. • Le bilan énergétique est trop nettement insuffisant et le bilan financier un véritable gouffre. Ce n'est pas une solution d'avenir. • Bon nombre de rapports, plus sérieux 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien • Paysage • Santé

		<p>les uns que les autres nous démontre les effets néfastes des éoliennes industrielles géantes sur la santé humaine et animale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • On sait aussi que ce type d'éoliennes industrielles génère des basses fréquences et des infrasons pernicieux. • Nous sommes encerclés, étouffés ! 	<ul style="list-style-type: none"> • Infrasons • Saturation - encerclement
O@26	anonyme	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • On dénombre 64 éoliennes édifiées ou en construction sont dans un rayon de 7km, 129 dans un rayon de 12 km et 181 dans un rayon de 15 km. Autant dire que les habitations sont cernées. • Les décisions sont prises par des personnes ou collectivités ayant toutes des intérêts dans le projet ! • Le simple citoyen n'a pas voie au chapitre (excepté les actions de conduite du changement opérée par le promoteur ou les enquêtes publiques) • Moi qui croyais qu'un agriculteur était un passionné de la terre. Il faut croire que pour quelques milliers d'euros on a vite fait d'oublier ses racines. • La baisse de valeur immobilière des maisons est une réalité ! • Le cadre de vie se détériore jour après jour et nos villages finiront par mourir 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation – encerclement • Concertation • Dépréciation immobilière
O@27	anonyme	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qui voudra venir s'installer au pied d'une forêt d'éolienne ? • Aujourd'hui c'est mon patrimoine qui est déprécié pour l'intérêt de quelques propriétaires terriens avides de bénéfices ! 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépréciation immobilière
O@40	Un acteur des énergies nouvelles	<p>Favorable au projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce domaine crée de l'emploi, de par la construction ainsi que l'exploitation et la maintenance sur 15 à 20 ans. • Nous devons poursuivre l'expansion de l'éolien en France afin de réduire l'impact sur l'environnement des autres énergies non renouvelables néfastes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi • Efficacité de l'éolien
O@41	APNEHS	<ul style="list-style-type: none"> • L'église Notre Dame de Rocquigny dans le Pas de Calais est située à 6 km des éoliennes E1, E2, E3 et E24 et E5. Cette église est classée aux Monuments historiques depuis le 7 septembre 2001 mais n'est pas référencé dans le dossier de l'impact Monument Classé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Lieux de mémoire et monuments historiques

O@42	anonyme	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autoriser ce projet prouverait que n'ont pas été prises en compte la saturation et la concomitance avec les autres projets en instruction. • Les mesures compensatoires prévues confirment la réalité des inconvénients de l'éolien industriel. 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation – encerclement • Retombées économiques
O@43	anonyme	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Je suis propriétaire exploitante de la parcelle ZK 1 sur la commune de FINS. Lors de la réalisation du champ éolien précédent, quelle ne fut pas ma stupeur de découvrir un beau jour une grue stationnée dans ma parcelle, avec les tas de terre de la tranchée creusée entre parcelle et chemin au milieu de mon champ! Suite à ma réclamation, j'ai appris que "prévenir tous les riverains des dégâts éventuels était trop compliqué et laborieux, on ne réagit que quand ça râle et on indemnise". • Aménagement foncier du CSNE (déjà évoqué par ailleurs) 	<ul style="list-style-type: none"> • Concertation • Canal Seine Nord Europe
O@44	anonyme	<p>Contre le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des demi tour Eiffel, à perte de vue, qui défigurent notre campagne au détriment de notre cadre de vie, de la baisse de la valeur des maisons. • Pollution auditive quand on est sous le vent. • Des monstres d'acier et de fibre de verre qu'on enterrera à la fin de leur vie car on ne recycle pas les pales.... 	<ul style="list-style-type: none"> • Saturation – encerclement • Dépréciation immobilière • Bruit • Démantèlement
O@28	APNEHS	Le 21 août 2020, un transformateur du poste de Roisel est monté en température et s'est mis en sécurité suite à une production importante d'énergie éolienne.	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de l'éolien
O@29	APNEHS	Risque de pollution des nappes phréatiques des captages AEP sur les communes d'Equancourt et Neuville Bourjonval. L'étude de danger page 26 fait l'impasse sur les captages AEP	<ul style="list-style-type: none"> • Santé

3.2 Pétitions

3 pétitions ont été déposées pendant l'enquête, elles ont été annexées au registre d'EQUANCOURT siège de l'enquête.

Index	Déposant	Nombre de signataires	Enoncé	Thème
OP01	Mme Régine FAGNON conseillère municipale à SOREL pour l'association pour la protection de notre environnement des territoires de la Tortille et de la Cologne (APNEHS)	11	Monsieur le commissaire-enquêteur En notre qualité de citoyens nous refusons ce projet éolien qui s'ajoute aux nombreux autres parcs en service sur nos territoires. Dans un rayon de 7 km nous recensons 6 parcs en service, en construction ou acceptés avec un total de 68 éoliennes. Nos paysages sont saturés, nos villages sont encerclés, les aérogénérateurs apportent nuisances (bruit, effets stroboscopiques) qui perturbent notre bien être quotidien avec des risques sur notre santé. Mitage des paysages, saturation, encerclement des communes, proximité, bruit, effets stroboscopiques, nous disons NON à tout nouveau projet, à toute nouvelle implantation d'éolienne sur nos territoires. Nous vous demandons de joindre cette pétition au registre de l'enquête publique. Vous en remerciant, nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos salutations distinguées.	<ul style="list-style-type: none"> Saturation encerclement Bruit Effets stroboscopiques
	Mme DEKEN Présidente de l'association APNEHS <i>Pétition papier</i>	486		
OP02	M. le Maire d'Etricourt-Manancourt <i>Pétition papier</i>	86	Contre le projet de parc éolien de Douiche 2	
OP03	Mme DEKEN Présidente de l'association APNEHS <i>Pétition en ligne</i>	432	<p>NON A 9 ÉOLIENNES SUPPLEMENTAIRES SUR EQUANCOURT/FINS/HEUDICOURT/NEUVILLE BOURJONVAL Nos communes des territoires d'Equancourt/Fins/Heudicourt/Neuville Bourjonval mais aussi d'Etricourt-Manancourt, Sorel, Nurlu, Guyencourt Saulcourt, Metz-en-couture, Gouzeaucourt sont déjà très impactées par de nombreux parcs éoliens et projets en instruction. Aujourd'hui ce sont 64 éoliennes édifiées, en construction ou accordées qui cernent ces communes dans un rayon de 7km, 109 dans un rayon de 10 km et 181 dans un rayon de 15km!!</p> <p>Une extension avec 9 éoliennes pour d'un parc en comptant déjà 20 est en projet avec une enquête publique sur les communes d'Equancourt/Fins/Heudicourt/Neuville Bourjonval pour la période du 10 septembre au 12 octobre 2020.</p> <p>Trop c'est trop. Notre territoire est saturé d'éoliennes géantes de 150 m et les rares espaces laissés libres sont la convoitise des propriétaires de centrales désirant les agrandir. Nos habitations sont cernées aux 4 points cardinaux et les habitants subissent les nuisances engendrées par ces éoliennes: bruit, effet stroboscopique, verticalisation et mitages des paysages, atteinte à la biodiversité, perte des espaces agricoles..., notre ruralité, notre campagne sont en danger. Nous souhaitons que les projets éoliens stoppent définitivement sur nos territoires.</p> <p>Par cette pétition nous déposons un avis défavorable à l'enquête publique pour ces 9 aérogénérateurs type Nordex N 117, hauteur maximale de 149.3 mètres, puissance nominale de 3.6 MW et de 4 postes de livraison sur les communes d'Equancourt/Fins/Heudicourt/Neuville Bourjonval, porté par SAS Parc éolien Nordex XXXI selon l'arrêté inter préfectoral du 20 juillet 2020 (préfecture de la Somme et du Pas de Calais)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Saturation – encerclement Paysage Effets stroboscopiques Bruit Biodiversité

Commentaires du commissaire-enquêteur :

Les 2 pétitions papier regroupent les signatures de 583 personnes résidentes, pour la plupart, en région Hauts-de-France. Certaines ont aussi déposé une observation (registre, note, courrier ou courriel).

La pétition en ligne comporte 432 signatures de personnes habitant dans la France entière et même en Allemagne, au Niger, en Belgique, en Espagne, en Israël et au Costa Rica.

Enquête publique n° E19000230 / 80

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Rapport du commissaire-enquêteur

3.3 Les thèmes abordés

Occurrence	Thème	Sous thèmes	Occurrence
83	SOCIETAL	Retombées économiques	45
		Concertation	15
		Emploi	15
		Dépréciation immobilière	8
57	PAYSAGE	Paysage	19
		Saturation - encerclement	32
		Lieux de mémoire et monuments historiques	3
		Photomontages	2
		Surplomb	1
47	SANTE	Distance aux habitations	11
		Etude de danger	3
		Bruit	14
		Balitage lumineux	3
		Infrasons	4
		Santé	9
		Effets stroboscopiques	3
32	TEHNIQUE	Réception télévisuelle et communications	6
		Efficacité de l'éolien	26
15	FONCIER	Canal Seine Nord Europe	7
		Démantèlement	7
		Consommation foncière	1
3	BIODIVERSITE	Biodiversité	3

3.4 Analyse par thème

Thème	Sous thème
SOCIETAL	Retombées économiques

Contributions sur ce thème :

- Espère que les compensations qui paraissent intéressantes seront bien effectives pendant toute la durée du parc.
- Les retombées financières sont loin d'être négligeables pour la commune et le CCAS propriétaire d'une parcelle concernée par l'extension.
- Il faut pouvoir utiliser les mesures compensatoires en fonction des besoins de la commune et au-delà de l'aspect renouvelable.
- Les retombées économiques financeront des projets dans les communes concernées.
- Retombées économiques pour la commune. Réfection de l'église et des tableaux de Charles-Henri Michel.
- Les retombées économiques financeront la création et l'aménagement d'un chemin de randonnée et l'enfouissement du réseau aérien.
- La filière éolienne est créatrice de valeur ajoutée.
- De nombreux projets d'investissement locaux dépendent des retombées financières (IFER) issues de l'exploitation de ce parc éolien.
- Ce qui permet d'adapter au mieux les bénéfices du projet pour le territoire.
- Permet de dynamiser les communes grâce aux différentes retombées économiques.
- Les projets éoliens permettent d'améliorer l'état des chemins agricoles.
- Ce n'est pas avec une salle des fêtes ou une canalisation propre qu'on empêchera l'hémorragie de population.
- Les habitants des secteurs concernés ne voient pas les bénéfices apportés.
- À qui tout ça profite-t-il ? Aux maires ? Aux agriculteurs. Dans nos communes ce sont souvent les mêmes.
- Oui pour une amélioration du cadre de vie.
- Les retombées économiques vont permettre de financer le parc de jeux pour nos enfants.
- La sté Nordex a fait travailler les petits commerces avant, pendant et après le parc éolien Douiche 1
- Les mesures compensatoires prévues confirment la réalité des inconvénients de l'éolien industriel.

Réponse du maître d'ouvrage :

La grande majorité des avis exprimés sur le sujet des retombées économiques sont positifs. Ces observations n'appellent pas particulièrement de réponse de notre part. Nous rappelons tout de même, afin de répondre à certaines de ces contributions, que les retombées financières d'un projet sont de diverses natures :

- Création d'activité : la phase de construction du parc va nécessiter une main d'œuvre importante sur site. Le territoire va être dynamisé par les professionnels de l'éolien et du bâtiment pendant près d'un an, soit la durée de la phase de construction du parc. Pendant toute cette phase, les entreprises locales sont consultées pour les différents lots techniques du chantier (terrassement, transport, mise à disposition des infrastructures de chantier, hébergement des ouvriers, levage, montage sur site, câblage, sécurité et gardiennage, aménagement paysager, etc.). Des techniciens locaux seront recrutés pour assurer la maintenance des éoliennes pendant toute la durée de vie du parc. Ceux-ci doivent se trouver à moins d'une heure de route du parc (le centre de maintenance de Nordex le plus proche se situe à Péronne). C'est donc deux emplois directs et non délocalisables qui seront créés spécialement pour la maintenance de l'extension du parc éolien du Douiche. Des retombées économiques non négligeables dans les secteurs de la restauration et de l'hébergement sont aussi à prévoir.

- Rénovation des chemins : comme cela est mentionné dans une des contributions, cela permet d'améliorer l'état des chemins agricoles, et par ailleurs, dans le cas de ce projet, de prévoir l'aménagement d'un sentier de randonnée.

- Amélioration des finances pour les collectivités : l'ensemble des habitants pourra bénéficier des retombées versées aux communes et communautés de communes qui leur permettront d'investir dans le territoire de manière durable. Cet argent peut être utilisé pour rénover des monuments publics, pour réaménager certaines rues ou places, pour aider à financer des projets communaux, ou encore pour faciliter la mise en place de nouveaux services publics. Un territoire dynamique contribue aussi à attirer de nouveaux habitants. Par ailleurs, dans le cas présent, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'Heudicourt possède une parcelle sur laquelle sont implantés une éolienne et un poste de livraison, cela leur apporterait ainsi un revenu annuel supplémentaire durant toute la durée de vie du parc.

- Mise en place de mesures de compensation : de nombreuses mesures de compensation ont été définies en concertation avec les habitants et les élus, ces mesures figurent dans l'étude d'impact du dossier qui a été déposé auprès de la préfecture. Cela engage le porteur de projet à les mettre en place et à veiller à leur maintien pendant toute la durée de vie du parc.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

La majorité des contributions souligne l'importance de ces retombées économiques pour le budget des collectivités.

Le CCAS de la commune d'Heudicourt, propriétaire d'une parcelle concernée par l'implantation de l'éolienne E8 et du poste de livraison n°4, verra ses ressources améliorées.

Thème	Sous thème
SOCIÉTAL	Concertation

Contributions sur ce thème :

- Ce projet a été mené avec beaucoup de pédagogie.
- Lors des démarches et de la construction du parc Douiche 1, la société NORDEX a fait preuve d'un grand professionnalisme tant sur la phase administrative que technique.
- La concertation menée conjointement avec la société MAZARS a permis de mettre en avant les attentes de certains riverains et de répondre aux inquiétudes d'autres personnes.
- NORDEX a favorisé la concertation.
- Bonne concertation avec les habitants.
- Les habitants ont bien été informés et associés au projet depuis trois ans.
- Leurs avis ont été pris en compte pour faire évoluer le projet tout au long de la démarche.
- Il a été développé dans le respect du territoire, en concertation avec les élus municipaux, les habitants, et les propriétaires et agriculteurs
- Le projet a été très bien mené en concertation avec les habitants.
- Pour avoir assisté à toutes les réunions d'information, je comprends la démarche de la commune d'accepter ce projet.

- Le simple citoyen n'a pas voix au chapitre (excepté les actions de conduite du changement opérée par le promoteur ou les enquêtes publiques)

- Je suis propriétaire exploitante de la parcelle ZK 1 sur la commune de FINS. Lors de la réalisation du champ éolien précédent, quelle ne fut pas ma stupeur de découvrir un beau jour une grue stationnée dans ma parcelle, avec les tas de terre de la tranchée creusée entre parcelle et chemin au milieu de mon champ! Suite à ma réclamation, j'ai appris que "prévenir tous les riverains des dégâts éventuels était trop compliqué et laborieux, on ne réagit que quand ça râle et on indemnise".

Réponse du maître d'ouvrage :

Depuis le lancement de ce projet en 2017, Nordex a mis un point d'honneur à impliquer les habitants dans la construction de celui-ci. Nous sommes satisfaits aujourd'hui de voir que ces efforts ont été remarqués et soulignés comme en témoignent de nombreuses observations : « Nordex a favorisé la concertation », « ce projet a été mené avec beaucoup de pédagogie » ou encore « pour avoir assisté à toutes les réunions d'information, je comprends la démarche de la commune d'accepter ce projet ».

Pour ce qui est de l'incident survenu dans le cadre du parc du Douiche 1 concernant la parcelle ZK1 de Fins, ceci est regrettable. Nous tenions toutefois à préciser que cela a eu lieu dans le cadre du raccordement des éoliennes au poste source : ces travaux ne sont pas réalisés par Nordex, ni par une entreprise sous-traitante de Nordex, mais par le gestionnaire du réseau électrique.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

De nombreuses observations soulignent la qualité de la concertation depuis le début du projet du DOUCHE 1, ce qui est assez rare, la concertation étant souvent confondue avec une présentation du projet.

Concernant l'incident lors du raccordement du parc du Douiche 1 au poste source. Ces travaux sont réalisés par le gestionnaire de réseau à la charge financière du producteur. Il convient donc que les deux parties soient en « phase » et s'assurent que les propriétaires concernés par les travaux sont prévenus.

Thème	Sous thème
SOCIETAL	Emploi

Contributions sur ce thème :

- Les projets éoliens sont créateurs d'emploi.
- Elles font principalement travailler des entreprises étrangères.
- La filière éolienne est créatrice d'emplois locaux.
- C'est source d'emploi sur le territoire.

Réponse du maître d'ouvrage :

Nous rappelons ici quelques faits et chiffres généraux sur l'éolien et la création d'emploi, pour appuyer certaines des contributions favorables mentionnées ci-dessus.

L'observatoire de l'éolien fait un état des lieux du développement de la filière éolienne en terme d'emploi, de marché et de perspectives d'avenir. Cette étude est mise à jour chaque année par BearingPoint, à la demande de France Energie Eolienne depuis 2014. Elle vise à mesurer les contributions de la filière à la création d'emplois et au développement industriel en France. La filière éolienne française, c'est 900 entreprises et 20 200 emplois directs ou indirects en France en 2019, soit une augmentation de 11% par rapport à 2018, et de plus de 25% depuis 2016. C'est ainsi près de 4 emplois créés chaque jour depuis 2016. De plus, les objectifs nationaux en matière d'énergie d'origine éolienne fixés pour 2023 ne sont atteints qu'à 73%. La création d'emploi et le dynamisme économique engendrés par l'éolien français devrait donc continuer de croître.¹

Concernant la contribution suivante « elles font principalement travailler des entreprises étrangères », l'éolien crée aussi en effet du travail à l'étranger et il est vrai que pour l'instant, les usines de production des éoliennes ne se situent pas sur le territoire français. C'est un constat qui ne remet pas en cause les éléments vus ci-dessus au sujet du nombre d'emplois créés en France.

¹ <https://fee.asso.fr/pub/observatoire-de-leolien-2020/>

Commentaire du commissaire-enquêteur :

La filière éolienne est créatrice d'emploi. Plus de 2000 postes dans les Hauts-de-France en 2019. (source France Energie Eolienne).

Thème	Sous thème
SOCIÉTAL	Dépréciation immobilière

Contributions sur ce thème :

- Votre bien ne se vendra que s'il est dévalué d'au moins 30%.
- Ma maison a vu sa valeur amputée par un visuel industriel, avec les éoliennes.
- L'immobilier a perdu 30% sur METZ en COUTURE.
- Stop à la dévaluation des biens.
- Impact sur les valeurs immobilières.
- La baisse de valeur immobilière des maisons est une réalité !
- Qui voudra venir s'installer au pied d'une forêt d'éolienne ?

Réponse du maître d'ouvrage :

Certains riverains sont inquiets quant à l'impact du projet sur leur bien immobilier. Certains évoquent une dévaluation « d'au moins 30% » et d'autres se demandent qui « voudra venir s'installer au pied d'une forêt d'éoliennes ? ».

Ces propos sont à nuancer fortement, puisque la valeur d'un bien immobilier dépend de nombreux facteurs, constitués à la fois d'éléments objectifs (localisation, surface habitable, nombre de chambres, isolation ou encore type de chauffage) et subjectifs (beauté du paysage, coup de cœur, impression personnelle). L'implantation d'un parc éolien n'a aucun impact sur les critères objectifs cités ci-dessus, mais peut jouer aussi bien de manière positive que négative sur les éléments subjectifs. Certains considèrent d'ailleurs la présence d'un parc éolien comme un critère non déterminant comme en témoigne l'observation suivante « l'aspect visuel ne dérange pas ».

Différentes études immobilières ont d'ailleurs démontré que les fluctuations sur le prix de l'immobilier étaient avant tout expliquées par les tendances nationales ainsi que par différents critères liés à l'attractivité de la commune (infrastructures, services ou éloignement par rapport aux grandes villes), plutôt que par la présence d'éoliennes ou non. Des statistiques de France Energie Eolienne illustrent d'ailleurs parfaitement cette notion de subjectivité puisque :

- « 80 % des riverains vivant à proximité d'un parc éolien en ont une image positive. »
- « 73 % des citoyens français indiquent avoir une image positive de l'éolien. »²

De plus, un parc éolien peut, au contraire, dynamiser fortement le territoire sur lequel il s'implante.

En effet, beaucoup de communes en France concernées par des projets éoliens voient leur population augmenter. La commune de Saint-Georges-sur-Arnon (36) illustre ce propos. Elle a vu 19 éoliennes s'implanter sur son territoire en 2009 et le maire affirme qu'aucune baisse de prix de l'immobilier n'a été constatée : « *Aujourd'hui, je vois le bénéfice réel que ce projet a entraîné pour ma commune et je peux vous dire fermement que l'éolien a eu un impact sur ma commune, mais un impact positif ! De 310 habitants en 1996 nous étions au dernier recensement 638. Nous avons donc connu depuis une augmentation démographique importante !* »³.

Enfin, en mai 2010, l'association Climat Energie Environnement a réalisé une étude dans l'ancienne région Nord-Pas-de-Calais portant sur l'impact potentiel des éoliennes sur la valeur de l'immobilier. La valeur immobilière et foncière de terrains et propriétés dans un rayon de 10 km autour de 5 parcs a été évaluée. Cela représentait environ 240 communes étudiées.

Les cinq zones entourant les cinq parcs ont fait l'objet de relevés quantitatifs, tels que :

- le nombre de permis de construire demandés et accordés en mairie par année et par commune (statistiques SITADEL – DRE Nord-Pas-de-Calais)
- le nombre de transactions (maisons, appartements et terrains vendus par année) (statistiques de la base de données PERVAL des Notaires de France)
- la période étudiée couvre les années 1998 à 2007.

Les résultats de cette étude montrent que les communes proches des éoliennes n'ont pas connu de baisse apparente de demande de permis de construire en raison de la présence visuelle des éoliennes.

Il s'avère aussi que, sur les territoires concernés par l'implantation des éoliennes « Haute-Lys » et « Fruges », il a été constaté une augmentation du volume de transactions de terrains à bâtir (sans baisse significative de la valeur du m²) et du nombre de logements autorisés (illustré figure 1). Ceci peut s'expliquer par le fait que les élus semblent avoir tiré profit de retombées économiques pour mettre en œuvre des services collectifs attractifs aux résidents actuels et futurs.

Manifestement, il n'est pas observé de « départ » des résidents propriétaires (augmentation des transactions) associé à une baisse de la valeur provoquée soit par une transaction précipitée, soit par l'influence de nouveaux acquéreurs prétextant des arguments de dépréciation.

Au final, cette étude montre donc que, dans les secteurs très concernés par l'éolien (notamment Fruges qui accueille 70 éoliennes), aucun impact sur les biens immobiliers n'a pu être constaté. Une extension du parc existant (27 éoliennes supplémentaires) est d'ailleurs actuellement accordée dans la communauté de communes de Fruges, avec un soutien toujours prononcé des élus locaux.

L'étude dans le département du Pas-de-Calais montre que l'immobilier reprend le cours du marché lorsque le parc est en fonctionnement.

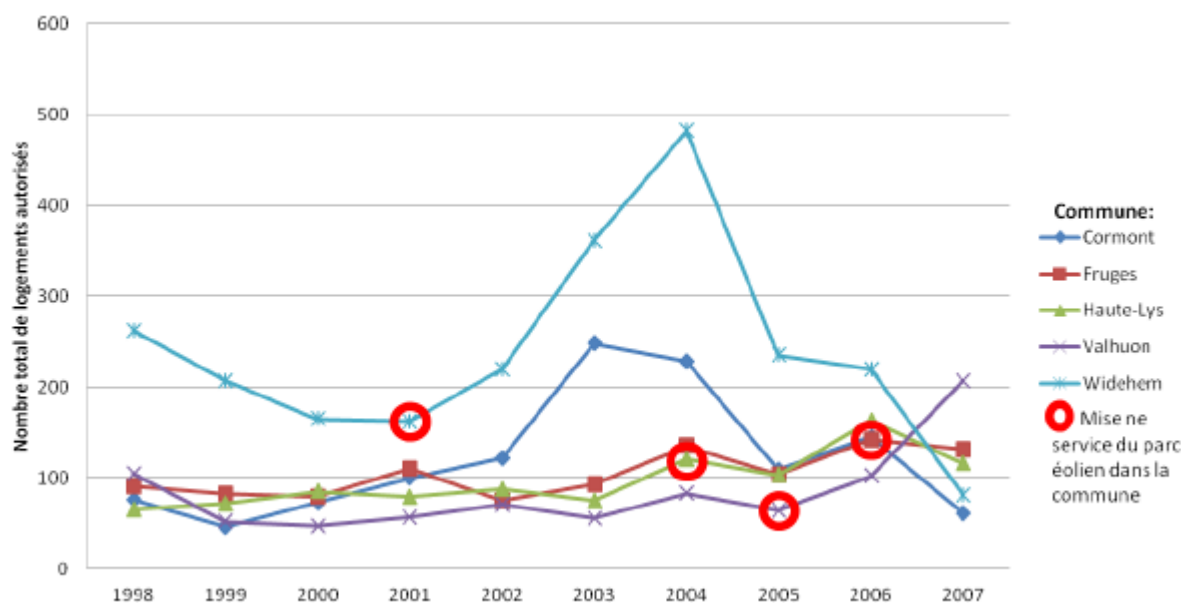


Figure 1 : Autorisation de logements (0 à 5 km autour d'un parc éolien dans le département du Pas-De-Calais)

Remarques : les mises en service des parcs éoliens concernant les communes de Cormont et de Fruges ont toutes deux eu lieu au cours de l'année 2006, les deux ronds rouges sont superposés pour ces deux communes, c'est ce pourquoi, il y a 5 courbes et seulement 4 ronds rouges apparents.⁴

² <https://fee.asso.fr/pub/les-franc%CC%A7ais-et-lenergie-eolienne-sondage-et-enquete-2018/>

³ <https://fee.asso.fr/actu/leolien-a-saint-georges-sur-arnon-un-projet-de-territoire-qui-rassemble-depuis-10-ans/>

⁴ https://www.oise.gouv.fr/content/download/11560/73937/file/Annexe_25.pdf

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Les revenus générés par l'implantation des éoliennes peuvent être utilisés pour rendre les collectivités plus attractives, ils peuvent donc avoir une incidence positive sur les biens immobiliers.

Thème	Sous thème
PAYSAGE	Atteinte au paysage

Contributions sur ce thème :

- L'aspect visuel ne dérange pas.
- Ne reconnaît plus le paysage.
- La multiplication anarchique des éoliennes dans le secteur détruit le paysage.
- Les mats sont éloignés et s'intègrent dans un lot existant.
- La présence des machines dans le paysage, si elle a pu choquer au départ, elle en fait maintenant partie

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

entièrement.

- L'extension prévue s'intègre bien avec le parc déjà construit.
- Le paysage est suffisamment dégradé.
- Le paysage est déjà trop défiguré.
- Ce développement non maîtrisé dénature le paysage.
- J'ai pu constater que cette éolienne comme les autres étaient tout à fait intégrées au paysage local.
- Les éoliennes sont implantées de façon cohérente avec le parc existant du Douiche, ce qui facilite son insertion paysagère et environnementale.
- Opposition forte et toujours croissante de la population qui n'en peut plus de voir le paysage mité.
- L'éolien s'accompagne d'un cortège d'impacts environnementaux sur nos paysages.
- Ras le bol complet de notre région face à ces éoliennes qui détériorent notre paysage.
- Le projet Douiche 2 dans la continuité de Douiche 1 facilite son insertion paysagère et limite les impacts.
- Arrêter le saccage de notre beau pays.

Réponse du maître d'ouvrage :

Le procès-verbal fait part de nombreuses observations écrites concernant l'évolution du paysage, depuis l'installation des parcs éoliens alentours. Ce sujet est délicat puisque l'impact paysager d'un parc éolien n'est pas objectif mais résulte bien d'un jugement subjectif, comme à chaque fois qu'il est question d'esthétique. C'est d'ailleurs ce qui transparaît dans les observations qui ont pu être déposées lors de cette enquête puisque : plusieurs personnes s'accordent à dire que les éoliennes font désormais partie du paysage et qu'elles ne dérangent pas, tandis que d'autres trouvent que leur arrivée dénature le paysage.

Les éléments de réponse objectifs que nous pouvons apporter sont les suivants :

Tout d'abord, l'intégration paysagère du projet d'extension du parc éolien du Douiche est grandement facilitée du fait que les éoliennes viennent s'installer dans le prolongement des deux lignes parallèles du parc éolien du Douiche déjà construit, et ceci d'autant plus que le modèle d'éolienne envisagé est strictement identique au modèle des éoliennes déjà construites. Cela diminue véritablement l'impact paysager, ce qui a d'ailleurs été relevé dans certaines observations « les éoliennes sont implantées de façon cohérente avec le parc existant du Douiche ce qui facilite son insertion paysagère et environnementale ».

L'étude d'impact d'un parc éolien doit également comporter un volet sur le paysage. Pour réaliser cette étude, les développeurs éoliens associent à leurs projets, des paysagistes indépendants, des bureaux d'études spécialisés, mais aussi les élus locaux et les riverains en amont pour proposer la meilleure implantation possible en fonction des milieux naturels et humains. La Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), la DREAL et l'Architecte des Bâtiments de France sont consultés pour donner un avis sur les impacts paysagers du projet. Ainsi, l'impact visuel d'un parc éolien est inévitable, mais le projet est conçu de manière à ce que son intégration paysagère soit pertinente et réfléchie. Nous pouvons ici citer la dernière phrase de conclusion du volet paysager « ce travail a abouti à un projet d'extension qui favorise la lisibilité et l'intégration du projet depuis de nombreux points de vue. Il s'agit d'une densification modérée d'un paysage où le motif éolien est coutumier, plutôt qu'une modification stricte du paysage ».

Enfin, concernant les observations qui évoquent le grand nombre de projets éoliens en cours dans les environs, il est vrai que plusieurs parcs éoliens se sont construits ces dernières années dans les Hauts-de-France et notamment dans ce secteur. Cela permet progressivement d'atteindre les objectifs de la loi sur la transition énergétique. De par ses forts régimes de vent, le Nord de la France fait partie des secteurs propices à l'éolien pour atteindre ces objectifs gouvernementaux. De plus, le projet d'extension du Douiche s'inscrit dans un pôle de densification défini par l'ancien Schéma Régional Eolien (SRE) des Hauts-de-France, ce qui a permis de favoriser le développement de projets éoliens dans ce pôle. Les pôles de densification ont permis et continuent de rassembler plusieurs parcs éoliens structurés afin de former un ensemble cohérent. L'objectif de privilégier le développement des pôles de densification est d'éviter le mitage du paysage en maîtrisant la densification, de préserver des paysages plus sensibles à l'éolien et de rechercher une mise en cohérence des différents projets éoliens. Le projet d'extension du parc éolien du Douiche s'intègre pleinement dans cette démarche.

Ainsi, nous avons pleinement conscience de l'évolution non négligeable des paysages pour les habitants de cette région depuis quelques années. Cependant, il nous semble, au vu des éléments mentionnés ci-dessus, que ce parc saura s'intégrer harmonieusement dans le paysage existant où il a toute sa place.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Les éoliennes sont déjà bien présentes dans le paysage. Cependant, ce projet d'extension est cohérent avec le parc existant du Douiche ce qui limite les impacts sur le paysage.

Thème	Sous thème
PAYSAGE	Saturation - Encerclement

Contributions sur ce thème :

- Nous sommes encerclés de tous côtés.
- Saturation, trop c'est trop.
- Le nombre d'éoliennes dans le secteur commence à être un problème.
- Il y a beaucoup trop d'éoliennes ce qui engendre une pollution visuelle.
- Nous avons déjà largement participé aux objectifs du gouvernement.
- Nous avons déjà la vue sur 27 éoliennes de notre terrasse.
- Nous sommes saturés, nous n'en voulons plus.
- Visuellement nous sommes saturés de jour comme de nuit.
- Il y a quelques années, des responsables raisonnables avaient créé des ZDE afin d'éviter un développement anarchique d'implantation d'éoliennes, pourquoi est-on revenu là-dessus ?
- La Région Hauts-de-France a pris position contre le développement non maîtrisé de l'énergie éolienne.
- La saturation visuelle et l'anarchie des implantations ne peuvent qu'exacerber la colère de nos concitoyens.
- Le nombre d'éoliennes sur ce secteur défigure le paysage. Dévasté pour les 20 prochaines années.
- Opposition ferme à ce projet qui nuirait encore davantage à l'environnement des villages déjà fortement impactés par la présence de nombreuses éoliennes.
- Je m'oppose à ces nouvelles installations. Il y en a déjà assez.
- Le problème réel est le surdéveloppement autour de nos villages et habitations avec des surplombs énormes.
- Nos paysages sont saturés, nos villages sont encerclés.
- Je ne suis pas anti éolien et pourtant je ne peux pas comprendre que l'on veuille encore ajouter de nouvelles éoliennes là où il y en a déjà tant !
- Notre secteur est déjà fortement impacté, nos paysages sont saturés.
- En me plaçant aux limites des communes de Nurlu – Equancourt et Etricourt Manancourt, j'arrive à voir plus de 130 machines.
 - Que nous soyons dans notre salle à manger, salon, cuisine ou chambre et que nous regardons par la fenêtre, à notre vue, que des éoliennes.
- Envahissement et encerclement avec 64 éoliennes dans un rayon de 7 km autour du village.
- Il est plus que temps d'exiger un arrêt de l'invasion massive de ces machines.
- Nous sommes encerclés, étouffés !

Réponse du maître d'ouvrage :

Comme mentionné à la fin du paragraphe précédent, beaucoup d'observations évoquent le grand nombre de projets éoliens autour de cette zone et parlent de saturation. Le projet d'extension du Douiche s'inscrit effectivement dans un pôle de densification défini par l'ancien Schéma Régional Eolien des Hauts-de-France, et c'est ce qui a permis de favoriser le développement de projets éoliens dans ce pôle.

Une des contributions de l'encadré ci-dessus mentionne le fait qu'il existait auparavant des ZDE (Zone de Développement Eolien) afin de mieux structurer le développement éolien sur le territoire. Cette remarque laisse entendre qu'il est raisonnable de continuer à privilégier le développement de projets dans ce secteur puisqu'il fait partie d'un pôle de densification de l'ancien SRE dans lequel plusieurs ZDE avaient été définies. Comme expliqué précédemment, les pôles de densification ont permis et continuent de rassembler plusieurs parcs éoliens afin de former un ensemble cohérent. L'objectif est alors d'éviter le mitage du paysage en maîtrisant la densification, de préserver des paysages plus sensibles à l'éolien et de rechercher une mise en cohérence des différents projets éoliens.

Malgré cela, il reste bien entendu primordial d'étudier la saturation lorsque la densité de parcs éoliens est importante. Pour ce faire, dans le volet paysager de l'étude d'impact, l'ensemble des parcs éoliens construits, accordés et en instruction dans un rayon de plus de 20 km autour de l'extension du parc éolien du Douiche ont été considérés, afin d'évaluer les effets cumulés des différents parcs et le risque d'encerclement. La liste des parcs

pris en compte se trouve page 40 de l'étude d'impact. L'analyse de la saturation visuelle a fait l'objet d'un chapitre dédié dans le volet paysager (pages 495 à 516) qui étudie en détail cinq villages présentant une sensibilité forte (Fins, Metz-en-Couture, Neuville-Bourjonval, Equancourt et Heudicourt). Cette étude démontre que les différents indices étudiés n'évoluent pas beaucoup avec l'ajout de l'extension du fait de la présence des autres parcs, ces indices sont en revanche souvent élevés.

Nous comprenons le sentiment de vivre sur un territoire qui participe largement à la transition énergétique, ceci est avant tout dû au fait que c'est un territoire qui bénéficie d'un gisement de vent particulièrement élevé et donc propice au développement de l'énergie éolienne.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

L'étude de la saturation visuelle du projet d'extension du parc éolien du Douiche s'appuie sur un ensemble de cinq critères (saturation de l'angle horizontal, prégnance visuelle du motif éolien, angle de respiration maximum, répartition des espaces de respiration et indice de densité sur les horizons occupés). Elle est réalisée depuis cinq communes dont la sensibilité a été identifiée comme forte au regard des phénomènes de saturation et d'encerclement de l'éolien dans le paysage quotidien.

L'étude indique que de nombreux seuils d'alertes étaient déjà atteints à l'état initial.

Commune	Critères (atteint / non atteint)				
	1- Saturation de l'angle horizontal	2- Prégnance visuelle du motif éolien	3- Angle de respiration maximum	4- Répartition des espaces de respiration	5- Indice de densité sur les horizons occupés
FINS	Atteint	Atteint	Atteint	Non atteint	Non atteint
METZ-EN-COUTURE	Atteint	Atteint	Non atteint	Non atteint	Non atteint
NEUVILLE-BOURJONVAL	Atteint	Atteint	Non atteint	Non atteint	Atteint
EQUANCOURT	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint
HEUDICOURT	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Non atteint

Tableau 215 : Récapitulatif des critères de saturation pour l'ensemble des 5 points étudiés après ajout du parc de l'extension du Douiche (source : Agence Couasnon, 2018)

Thème	Sous thème
PAYSAGE	Lieux de mémoire et monuments historiques

Contributions sur ce thème :

- Refuse toute éolienne sur notre territoire communal compte-tenu de la présence du Mémorial Indien. Le drapeau indien ne saurait être surplombé à l'horizon par les pales de ces générateurs encombrants qui viendraient juxter nos limites communales (2 éoliennes prévues au Nord-ouest d'Heudicourt).
- Aucune fouille archéologique n'est effectuée alors que le projet est placé sur la ligne de front d'Hindenburg.
- L'église Notre Dame de Rocquigny dans le Pas de Calais est située à 6 km des éoliennes E1, E2, E3 et E4 et E5. Cette église est classée aux Monuments historiques depuis le 7 septembre 2001 mais n'est pas référencée dans le dossier de l'impact Monument Classé.

Réponse du maître d'ouvrage :

Les lieux de mémoire et monuments historiques ont été pris en compte et étudiés dans le volet paysager, nous répondons ci-dessous aux trois remarques formulées ci-avant dans l'encadré.

Concernant le mémorial indien situé sur la commune de Villers-Guislain, ce dernier a été inauguré en novembre 2018, après que le volet paysager ait été finalisé. C'est ce qui explique qu'il ne soit pas mentionné dans l'étude. Nous avons consulté le bureau d'étude Couasnon ayant réalisé l'expertise paysagère de ce dossier afin de répondre au mieux à cette contribution, il a rédigé le paragraphe suivant au sujet du mémorial indien (mail présenté en annexe 1) : « Le mémorial indien se situe à environ 500m au sud-ouest du village de Villers-Guislain. Il a été inauguré en 2018 et ne bénéficie d'aucune protection réglementaire de type monument historique. Un photomontage avait été réalisé à proximité depuis les franges sud du village pour y évaluer l'impact paysager [photomontage n°42].

La perception du projet depuis ce point de vue est similaire à celle visible depuis le mémorial depuis lequel les distances et la disposition des éléments du paysage sont équivalentes. Dans ce paysage, empreint d'énergie éolienne, l'impact a été qualifié de faible. En effet, les éoliennes du projet s'inscrivent dans la continuité du motif éolien déjà présent en accentuant légèrement la hauteur apparente des machines présentes. ». La carte ci-dessous permet de localiser les éléments suivants : le mémorial, la position du point de vue n°42, ainsi que les éoliennes E8 et E9 qui sont celles dont il est question dans la description ci-dessus. En annexe 2 du présent mémoire, nous avons également remis le photomontage n°42.

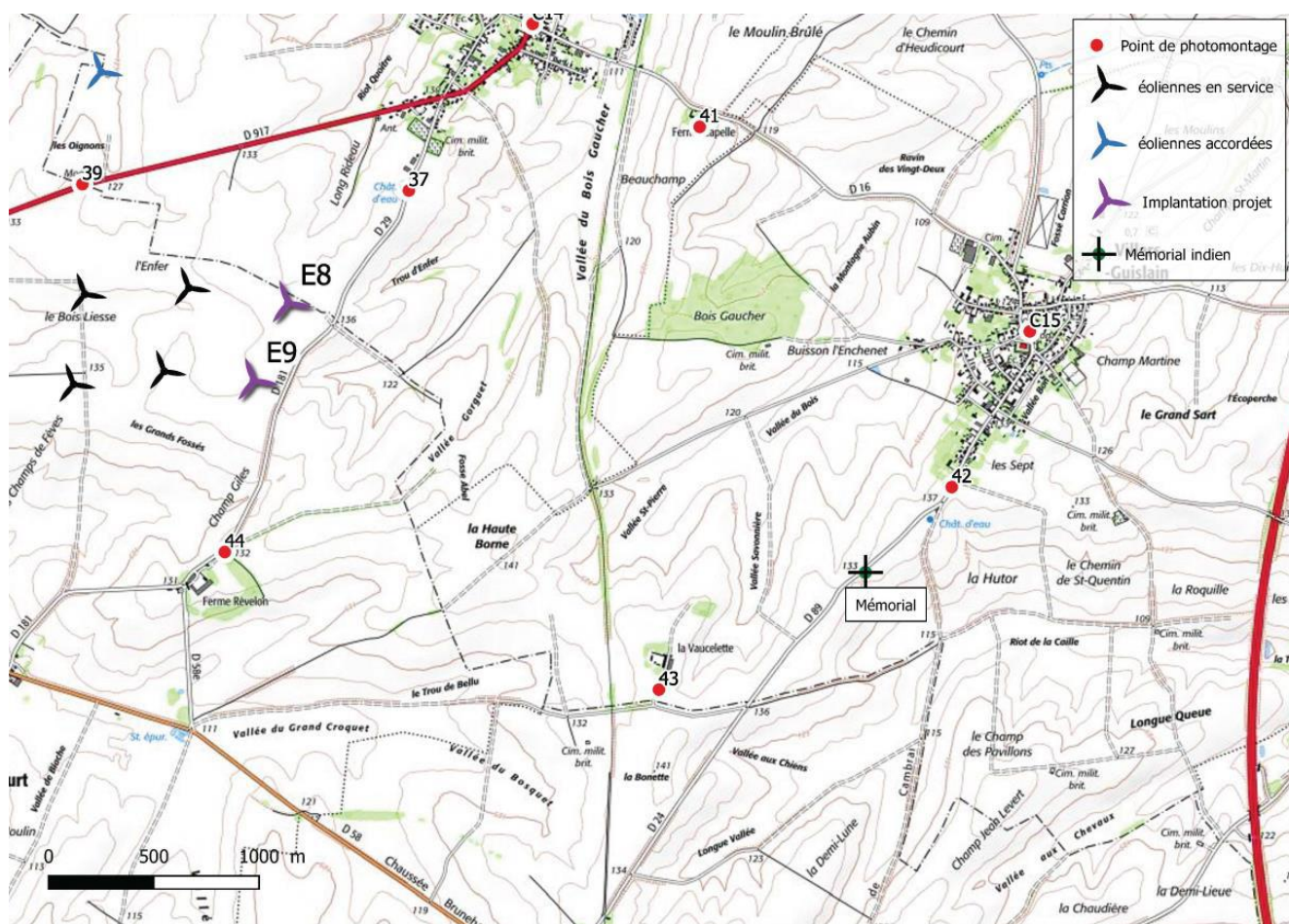


Figure 2 : Localisation de mémorial indien (carte réalisée par le bureau d'étude Couason)

Concernant les fouilles archéologiques, les services de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) ont été consultés dans le cadre de l'instruction du dossier par la préfecture, ils n'ont pas émis de prescription archéologique préventive.

Concernant l'église Notre-Dame de Rocquigny située dans le Pas-de-Calais, elle est mentionnée page 87 du volet paysager et fait partie des monuments historiques de l'aire d'étude rapprochée. Il est précisé que les vues en direction de la zone de projet depuis cette église sont fermées par la trame bâtie et qu'elle ne présente ainsi pas de sensibilité vis-à-vis du projet.

Enfin, le dossier a été jugé complet et recevable par les services de la préfecture le 13 décembre 2019, cela prouve que les monuments historiques ont été suffisamment et correctement étudiés.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Le mémorial indien de Villers-Guislain a été inauguré le 10 novembre 2018 et ne bénéficie pas de protection réglementaire de type monument historique à ce jour.

Le photomontage n° 42 fait apparaître un horizon éolien déjà chargé depuis ce point de vue proche du mémorial. Les éoliennes les plus proches sont situées à 3,5km et le projet d'extension du Douiche aura pour conséquence de rapprocher 2 éoliennes d'environ 400 m de ce monument.

Thème	Sous thème
PAYSAGE	Photomontages

Contributions sur ce thème :

- Prendre des photos devant des buissons ou des talus en sortie de village et prétendre que l'impact visuel sera faible.
- L'étude paysagère ne montre pas l'état initial du paysage, elle fait abstraction de la présence des éoliennes déjà installées ce qui fausse l'appréciation du public et des services instructeurs.

Enquête publique n° E19000230 / 80

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Rapport du commissaire-enquêteur

Réponse du maître d'ouvrage :

Tout d'abord, il est important de rappeler que le volet paysager de l'étude d'impact n'est pas réalisé par le porteur de projet mais bien par un bureau d'études indépendant et qui est expert dans ce domaine. C'est à lui qu'incombe le choix des prises de vues et de leur pertinence pour chaque photomontage. Pour être sûr de balayer un nombre suffisant de points de vue et de permettre ainsi une meilleure appréhension paysagère du projet, 71 photomontages ont été réalisés et présentés dans l'expertise paysagère (pages 172 à 833 du volet paysager). Ce nombre de photomontages n'est pas négligeable. Les éoliennes du projet sont visibles sur 57 des 71 photomontages présentés, le paysagiste n'a pas cherché à minimiser l'impact du projet. Les prises de vue pour ce volet paysager ont été réalisées en 2017, certains parcs n'étaient alors effectivement pas construits sur les photos présentées dans l'état initial du volet paysager. Cependant, les différents parcs éoliens voisins ont été étudiés dans l'état initial : le bureau d'étude Couasnon avait bien entendu connaissance des projets accordés non construits et ils ont été pris en compte dans l'élaboration des recommandations figurant à la fin de l'état initial. Les pages 30 à 36 du volet paysager présente le contexte éolien, il y est d'ailleurs indiqué « *La zone d'implantation s'inscrit dans un secteur où le motif éolien est extrêmement présent [...] Deux parcs accordés sont présents dans la continuité de la ZIP : le parc éolien du Douiche et celui d'Inter-deux-Bos. Le projet potentiel s'inscrit donc dans un contexte de densification du motif éolien sur ce secteur en particulier. Ainsi, une attention particulière sera à apporter concernant les effets cumulés potentiels entre le présent projet potentiel et ces parcs. De même, les parcs éoliens Nurlu et de la Montagne Gaillard peuvent présenter, avec une sensibilité moins importante, des relations d'effets cumulés avec le projet.* ». A noter également que l'élaboration de l'état initial paysager ne se limite pas à l'étude du motif éolien, le paysagiste a tenu compte de nombreux autres éléments tels que le cadre de vie, le patrimoine, les axes de communications ou encore le paysage à petite et grande échelles pour établir un état initial complet. Par ailleurs, tous les parcs du contexte éolien sont présents dans les photomontages de l'expertise paysagère :

- les parcs construits et les parcs accordés sont représentés sur l'état initial de chaque planche de photomontage - ils ont été ajoutés à l'aide d'un logiciel spécialisé lorsqu'ils n'étaient pas encore construits sur la prise de vue,
- l'ensemble des parcs (construits, accordés, en instruction et le projet d'extension du Douiche) est représenté sur l'état final.

De nouveau, le dossier a été jugé complet et recevable par les services instructeur le 13 décembre 2019, ça n'aurait pas été le cas si l'état initial du volet paysager avait été faussé.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Tous les parcs sont présents dans les photomontages. S'ils n'étaient pas construits lors de l'étude, ils ont été ajoutés.

Thème	Sous thème
PAYSAGE	Surplomb

Contribution sur ce thème :

- Les effets de surplombs sont très importants car les porteurs de projet élaborent les implantations au plus haut des reliefs.

Réponse du maître d'ouvrage :

Afin de capter des vents plus importants permettant de produire plus d'électricité renouvelable, les développeurs éoliens choisissent parfois de positionner les éoliennes sur les hauteurs du relief. Dans le cas de ce projet, les éoliennes sont situées sur les plateaux agricoles qui sont effectivement à une altitude légèrement plus importante que certains centres de villages. C'est aussi ce qui permet de s'éloigner des différents villages alentours.

Le relief est un atout pour un projet éolien d'un point de vue paysager car il permet de limiter les visibilitées et inter-visibilitées. En effet, dans un paysage entièrement plat, les éoliennes sont visibles « à perte de vue » tandis que dans un secteur vallonné, les vues vers le projet sont souvent limitées depuis de nombreux points de vue, puisque masquées par le relief.

Enfin, il est à noter que le volet paysager de l'étude d'impact ne fait pas mention d'effets de surplomb particulièrement importants sur ce dossier, contrairement à ce qui est indiqué dans cette contribution.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Le relief étant peu marqué sur la ZIP, il n'y a pas de surplomb important sur ce projet.

Thème	Sous thème
SANTE	Distance aux habitations

Contributions sur ce thème :

- Les éoliennes sont trop proches des maisons et des routes.
- Les machines sont de plus en plus proches des habitations.
- Les grandes plaines et la faible densité d'urbanisation permettent de respecter des distances correctes entre les éoliennes et les habitations.
- Les parcs voisins sont trop près des routes et des maisons.
- Il serait dommage que ce projet paye pour les erreurs des autres.
- Certaines implantations sont trop près des maisons et des routes, je comprends les nuisances subies par le voisinage.

Réponse du maître d'ouvrage :

Dans le cadre d'un projet éolien, la distance réglementaire à respecter par rapport aux habitations est de 500 mètres. Dans le cas présent, toutes les habitations sont situées à plus de 770 m des éoliennes de l'extension du parc éolien du Douiche, soit 270 mètres de plus que la réglementation minimale. La carte ci-dessous nous donne plusieurs distances entre les éoliennes et les habitations, elle est extraite de l'étude d'impact (page 526). Comme le mentionne une des contributions, nous sommes sur un territoire où des distances largement supérieures à la réglementation peuvent être respectées grâce à l'espace disponible.

Concernant la distance aux routes départementales, les éoliennes de ce projet se situent toutes à plus de 150 mètres des routes départementales (soit une hauteur totale d'éolienne), la distance minimale est exactement de 155 mètres entre la RD29 et l'éolienne E9 (page 24 de l'étude de dangers), ce qui est suffisant conformément au périmètre défini dans l'étude de dangers.

Concernant les potentielles nuisances engendrées par le parc éolien sur le voisinage, elles seront développées dans les sections suivantes de ce mémoire en réponse.

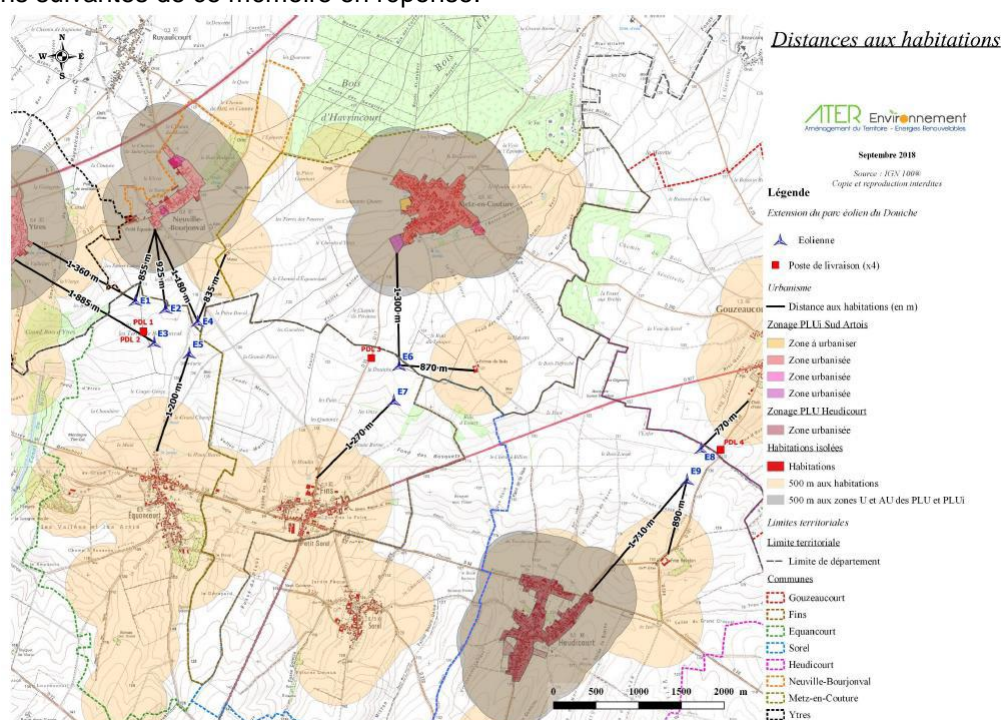


Figure 3 : Distance du projet aux habitations

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Les habitations les plus proches sont situées à 770 m des éoliennes du projet d'extension du parc du Douiche. Les observations concernent surtout quelques éoliennes de parcs construits trop près des routes dans l'environnement proche.

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Thème	Sous thème
SANTE	Etude de dangers

Contributions sur ce thème :

- Craint un effet domino en cas de destruction partielle ou totale d'une éolienne liée aux risques sismiques, foudre ou cavité souterraine.
- Risque de percement de conduite de l'oléoduc lors des travaux de raccordement.

Réponse du maître d'ouvrage :

Le risque d'un effet domino est étudié dans l'étude de dangers (page 60), il y est indiqué qu'aucun effet domino n'est envisagé pour ce projet. En effet, ce risque est négligeable étant donné les distances inter-éoliennes du projet : « On limite l'évaluation de la probabilité d'impact d'un élément de l'aérogénérateur sur une autre installation ICPE que lorsque celle-ci se situe dans un rayon de 100 m (source : INERIS/SER/FEE, Mai 2012). Or, sur la zone d'étude, aucune éolienne de l'extension du parc éolien du Douiche ne se trouve à moins de 100 m d'une éolienne d'un parc en service ou de toute autre installation ICPE (412 m de l'éolienne la plus proche du parc éolien du Douiche) » (extrait de l'étude de dangers).

La zone d'implantation du projet présente de faibles risques sismiques, de foudroiement ou d'effondrements de cavités souterraines, ces points sont détaillés dans l'étude de dangers pages 20 à 23 et conduisent à un risque faible.

Une consultation, avec envoi de l'étude de dangers, a été adressée à la société TRAPIL (société des transports pétroliers par pipeline) en septembre 2018 pour s'assurer de la compatibilité de ce parc éolien avec l'Oléoduc Cambrai-Le Havre. Cette dernière a donné un avis favorable à ce projet (voir pages 26 et 84 de l'étude de danger et annexe 3 du présent mémoire).

Commentaire du commissaire-enquêteur :

La société TRAPIL a donné un avis favorable au projet en précisant que les travaux de voiries devront faire l'objet d'une demande de travaux.

Thème	Sous thème
SANTE	Bruit

Contributions sur ce thème :

- L'étude acoustique ne tient pas compte du parc voisin « Le Maissel »
- L'étude acoustique doit être refaite, elle se base sur des estimations alors que nombre de parcs ont été construits en 2019 et avant.
- Habitant sur la frange Nord du village, je suis de ceux qui résident au plus près du parc Douiche 1, je peux affirmer ne ressentir aucune gêne.
- Les nuisances sonores sont nulles et nettement inférieures au bruit de circulation.
- Ce développement non maîtrisé entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains.
- L'Académie de Médecine recommande depuis 2006, une distance de plus de 1500m entre les éoliennes et les habitations afin de réduire la nocivité du bruit éolien.
- Les aérogénérateurs apportent nuisances (bruit, effets stroboscopiques) qui perturbent notre bien être quotidien avec des risques sur notre santé.
- On ne peut profiter du jardin en toute tranquillité sans entendre le ronronnement régulier et anxiogène.
- Le bruit augmente fortement en cas de pluie ou brouillard combiné à des vents faibles. N'importe quel habitant de notre village pourra le confirmer.

Réponse du maître d'ouvrage :

Deux thématiques distinctes ressortent des contributions mentionnées dans l'encadré ci-dessus : certaines concernent plutôt l'étude acoustique et d'autres, les nuisances sonores.

Concernant le volet acoustique de l'étude d'impact et la remise en cause de sa validité, les remarques suivantes ont été formulées : « elle ne tient pas compte du parc voisin Le Maissel » ou encore « elle se base sur des estimations ». Il est vrai que les relevés de bruit ambiant sur site ont été réalisés avant que certains parcs éoliens,

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

aujourd'hui en service, n'aient été construits. Cependant, cela ne remet pas en cause la prise en compte des parcs éoliens voisins (construits, accordés ou en instruction) puisque par la suite, le bureau d'étude Sixense a simulé ces éoliennes à l'aide d'un logiciel spécialisé. Ainsi, trois parcs éoliens aujourd'hui construits ont été simulés (parc éolien du Douiche, parc éolien d'Inter-Deux-Bos et parcs éoliens de Nurlu), ainsi que les parcs qui étaient accordés ou en instruction au moment de la réalisation de l'étude (parc éolien de Gouzeaucourt, parc éolien le Maissel et parc éolien d'extension de Nurlu). Ceci est précisé pages 4 et 27 du volet acoustique. Les impacts cumulés engendrés par les parcs voisins ont été pris en compte.

Pour finir, le dossier a été jugé complet et recevable par les services de la préfecture le 13 décembre 2019, cela démontre que l'étude acoustique n'est pas à remettre en cause concernant la prise en compte des effets cumulés et qu'elle respecte bien les protocoles réglementaires.

Concernant les nuisances sonores, les ressentis varient d'une personne à une autre, certains se sentent gênés par le bruit des éoliennes alors que d'autres « ne ressentent aucune gêne [...] les nuisances sont nulles et nettement inférieures au bruit de circulation ».

Le porteur de projet s'engage à ce que le parc éolien respecte les normes en vigueur en termes d'émergence acoustique. Les normes françaises sont d'ailleurs strictes en comparaison avec d'autres pays européens : l'émergence sonore (différence entre le niveau sonore ambiant avec et sans l'éolienne) ne doit pas excéder plus de 5 dB(A) le jour et 3 dB(A) la nuit, dans le cas où le bruit ambiant mesuré est supérieur à 35 dB(A). Au-delà de ces seuils, on parle de dépassement d'émergence, devant être corrigé par l'opérateur au moyen de bridages (ralentissements des éoliennes). Il est important de rappeler également qu'une campagne de mesures de suivi acoustique sera mise en place dès la mise en service du parc, afin de veiller au respect de ces seuils réglementaires. Ces mesures pourront conduire à une actualisation du plan de bridage si cela est nécessaire (page 32 de l'étude acoustique).

Au sujet de la contribution portant sur la recommandation de l'Académie de Médecine concernant la distance de 1500 mètres vis-à-vis des habitations, l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) a répondu que l'examen des données ne mettait pas en évidence cette nécessité et a confirmé, en 2013, qu'aucune conséquence sanitaire directe n'est liée aux émissions sonores des éoliennes, tant au niveau de l'appareil auditif qu'au niveau des effets liés aux expositions aux basses fréquences et aux infrasons.⁵ Un paragraphe dédié aux infrasons sera présenté dans la suite du mémoire.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Un plan de bridage est prévu dès le démarrage du parc. Une campagne de mesures de suivi acoustique sera mise en place dès la mise en service du parc, afin de veiller au respect des seuils réglementaires.

Une observation fait état d'une augmentation du bruit en cas de pluie ou brouillard combiné à des vents faibles, il serait donc intéressant d'effectuer cette campagne de mesures dans ces conditions météorologiques.

Thème	Sous thème
SANTE	Balises lumineuses

Contributions sur ce thème :

- Le balisage lumineux est insupportable.
- La nuit avec des points lumineux c'est insupportable et le tout visible à des kilomètres aux alentours.
- Cette ambiance "boite de nuit" avec des mâts clignotant a tué le calme nocturne des animaux et des hommes.

Réponse du maître d'ouvrage :

En France, le balisage - de couleur rouge la nuit - est une contrainte pour les riverains des parcs éoliens et obligatoire pour les exploitants de ces mêmes parcs éoliens. Ce balisage est imposé par l'aviation civile et la défense nationale pour des raisons de sécurité.

L'arrêté datant du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne a été publié au Journal Officiel le 4 mai 2018. Il abroge et remplace notamment l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques et l'arrêté du 7 décembre 2010 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne. Ce texte fixe pour la première fois les règles de balisage des parcs éoliens en mer et modifie les règles applicables aux parcs éoliens terrestres. En effet, il introduit une série de dispositions visant à diminuer la gêne des riverains des parcs éoliens terrestres et maritimes.

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Parmi ces dispositions, nous pouvons citer notamment la possibilité d'introduire, pour certaines éoliennes au sein du parc, un balisage fixe ou un balisage à éclat de moindre intensité, le balisage uniquement en périphérie des parcs éoliens de jour ainsi que la synchronisation obligatoire des éclats des feux de balisage. Cet arrêté est entré en vigueur le 1er février 2019, toutes les nouvelles installations doivent désormais s'y conformer. De plus, dans le cas du projet d'extension du Douiche, le balisage lumineux des éoliennes pourra être synchronisé avec celui des éoliennes du Douiche 1, permettant ainsi de rendre ce balisage plus harmonieux. Des cartes sont présentées page 318 de l'étude d'impact afin d'illustrer cette idée.

Malgré ces mesures, la filière éolienne a conscience des désagréments que l'éclairage nocturne des parcs éoliens peut entraîner. C'est pourquoi, par l'intermédiaire de France Energie Eolienne, et dans le cadre du groupe de travail « éolien » mené par le Ministère de la transition écologique, la filière éolienne essaie de faire évoluer la réglementation en proposant des solutions alternatives. Plusieurs solutions techniques visant à diminuer les nuisances visuelles sont à l'étude et semblent prometteuses.

Parmi ces techniques, la plus intéressante serait la possibilité d'un balisage lumineux qui s'enclencherait uniquement en présence d'un aéronef détecté, cela contribuerait à réduire considérablement le nombre de flash lumineux de nuit comme de jour.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Toutes les solutions visant à réduire l'impact du balisage nocturne tout en préservant la sécurité des aéronefs seront les bienvenues.

Thème	Sous thème
SANTÉ	Infrasons

Contributions sur ce thème :

- Mise en cause des études de l'ANSES sur les infrasons.
- Il est prouvé par les scientifiques et acousticiens que les éoliennes provoquent des infrasons jusqu'à 10 km de distance qui déstabilisent l'oreille interne et provoquent des vertiges, nausées et graves maux de tête.
- Si les éoliennes provoquent des effets néfastes sur les vaches et les chauves-souris, y aurait-il aussi des effets secondaires sur la santé humaine.
- On sait aussi que ce type d'éoliennes industrielles génère des basses fréquences et des infrasons pernicieux.

Réponse du maître d'ouvrage :

Les infrasons sont naturellement présents dans notre environnement. Ils peuvent être générés par des phénomènes naturels tels que le tonnerre ou les tremblements de terre. On retrouve également des infrasons lorsqu'il y a production de turbulences aérodynamiques : à proximité de routes, à l'intérieur d'une voiture, dans les trains ou lorsqu'un vent fort souffle sur des obstacles.

La partie 6 – 1c de l'étude d'impacts (pages 523 et 524) étudie en détail la question des infrasons et évalue que l'absence de voisinage immédiat et la nature des installations (éoliennes) rendent le risque sanitaire lié aux basses fréquences nul. En voici un extrait :

« Les bruits de basses fréquences (BBF) désignés comme tels dans la littérature scientifique sont compris entre 10 Hz et 200 Hz [...] La gamme inférieure de ce domaine concerne les infrasons dont la fréquence se situe de 1 Hz à 20 Hz, parfois jusqu'à 30 Hz. Les éoliennes génèrent des infrasons, principalement à cause de leur exposition au vent et accessoirement du fonctionnement de leurs équipements. Les infrasons ainsi émis sont faibles par comparaison à ceux de notre environnement habituel.

Des mesures réalisées dans le cadre d'études en Allemagne montrent que les infrasons émis par les éoliennes se situent sensiblement en deçà du seuil d'audibilité humain. L'étude mentionne également que le niveau d'infrasons relevé ne serait pas uniquement imputable au fonctionnement de l'éolienne, mais serait également conditionné par le vent lui-même, qui en constitue une source caractéristique.

Fréquence	8 Hz	10 Hz	12,5 Hz	16 Hz	20 Hz
Niveau d'infrasons mesuré à 250 m de distance d'une éolienne de 1MW et à une vitesse de vent de 15m/s	72 dB	71 dB	69 dB	68 dB	65 dB
Seuil d'audibilité	103 dB	95 dB	87 dB	79 dB	71 dB

Figure 4 : Comparaison du niveau d'infrasons et du seuil d'audibilité par fréquence (source : Hammerl et Fichtner, 2000)

En 2008, l'Agence Française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFFSET) a publié un avis relatif aux impacts sanitaires du bruit des éoliennes. Cette étude a conclu : « il apparaît que les émissions sonores des éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes, tant au niveau de l'appareil auditif que des effets liés à l'exposition des basses fréquences et aux infrasons. »

« D'après les recommandations de l'Agence de l'environnement suédoise, les niveaux des infrasons émis par les éoliennes sont si bas qu'ils n'entraînent aucune nuisance sur la santé. Selon le cabinet conseil allemand WindGuard GmbH, les dernières mesures réalisées en Allemagne sur les infrasons des éoliennes ne font état d'aucun effet sur la santé. Les niveaux d'infrasons générés par les éoliennes de grande taille sont très bas en comparaison avec les booms supersoniques, les ondes de choc dus aux explosions....»

Enfin, une équipe de chercheurs issus des universités allemandes de Munich, Halle-Wittenberg, Stuttgart et Bielefeld ainsi que du très réputé KIT (Karlsruhe Technology Institute) ont publié récemment les conclusions d'une nouvelle étude menée entre 2016 et 2019 autour des parcs éoliens de Wilstedt au nord-est de Brême et d'Ingersheim dans le Bade-Wurtemberg. Ces études démontrent l'innocuité des infrasons émis par les éoliennes : « Nous n'avons constaté aucun lien entre les ondes acoustiques ou sismiques générées par les éoliennes et certaines plaintes rapportées par des riverains », déclarent les chercheurs allemands.⁶

⁶ <https://www.revolution-energetique.com/eoliennes-et-infrasons-une-nouvelle-etude-universitaire-confirmeleur-innocuite/>

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Les infrasons des éoliennes sont sujets à de nombreux articles de presse alors que différentes études (Françaises et étrangères) ont démontrées à plusieurs reprises leur innocuité.

Thème	Sous thème
SANTE	Santé

Contributions sur ce thème :

- Les projets éoliens continuent d'émerger malgré les soucis de santé sur les animaux d'élevage et les enfants.
- Les éoliennes à ce niveau de développement deviennent incompatibles avec la ruralité mais aussi avec la santé des riverains.
- Nuisances sonores, visuelles, et sur la santé.
- Notre petit fils, diagnostiqué autiste asperger avec une hyperacousie, que le bruit gêne énormément au point de ne plus vouloir sortir et de dire qu'il ne pourrait plus venir chez nous !
- Bon nombre de rapports, plus sérieux les uns que les autres nous démontre les effets néfastes des éoliennes industrielles géantes sur la santé humaine et animale.
- Risque de pollution des nappes phréatiques des captages AEP sur les communes d'Equancourt et Neuville Bourjonval. L'étude danger page 26 fait l'impasse sur les captages AEP

Réponse du maître d'ouvrage :

Certaines thématiques ont été abordées dans les paragraphes précédents (nuisances sonores et visuelles notamment). Nous apporterons donc ici des réponses sur les nouvelles thématiques soulevées dans ces contributions.

Concernant la question de la santé animale, soulevée dans deux des contributions de l'encadré ci-dessus, il convient tout d'abord de rappeler qu'à ce jour, aucune étude rigoureuse n'a pu démontrer l'impact d'une éolienne en exploitation sur le bien-être animal ou sur sa productivité. Aujourd'hui, il est vrai qu'un cas préoccupe les autorités en Loire-Atlantique et ce dernier a été très médiatisé :

plusieurs troubles ont été observés dans une exploitation bovine à proximité du parc éolien de Nozay.

Ainsi, l'ANSES, l'IGS ou encore l'ARS se sont penchés sur la question. Aucune conclusion ne montre l'existence d'un lien entre le parc éolien et l'émergence de troubles au niveau de l'élevage. Cette étude est d'ailleurs reconduite depuis mars 2020 et des nouvelles conclusions devraient être faites en 2021.

Ce cas reste un cas très particulier. Rappelons que la France compte aujourd'hui plus de 8000 éoliennes en service, majoritairement en milieu rural et donc souvent situées à proximité de terres agricoles et d'élevages, et qu'il n'y a pas eu de constats de ce type pour ces parcs éoliens.

Au niveau national, la filière soutient l'étude de l'ANSES en cours et, en tant que membre du GPSE (Groupement Permanent pour la Sécurité Electrique, intervenant en milieu agricole), participe notamment aux travaux sur les besoins de recherche complémentaires liés aux ouvrages émetteurs d'ondes électromagnétiques (lignes électriques, éolien, photovoltaïque, antennes relais, etc.). Dans son rapport moral de 2019, le GPSE indique en effet que : « Tous les ouvrages [électriques] étant concernés [par des cas non-expliqués par les interventions du GPSE et d'organismes annexes], il nous semble toujours qu'un état des lieux sur la réalité des différents problèmes rencontrés serait de nature à apaiser le débat et proposer des pistes de travail partagées. Il appartient aux pouvoirs publics d'en prendre l'initiative. » La filière souhaite ainsi que toute la transparence soit faite sur l'ensemble des études nationales et régionales (études ONIRIS et CETIM, propriétés de la préfecture Loire-Atlantique).

Pour ce qui est du témoignage concernant l'enfant diagnostiqué autiste Asperger, cette situation nous désole autant qu'elle nous interpelle par sa singularité. Nous nous tenons à la disposition de la personne concernée afin de la rencontrer et de mieux comprendre les circonstances.

Enfin, concernant la remarque suivante « risque de pollution des nappes phréatiques des captages AEP sur les communes d'Equancourt et Neuville Bourjonval », nous rappelons que l'Agence Régionale de la Santé (ARS) est consultée dans le cadre de l'instruction de cette demande d'Autorisation Environnementale et qu'elle est garante de la conformité de cette nouvelle installation avec les éventuels captages d'eau. Ceci a d'ailleurs été rappelé par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) dans le préambule relatif à l'élaboration de leur avis « en application de l'article R122-7 III du code de l'environnement, ont été consultés : l'agence régionale de santé Hauts-de-France ; les préfets du Pas-de-Calais et de la Somme. » Le préambule relatif à l'élaboration de l'avis de la MRAe figure en annexe 4 du présent mémoire.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Concernant les captages AEP, l'ARS a été consulté et c'est elle qui est garante de la conformité du projet avec les captages.

Concernant le cas de sensibilité au bruit. Ce cas est particulier, mais il doit être pris en compte.

Thème	Sous thème
SANTE	Effets stroboscopiques

Contributions sur ce thème :

- Effets stroboscopiques déstabilisants sur les routes.
- Les aérogénérateurs apportent des effets stroboscopiques qui perturbent notre bien être quotidien avec des risques sur notre santé.

Réponse du maître d'ouvrage :

Un effet stroboscopique se produit dans le voisinage immédiat d'une éolienne, résultant du passage des pales en rotation dans les rayons du soleil illuminant des pièces d'habitation ou des lieux de travail. L'ombre des pales en mouvement peut devenir dérangeante pour certains individus.

L'étude de ce phénomène est contenue dans l'étude d'impact dans la partie 6-1e (pages 525 et 527). Elle conclut à un impact nul de l'effet stroboscopique : en effet, la réglementation évalue que cette gêne est acceptable pour des bâtiments situés à plus de 250 mètres de l'éolienne, or, ici, les zones habitables se situent à plus de 770 mètres du projet. Concernant l'exposition depuis la route, on parle dans ce cas d'une exposition sur une période de temps et une distance très courtes.

De plus, de nombreuses études (se référer aux pages 525 et 527 de l'étude d'impact) concluent que la vitesse de rotation des éoliennes à 3 pales ne peut mettre en danger la santé humaine. Nous pouvons citer la référence suivante : le rapport d'enquête *Projets de parcs éoliens à Baie-des-Sables et à l'Anse-à-Valleau* (Québec, 2005) présente l'analyse suivante : « Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, de tels dangers sont très peu probables.

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Elle affirme que l'effet stroboscopique est réduit au strict minimum lorsque la fréquence de rotation des pales est maintenue en deçà de 50 révolutions par minute pour les éoliennes à trois pales. L'étude ajoute également que les risques sont d'autant plus minimes à des distances supérieures à 300 m d'une éolienne. »

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Dans le cadre du projet, la distance aux habitations permet de maîtriser l'effet stroboscopique.

Thème	Sous thème
TECHNIQUE	Réception télévisuelle et communications

Contributions sur ce thème :

- Plusieurs faisceaux de communication seront impactés par ce projet.
- Après l'implantation de Douiche 1, les soucis de réception télé ont été réglés rapidement.
- Etudier et réaliser l'installation d'un amplificateur TNT avec les autres promoteurs éolien. Cette demande a déjà été formulée lors des différentes enquêtes publiques sur l'éolien.

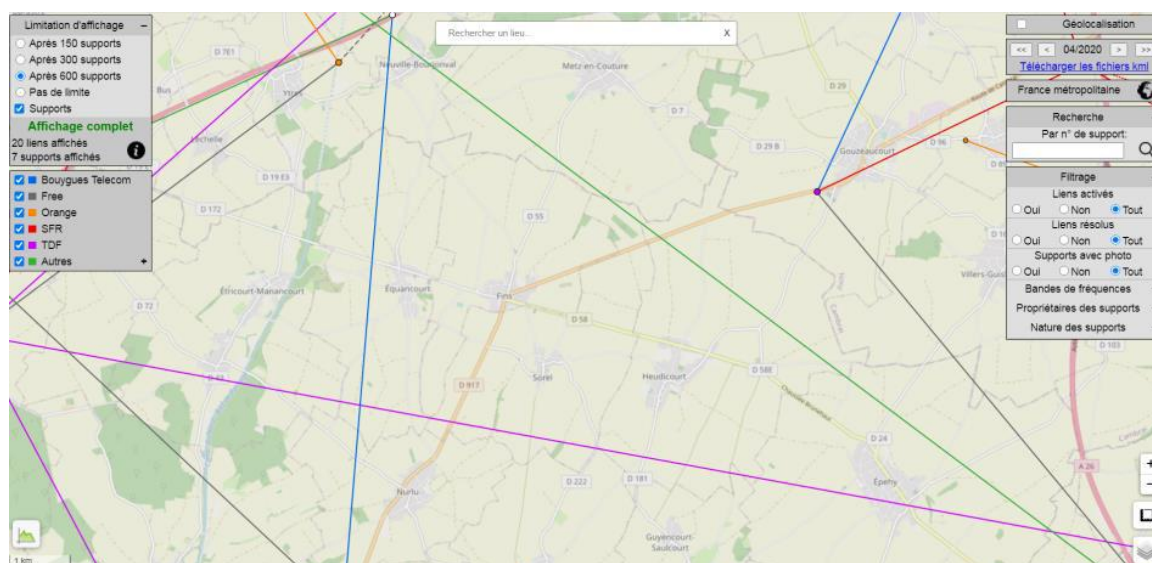
Réponse du maître d'ouvrage :

L'inquiétude des riverains vis-à-vis d'une dégradation de la réception de la télévision ou du téléphone est fréquente. Il est effectivement possible que les éoliennes perturbent les ondes hertziennes (télévision, antennes de relais de téléphonie mobile...). Ces perturbations s'expliquent par la capacité des pales d'éoliennes à réfléchir et à diffracter les ondes électromagnétiques.

Toutes études préalables à l'implantation de parcs éoliens en France prennent en considération l'ensemble des servitudes radioélectriques lors des demandes de pré-consultation des organismes concernés (ANFR, Télédiffusion de France). Ces servitudes radioélectriques sont des servitudes d'Utilité Publique, elles sont établies par la loi dans le cadre de la satisfaction de l'intérêt public. Ainsi, lors de la phase d'études, le développeur conçoit une implantation en accord avec les servitudes, de façon à éviter toutes perturbations. Dans le cas où l'implantation risquerait de créer des perturbations, le développeur est tenu d'installer, à ses frais, un réémetteur ou un mode alternatif de réception de la télévision, comme le satellite (Article L.112-12 du code de la construction et de l'habitation). C'est d'ailleurs ce que mentionne une des contributions par retour d'expérience, « après l'implantation du Douiche 1, les soucis de réception télé ont été réglés rapidement ». Ainsi, pour répondre plus spécifiquement à la dernière des contributions de l'encadré ci-dessus, l'installation d'un amplificateur TNT pourra être envisagée s'il s'avère que cette solution est optimale pour rétablir les éventuelles perturbations constatées.

Concernant les services de télécommunications, il est vrai qu'un faisceau appartenant à Bouygues Telecom se situait dans la zone de projet en 2018, comme cela est indiqué dans l'étude d'impact page 208 (courrier de Bouygues Telecom). Cependant, le projet CROZON a conduit à la suppression de ce faisceau (faisceau n°T40238-T44020) entre avril et mai 2020. Les images ci-dessous le montrent, on peut voir que le faisceau T40238-T44020, en bleu, n'apparaît plus en août 2020⁷.

⁷ <https://carte-fh.lafibre.info/>



Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Figure 5 : faisceau hertzien en avril 2020

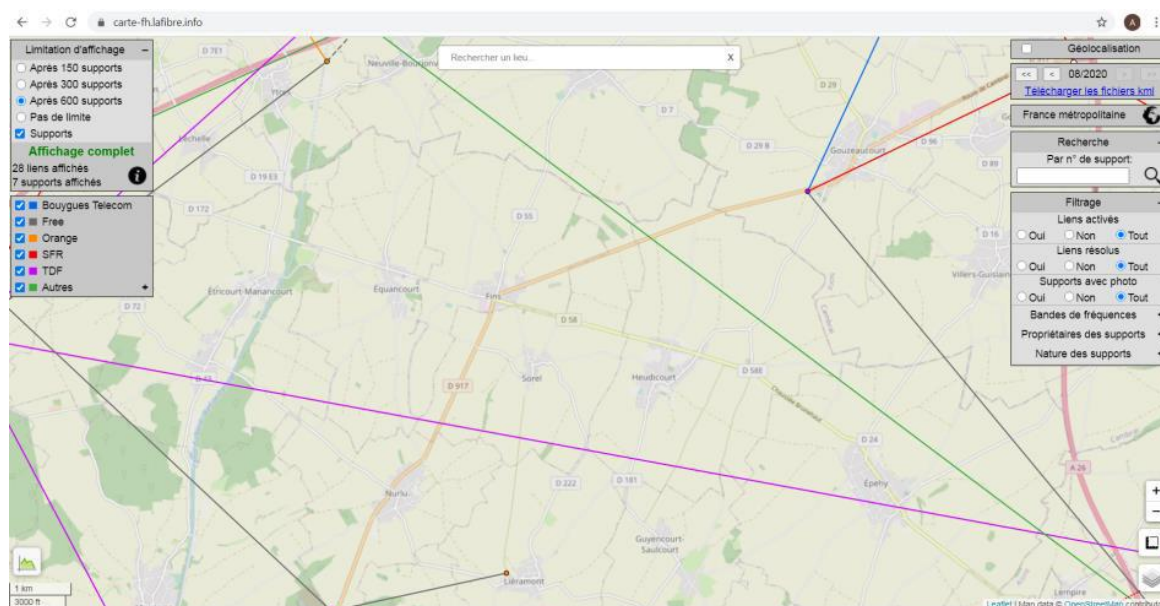


Figure 6 : faisceau hertzien en août 2020

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Le rétablissement du signal en cas de brouillage est en effet une obligation légale. Cependant, les solutions proposées ne sont pas toutes pérennes et gratuites comme par exemple l'installation d'une parabole avec décodeur muni d'une carte payante qui doit être changée au bout de quelques années.

Thème	Sous thème
TECHNIQUE	Efficacité de l'éolien

Contributions sur ce thème :

- Avec les extensions, les parcs se retrouvent les uns près des autres. Qu'en est-il des effets de turbulences, d'usures des éoliennes et des effets de sillage ?
- Participe à l'indépendance énergétique.
- Il faut augmenter les énergies renouvelables pour diminuer les gaz à effet de serre.
- Quand à la rentabilité de ces engins, leur production étant aléatoire jamais elles ne remplaceront le nucléaire.
- Je suis pour l'éolien car il participe à l'équilibre du système électrique national et contribue à la réduction des gaz à effet de serre.
- L'éolien est une énergie propre et renouvelable qui contribue à la lutte contre le réchauffement climatique.
- Le projet contribue à atteindre les objectifs de développement d'énergie renouvelable.
- L'éolien n'est pas une solution d'avenir et ne remplacera malheureusement pas nos stations nucléaires.
- Participe à la diversité des énergies.
- Alors que d'autres pays reviennent en arrière on continue ici d'en construire.
- L'éolien est une énergie propre et renouvelable.
- L'éolien est une solution d'avenir qui permet de varier les modes de production d'électricité.
- Quel bilan carbone et énergétique pour les éoliennes ? construction, béton, transport (parfois depuis la Chine) avec un rendement de 30 %
- Arrêter cette "gabegie" au plus vite !!! Coût exorbitant des installations pour un rendement totalement médiocre. 8000 éoliennes pour, à peine, 5% de la production totale nationale, c'est une ineptie incommensurable.
- Nous devons poursuivre l'expansion de l'éolien en France afin de réduire l'impact sur l'environnement des autres énergies non renouvelables néfastes.
- Le 21 août 2020, un transformateur du poste de Roisel est monté en température et s'est mis en sécurité suite à une production importante d'énergie éolienne.

Réponse du maître d'ouvrage :

Les différentes contributions mentionnées ci-dessus au sujet de l'efficacité de l'éolien sont très diverses. Afin de répondre du mieux possible à l'ensemble de ces contributions, nous avons structuré ce paragraphe en quatre parties.

Une technologie de plus en plus mature, accompagnée d'une réduction des coûts

De nos jours, l'énergie éolienne est une des énergies renouvelables les plus matures (la plus mature après l'hydraulique), présente depuis plus de 20 ans en France. Les éoliennes actuellement installées sur le territoire sont environ 4 fois plus puissantes que celles installées dans les années 2000, leur performance pour capter différents régimes de vent est nettement améliorée et cela permet de diminuer les coûts de production du mégawatt-heure éolien et d'accéder à des sites présentant des gisements de vent plus faibles.

Le LCOE (Levelized Cost of Energy) d'une technologie productrice d'électricité correspond au coût complet moyen de production d'un mégawatt-heure. Selon le rapport de l'ADEME, *Coûts des énergies renouvelables et de récupération en France – Données 2019*,⁸ le LCOE de l'éolien terrestre est estimé entre 50€/MWh et 71€/MWh pour des parcs mis en service entre 2018 et 2020. La plage de variation reflète la variabilité des coûts d'investissement et du facteur de charge. Cela correspond au même ordre de grandeur que pour une centrale à gaz (50 à 70 €/MWh) et illustre donc la compétitivité économique de l'éolien face aux énergies fossiles. Les ordres de grandeur des LCOE en France sont globalement comparables aux valeurs constatées à l'international, ce qui montre également la maturité de la filière française.

⁸ <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/couts-energies-renouvelables-et-recuperationdonnees-2019-010895.pdf>

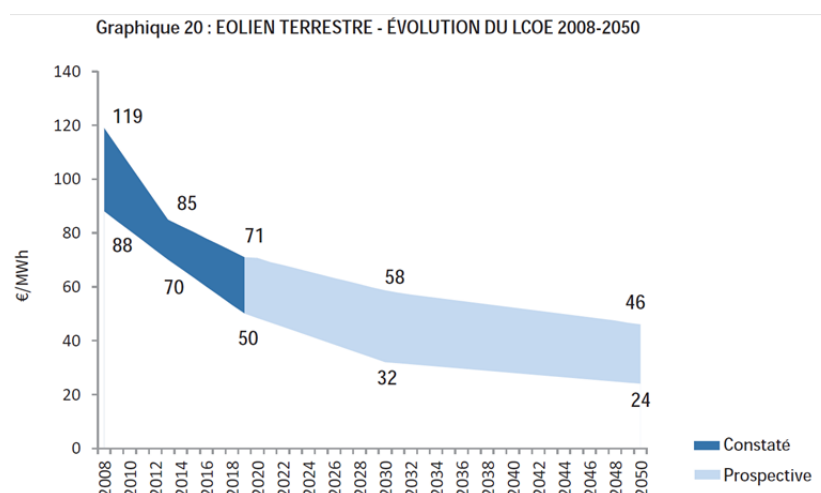


Figure 7 : Evolution du LCOE de l'éolien terrestre entre 2008 et 2050 (source : ADEME)

Il y a eu une baisse du coût de production de 42% entre 2008 et 2019, de 104€/MWh à 60€/MWh grâce à la diminution des coûts d'investissement, à l'allongement de la durée de vie des éoliennes et à l'amélioration du facteur de charge liée à l'augmentation des hauteurs et de la taille des rotors des machines. Le LCOE de l'éolien terrestre devrait d'ailleurs continuer de baisser aux horizons 2030 et 2050, avec l'optimisation logistique et la mise en oeuvre des innovations. On peut s'attendre à une baisse de 25% entre 2019 et 2030 et une baisse de 20% supplémentaires entre 2030 et 2050.

Pour ce qui est de la quantité d'électricité produite par l'éolien terrestre, le parc français a fourni au 1er trimestre 2020 10,8% de la consommation électrique française et en moyenne 7,2% de la consommation électrique française durant l'année 2019 (hors Corse).⁹ La filière éolienne fait désormais partie intégrante du mix énergétique français, avec cependant des objectifs fixés pour 2023 encore loin d'être atteints : 24,6 GW de puissance raccordée pour la seule filière éolienne contre environ 17 GW actuellement.

De plus, ici, le projet d'extension du parc éolien du Douiche se situe sur un site où le relief local et la grande régularité du vent offrent un potentiel éolien très intéressant comme en témoignent les parcs éoliens déjà en fonctionnement. Il existe donc un intérêt technique et économique certain pour développer un parc éolien sur cette zone (voir étude d'impact page 227).

Une énergie propre

En ce qui concerne maintenant la réduction des émissions de gaz à effet de serre liée au développement de l'énergie éolienne, en avril 2016, l'ADEME décrit le bilan énergétique du secteur éolien ainsi : « *l'énergie éolienne contribue efficacement aux objectifs énergie-climat et à l'indépendance énergétique du pays, car elle injecte sur le réseau une énergie produite localement, sans importation de combustible.* »⁹ En effet, l'éolien dépend d'une source d'énergie renouvelable, le vent, de plus, elle produit de l'électricité sans brûler de combustibles fossiles. Cette combustion est responsable de la plus grande partie de la pollution atmosphérique de notre planète. L'éolien permet d'éviter le rejet de polluants atmosphériques.

⁹ <https://www.enedis.fr/sites/default/files/panorama-EnR-T4-2019.pdf>

¹⁰ <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/avis-ademe-eolien-201604.pdf>

Une des contributions questionne le bilan carbone de la filière. Pour quantifier l'impact environnemental des énergies, il faut s'intéresser au taux d'émission de CO₂ lors de la production d'électricité dans les centrales, mais également lors de la construction et du démantèlement de celles-ci.

Ceci est abordé dans l'étude d'impact. L'analyse du cycle de vie (ACV) s'intéresse aux impacts environnementaux d'un produit ou d'un service sur l'ensemble de son cycle de vie, de l'extraction et traitement des matières premières, des processus de fabrication, du transport et de la distribution, de l'utilisation et de la réutilisation du produit fini et finalement, du recyclage et de la gestion des déchets en fin de vie. Une étude de l'ADEME (Analyse du Cycle de Vie de la production d'électricité d'origine éolienne en France¹¹) réalisée en 2015 analyse le cycle de vie de l'éolien en France. Cette étude montre que la production d'électricité éolienne est caractérisée par un très faible taux d'émission de CO₂ : **12,7 g CO₂/kWh**. Le taux d'émission est faible par rapport à celui du mix français, estimé à 79 g CO₂/kWh (année de référence 2011) et est même plus intéressant que celui du nucléaire (16 g CO₂/kWh en moyenne).

¹¹ <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/impacts-environnementaux-eolien-francais-2015-rapport.pdf>

L'éolien et le nucléaire

Les énergies éoliennes et nucléaires sont souvent mises en parallèle, avec parfois l'argument que la première ne pourra jamais supplanter la seconde.

La France est le pays le plus nucléarisé au monde. Avec en 2014, 76,9% d'électricité produite par ce moyen, elle devance la Slovaquie (56,8%) et la Hongrie (53,6%). Malgré la volonté du gouvernement via la Loi de Transition Énergétique de baisser cette part à 50% d'ici 2025, le manque de développement d'énergies alternatives ces dernières années rend cet objectif ambitieux difficilement réalisable. Pour preuve, dans son projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, le ministère de la transition énergétique a revu ce calendrier, en fixant plutôt cet objectif de réduction à 2035. La nucléarisation du pays avait été pensée comme un moyen de rendre une indépendance énergétique à l'État, à la fois comme témoin de puissance et de développement économique. Il est pourtant important de rappeler que cette indépendance reste relative, car l'approvisionnement en uranium et plutonium ne se fait en aucun cas sur le territoire national. Ces matières premières se trouvent notamment dans des régions instables du monde. De plus, la question des déchets nucléaires n'est pas résolue et le coût de démantèlement et de construction des nouveaux réacteurs augmente fortement le prix du MWh nucléaire.

Il n'est pourtant pas question chez les défenseurs de l'éolien – ou plus globalement des énergies renouvelables – de remplacer le nucléaire, mais de faire évoluer le mix énergétique, ce qui correspond aux grands objectifs nationaux.

Les effets de sillage

Comme le mentionne une des contributions, il existe des effets de sillages (turbulence entre deux éoliennes proches l'une de l'autre) mais ils sont pris en compte et la distance inter-éoliennes est suffisamment importante pour ne pas remettre en cause la productibilité et la viabilité du projet. Les éoliennes de l'extension sont éloignées de minimum 400 mètres de celles du Douiche 1, et elles sont éloignées entre elles de minimum 350 mètres.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

L'énergie éolienne contribue à diminuer notre dépendance énergétique, elle est inépuisable et non polluante. Le projet d'extension du Douiche s'inscrit pleinement dans le cadre du développement durable.

Thème	Sous thème
FONCIER	Canal Seine Nord Europe

Contributions sur ce thème :

- A-t-on pensé au Canal Seine Nord ?
- Projet développé avant 2017 qui ne remet pas en cause l'aménagement foncier du Canal Seine Nord Europe.
- Avec ces éoliennes supplémentaires, le canal à grand gabarit risque d'être compromis quant au tracé défini.
- Etant président de l'AFR et impliqué dans le projet de remembrement lié au CSNE, le projet de nouveau parcellaire ne pourra pas être modifié à chaque fois qu'un promoteur voudra implanter de nouvelles machines.
- Un remembrement est prévu suite au projet du CSNE. L'avez-vous pris en compte ?
- Je me demande s'il est opportun de faire cette enquête publique, cela va à l'encontre de la demande de la CIIAF qui souhaite de ne pas contractualiser de bail emphytéotique tant que le remembrement du CSNE n'est pas terminé.
- Les propriétaires susceptibles de recevoir des éoliennes ne retrouveront pas forcément l'emplacement prévu qui aura changé de mains.
- Le projet interfère avec l'aménagement foncier du Canal Seine Nord Europe.

Réponse du maître d'ouvrage :

Certaines des contributions supposent ici que la construction du canal Seine Nord-Europe n'a pas été prise en compte par le porteur de projet.

La société Nordex a pris contact avec la CIIAF (Commission Intercommunale Interdépartementale d'Aménagement Foncier du Canal Seine Nord-Europe) au moment du lancement de ce projet en 2017.

Nous avons bien connaissance du projet de construction du canal Seine Nord-Europe et de la nécessité de le prendre en compte. La CIIAF nous avait alors confirmé que notre projet pouvait être lancé et que des accords fonciers pouvaient être signés avec les propriétaires et agriculteurs de notre zone de projet (voir premier mail de l'annexe 5). Il était également précisé que, dans une phase plus avancée de notre projet, il faudrait leur communiquer les plans des éoliennes et des chemins d'accès afin qu'ils puissent les prendre en compte dans l'aménagement foncier à venir.

Ainsi, la CIIAF et les géomètres travaillant sur cet aménagement ont connaissance du projet d'extension du parc éolien du Douiche, il s'agit ici d'un projet éolien de longue date, débuté en 2017.

Nous nous en sommes assurés très récemment en contactant la CIIAF (voir deuxième mail de l'annexe 5 datant d'octobre 2020).

En juillet 2020 dernier, la CIIAF a adressé un courrier à l'ensemble des agriculteurs de la zone de projet afin de leur rappeler que tout projet situé dans la zone d'aménagement foncier devait faire l'objet d'une consultation officielle de la CIIAF, conformément à l'arrêté du Président du Conseil départemental datant d'octobre 2017¹². Ce courrier indique également que les projets éoliens peuvent, dans ce contexte, compliquer la réalisation de cet aménagement qui implique un remembrement foncier. C'est ce courrier qui a alors déclenché des inquiétudes, et qui explique les contributions faites sur ce sujet.

Le courrier n'indique pas qu'il n'est plus possible de développer de projets éoliens dans cette zone, mais simplement qu'il faudra avoir l'autorisation du conseil départemental, via une demande d'avis conforme de la CIIAF. Il nous a été indiqué par téléphone que ce courrier visait principalement à sensibiliser les agriculteurs au processus en cours afin que la CIIAF soit informée des projets mentionnés par l'arrêté, qui sont à prendre en compte pour avoir un remembrement le plus optimisé possible.

Ainsi, après avoir pris connaissance de ce courrier et afin de respecter la procédure administrative relative à cet arrêté du Président du Conseil départemental, nous avons envoyé notre demande de consultation officielle de la CIIAF le 20 octobre dernier. En annexe 6 du présent mémoire sont présentés le courrier de consultation que nous avons envoyé ainsi que l'accusé de réception correspondant. La CIIAF a désormais un délai de quatre mois pour émettre un avis sur cette demande de travaux, avant décision du Président du conseil départemental. Comme indiqué dans l'article 3 de cet arrêté, une absence de réponse dans ce délai vaut pour autorisation.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

D'après les échanges récents entre Nordex et la CIIAF, les propriétaires concernés par le projet conserveront leurs parcelles. Il ne reste plus qu'à attendre la décision du Président du Conseil Départemental sur la demande de travaux envoyée le 20 octobre 2020.

Thème	Sous thème
FONCIER	Démantèlement

Contributions sur ce thème :

- Les mètres cubes de béton qui remplacent la terre et qui sont coulés pour ces engins, les routes et plateforme d'entretien ! On sacrifie des terres qui ne seront jamais récupérables.
- Beau cadeau pour les contribuables qui devront payer les démantèlements et pour les générations futures qui voient des terres sacrifiées à vie.
- Nos enfants vont devoir payer pour démanteler les idioties de leurs aînés.
- Nécessite beaucoup de béton pour le socle ainsi que de l'acier, de la composite donc du sable, des résines et fibre de verre.
- Terres qui pourraient devenir des friches industrielles après l'exploitation du parc éolien vu que le démantèlement ne concerne que le premier mètre bétonné.
- Le démantèlement sera-t-il vraiment effectué ? Y aura-t-il un suivi ?
- Des monstres d'acier et de fibre de verre qu'on enterrera à la fin de leur vie car on ne recycle pas les pales.

Réponse du maître d'ouvrage :

Trois sujets distincts ressortent des contributions de l'encadré ci-dessus sur le thème du démantèlement : le coût de cette opération, le procédé mis en place, et le recyclage des éoliennes suite au démantèlement.

Coût du démantèlement : L'obligation de procéder au démantèlement d'un parc éolien est définie dans l'article L 515-46 du Code de l'Environnement, sa rédaction issue de l'article 90 de la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement national pour l'Environnement, précise que :

« L'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site (...) l'exploitant ou la société propriétaire constitue les garanties financières nécessaires ».

La société Parc Eolien Nordex XXXI SAS s'engage à respecter scrupuleusement les dispositions prévues par la loi relative à la remise en état, au démantèlement et à la constitution des garanties financières.

Cette garantie sera constituée avant la mise en service du parc comme le précise l'article R.516-2 du Code de l'Environnement. Elle résultera d'un engagement écrit d'un organisme bancaire ou d'assurance, et/ou d'une consignation volontaire déposée sur un compte ouvert dans les livres de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). La preuve de la constitution de cette garantie sera alors transmise au Préfet de la Somme, conformément à la réglementation en vigueur.

Nous souhaitons également apporter une précision importante sur le montant de ces garanties financières : dans le dossier administratif, il est indiqué que ce montant est de 50 000 € par éolienne, soit un montant total de 450 000 € pour 9 éoliennes. Or, la réglementation a évolué depuis peu concernant ce montant. En effet, l'arrêté en date du 22 juin 2020 vient modifier entre autre l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la constitution des garanties. Elles seront désormais de 50 000 € par éolienne pour les installations de 2 MW et moins, en revanche, pour les installations de plus de 2 MW, la garantie est désormais égale à 50 000 + 10 000*(P-2) € par éolienne, où P désigne la puissance de l'éolienne. Ainsi, pour une éolienne de 3,6 MW – puissance unitaire des éoliennes de ce parc – la garantie financière s'élève à 66 000 €, soit un montant total de 594 000€ pour 9 éoliennes.

Procédé de démantèlement : Certaines contributions s'inquiètent de l'avenir des terres suite au démantèlement, nous pouvons par exemple citer la phrase suivante : « Terres qui pourraient devenir des friches industrielles après l'exploitation du parc éolien vu que le démantèlement ne concerne que le premier mètre bétonné. »

Le démantèlement des éoliennes est une opération obligatoire, définie précisément par la législation, dans l'article L 515-46 du Code de l'Environnement. Cette opération consiste à démonter et retirer les éoliennes, enlever les postes de livraison, restituer le terrain propre dans son état initial, tel que décrit la partie « Etat initial du site » de l'étude d'impact. La durée du chantier est estimée à quelques mois.

Après cela, le site sera tel qu'il était avant l'installation du parc, adapté à l'exploitation agricole des terres.

Concernant les fondations en béton, tout d'abord, le béton est une matière inerte qui résulte de l'assemblage de matériaux d'origines minérales, il ne constitue donc pas une menace pour les sols.

Ensuite, la législation a évolué récemment concernant la fin de vie du parc éolien : un nouvel arrêté datant du 22 juin 2020 vient modifier les conditions de remise en état devant être appliquées pour tout nouveau projet.

Le principal changement est que les fondations devront désormais être excavées et retirées totalement, alors qu'avant l'excavation se faisait sur un mètre de profondeur. Les fondations excavées sont alors remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'éolienne.

L'ensemble des travaux de remise en état du site sera à la charge de l'exploitant du parc éolien.

Recyclage des éoliennes : L'ADEME évaluait en 2015 à 90% le taux de recyclage d'une éolienne. Ce chiffre ne peut qu'augmenter compte tenu de l'évolution constante des filières de revalorisation en France : un parc éolien installé aujourd'hui sera démantelé vers 2040 et les techniques de recyclage des déchets (notamment les pales) auront évolués d'ici-là. De plus, dans le cadre du groupe de travail national éolien mené par le Ministère de la Transition Ecologique, il est demandé aux industriels d'accélérer la Recherche et le Développement sur le recyclage des pales des éoliennes.

Les pales des éoliennes sont en matériaux composite thermodurcissables. Elles sont composées majoritairement de fibre de verre, de fibre de carbone et de balsa. Selon l'Article 20 de l'arrêté du 22 juin 2020¹³ portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent :

- « Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.
- Après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.
- Après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable »

Les éoliennes du projet d'extension du Douiche sont prévues pour être démantelées à l'horizon 2050.

D'ici là les filières de recyclages devraient être structurées pour répondre aux nouvelles normes et imaginer peut-être un recyclage intégrale des pales.

Aujourd'hui des solutions, bien qu'imparfaites, existent déjà. Dans certains cas, elles sont broyées à des fins de combustibles pour les cimenteries, se substituant aux combustibles fossiles. D'autres pistes sont actuellement à l'étude, la pyrolyse ou la solvolysse pour récupérer les fibres et reformer de nouveaux matériaux composites. Enfin, des architectes ont, quant à eux, déjà commencé à valoriser des morceaux de pales d'éoliennes pour concevoir des aires de jeux (tunnels, tours, rampes, etc.) ou des bancs publics.

¹³ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042056014/>





Figure 8 : Exemples de réutilisation de pales d'éoliennes

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Le projet d'extension du Douiche sera soumis aux dispositions du nouveau décret du 22 juin 2020 avec notamment l'excavation de la totalité des fondations.

Thème	Sous thème
FONCIER	Consommation foncière

Contribution sur ce thème :

- Notre terre cultivable se réduit comme peau de chagrin.

Réponse du maître d'ouvrage :

L'emprise au sol d'un projet éolien est raisonnable pour plusieurs raisons, telles que la faible emprise au sol de la plateforme et des postes de livraison ainsi que la réutilisation des chemins existants. Nous détaillerons ces deux arguments dans la suite du paragraphe.

Pour commencer, nous tenions à préciser que la configuration des chemins d'accès et des aires de grutages est spécifiquement étudiée en concertation avec les exploitants agricoles de manière à consommer le moins d'espace cultivable possible en fonction de leurs contraintes techniques d'exploitation mais aussi en fonction des contraintes écologiques et paysagères bien entendu.

Les chemins d'accès s'appuieront au maximum sur les chemins existants, comme mentionné page 266 de l'étude d'impact, il y aura 921 mètres de chemins à créer et 3356 mètres de chemins d'accès à rénover. Le taux de chemins existants réutilisés sera donc de 78%. Aussi, comme mentionné page 19 du dossier administratif, la superficie totale des parcelles concernées par l'emprise du projet est de 1 019 713 m², soit environ 102 ha, tandis que l'emprise permanente du projet sera elle de 2,4 ha – soit environ 2,3% seulement de la superficie de ces parcelles. En outre, le projet ne supprime pas d'emploi agricole et permet même une certaine diversification des revenus des agriculteurs locaux.

En fin de vie du parc, les accès et les aires de grutage seront décapées sur 40 cm de tout revêtement et de tous matériaux d'apport constituant la structure des chemins et des plateformes. Ces matériaux seront retirés et évacués en décharge ou recyclés et remplacés par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation. Enfin, les zones de circulation seront labourées. A noter que les chemins jugés utiles pourront être conservés au bon vouloir des propriétaires de terrain et agriculteurs.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

La surface d'emprise correspondra à 2 641 m² par éolienne ce qui est dans la moyenne constatée.

Thème	Sous thème
BIODIVERSITE	Biodiversité

Contributions sur ce thème :

- En tant que chasseur adhérent à la société de chasse communale, nous n'avons remarqué aucune modification des habitudes du gibier présent dans la zone éolienne. Aucun gibier mort n'a été trouvé sous une éolienne.
- Un désastre écologique.
- L'éolien s'accompagne d'un cortège d'impacts environnementaux sur nos paysages, le bruit, l'impact sur les oiseaux et chauve-souris.

Réponse du maître d'ouvrage :

Comme mentionné dans la partie « 5. Paysage », le porteur de projet s'entoure de bureaux d'études spécialisés et indépendants afin de réaliser les études paysagère, acoustique, floristique, faunistique et avifaunistique. Pour ce projet, le bureau d'étude d'experts naturalistes Calidris a réalisé le volet faune/flore et Philippe Lustrat a réalisé le volet chiroptères (chauves-souris) du dossier d'étude d'impact. Pour chacune des espèces inventoriées sur le site, on évalue l'impact résiduel du projet sur cette dernière (c'est-à-dire l'impact restant une fois les différentes mesures d'évitement, de réduction et de compensation appliquées). Pour l'ensemble des espèces présentes sur le site, cet impact est considéré comme faible ou négligeable.

Une des observations fait d'ailleurs état « d'aucune modification des habitudes du gibier présent dans la zone éolienne ». Par ailleurs, des mesures de suivis réglementaires seront mises en place dans les 12 mois qui suivent la mise en service du parc. Si un nouvel impact significatif était observé, le porteur de projet aurait alors l'obligation d'appliquer les mesures nécessaires afin de supprimer cet impact.

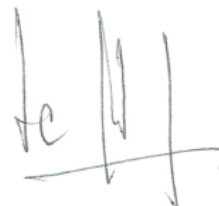
Concernant la question de l'association APNEHS au sujet de la mise en place du plan de bridage pour le projet éolien du Douiche déjà construit (OM@01), ce dernier a bien été respecté depuis la mise en service du parc, il s'agit ici d'une obligation réglementaire, conformément à l'arrêté préfectoral qui autorise l'exploitation du parc éolien du Douiche.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

L'impact sur l'ensemble des espèces présentes sur le site a été considéré comme faible à négligeable par le bureau d'étude spécialisé, de plus les mesures de compensation et d'accompagnement d'ordre paysager et écologique sont prévues.

Fin du rapport

Fait à Pont Noyelle le 7 novembre 2020



Le Commissaire-enquêteur
Jean-Claude HELY

Pièces jointes : 4 registres d'enquête

Communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT et NEUVILLE-BOURJONVAL.

ANNEXES

1. Arrêté préfectoral d'enquête du 20 juillet 2020



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

portant ouverture d'une enquête publique

**Demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien
comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison
sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et
NEUVILLE-BOURJONVAL (62)
par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI**

**LA PRÉFÈTE DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre unique du titre VIII du livre Ier, le chapitre III du titre II du livre Ier et la nomenclature des installations classées, rubrique 2980, annexée à son article R.511-9 ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017, modifiée, relative à l'autorisation environnementale ;

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, modifiée, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, notamment son article 12 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les décrets n° 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Mme Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Mme Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu le décret du 3 octobre 2019 portant nomination de M. Antoine PLANQUETTE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 donnant délégation de signature à Mme Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Antoine PLANQUETTE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Somme ;

Vu l'Arrêté préfectoral n° 2019-10-28 portant délégation de signature à Monsieur Dominique KIRZEWSKI, Directeur de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 10 mars 2020 prescrivant du 30 avril au 2 juin 2020 inclus, une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée en préfecture par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI, représentée par sa présidente, et dont le siège social est sis 23 rue d'Anjou - 75008 PARIS, en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ;

Vu le rapport du 13 décembre 2019 des services de l'inspection des Installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France déclarant le dossier recevable ;

Vu l'avis du 6 février 2020 de l'autorité environnementale sur le projet de parc éolien de la SAS Parc Eolien Nordex XXXI à ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ;

Vu la décision n° E19000230/80 de la présidente du tribunal administratif d'Amiens portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu les avis favorables des préfets du Nord et de l'Aisne concernant la désignation de communes incluses dans le rayon d'affichage de l'avis d'enquête publique ;

Vu les avis recueillis en application des articles R.181-19 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitation d'une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres est subordonnée à l'obtention d'une autorisation et à la réalisation préalable d'une enquête publique ;

Considérant que l'enquête publique prescrite par l'arrêté interpréfectoral du 10 mars 2020 susvisée n'a pu être accomplie en raison de l'état d'urgence sanitaire ;

Considérant la nécessité de prescrire de nouveau l'ouverture de cette enquête publique après le 30 mai 2020, conformément à l'ordonnance n° 2020-306 modifiée, susvisée ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de la Somme et du Pas-de-Calais,

ARRÊTENT

Article 1 : L'arrêté interpréfectoral du 10 mars 2020 prescrivant, du 30 avril au 2 juin 2020 inclus, une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI, est abrogé.

Article 2 : La demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : Nordex N117 – Hauteur maximale : 149,3 m – Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI, est soumise à une enquête publique du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs.

Le siège de l'enquête publique est fixé à la mairie d'ÉQUANCOURT (80).

La préfète de la Somme est chargée de coordonner l'organisation de l'enquête publique et d'en centraliser les résultats.

Article 3 : La SAS Parc Eolien Nordex XXXI est responsable du projet. Les frais occasionnés par l'enquête publique sont pris en charge par ses soins et notamment ceux relatifs aux différentes mesures de publicité et à l'indemnisation du commissaire enquêteur.

Article 4 : La fiche annexée au présent arrêté sera affichée dans la salle de consultation du dossier et dans tout autre lieu jugé utile par le maire afin de rappeler au public intéressé les mesures sanitaires à respecter pour le bon déroulement de l'enquête publique.

Article 5 : M. Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée.

Article 6 : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public :

- à la mairie d'ÉQUANCOURT (80) :
 - le jeudi 10 septembre 2020, de 9 heures à 12 heures ;
 - le lundi 12 octobre 2020, de 15 heures à 18 heures ;
- à la mairie de FINS (80) :
 - le mercredi 16 septembre 2020, de 15 heures à 18 heures ;
- à la mairie d'HEUDICOURT (80) :
 - le samedi 26 septembre 2020, de 9 heures à 12 heures ;
- à la mairie de NEUVILLE-BOURJONVAL (62) :
 - le lundi 5 octobre 2020, de 15 heures à 18 heures.

Article 7 : Un avis portant à la connaissance du public les indications sur le déroulement de l'enquête est publié, par les soins de la préfète de la Somme, en

caractères apparents, dans les journaux "Courrier Picard", "La Voix du Nord", "Picardie La Gazette" et "La Gazette Nord - Pas-de-Calais", quinze jours au moins avant le début de l'enquête et dans les huit premiers jours suivant le début de l'enquête.

L'ouverture de l'enquête est annoncée aux portes des mairies des communes d'implantation : ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), ainsi qu'aux portes des mairies des communes comprises dans le rayon d'affichage défini par la nomenclature des installations classées (rubrique 2980) :

- AIZECOURT-LE-BAS (80), ÉPEHY (80), ÉTRICOURT-MANANCOURT (80), GUYENCOURT-SAULCOURT (80), LIÉRAMONT (80), MESNIL-EN-ARROUAISE (80), MOISLAINS (80), NURLU (80), RONSSOY (80), SAILLY-SAILLISSEL (80), SOREL (80), VILLERS-FAUCON (80), BARASTRE (62), BEAUMETZ-LÈS-CAMBRAI (62), BERTINCOURT (62), BUS (62), HAPLINCOURT (62), HAVRINCOURT (62), HERMIES (62), LEBUCQUIÈRE (62), LÉCHELLE (62), METZ-EN-COUTURE (62), ROCQUIGNY (62), RUYAULCOURT (62), TRESCAULT (62), VÉLU (62), YTRES (62), BANTEUX (59), GONNELIEU (59), GOUZEAUCOURT (59), HONNECOURT-SUR-ESCAUT (59), MARCOING (59), RIBÉCOURT-LA-TOUR (59), VILLERS-GUISLAIN (59), VILLERS-POUICH (59), LEMPIRE (02) et VENDHUILE (02).

L'affichage de l'avis d'enquête est réalisé par les soins du maire quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

En outre, la SAS Parc Eolien Nordex XXXI procède dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Les affiches doivent être visibles et lisibles des voies publiques, et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre chargé de l'environnement.

Les formalités susvisées sont respectivement justifiées par un exemplaire des journaux et un certificat d'affichage établi par le maire de chacune des communes concernées et par la présidente de la SAS Parc Eolien Nordex XXXI.

L'avis d'enquête publique est également publié dans les mêmes conditions de délai sur le site Internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>.

Article 6 : Pendant la période mentionnée à l'article 1er, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

- sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'Amiens (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie d'ÉQUANCOURT (80360), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;
- être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mél. Elles seront accessibles sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) dans les meilleurs délais. Les observations, devant être publiées sans délai sur ce site Internet, seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

Des renseignements relatifs à cette procédure peuvent être demandés auprès de la préfète de la Somme, préfète coordonnatrice (service de coordination des politiques interministérielles – bureau de l'environnement et de l'utilité publique, 51 rue de la République, CS 42001, 80020 AMIENS CEDEX 9).

Des informations sur ce projet peuvent être obtenues auprès de la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, représentée par sa présidente, et dont le siège social est sis 23 rue d'Anjou - 75008 PARIS.

Article 9 : Après en avoir informé la préfète de la Somme et le préfet du Pas-de-Calais, le commissaire enquêteur peut, par décision motivée, proroger l'enquête d'une durée maximale de quinze jours.

Article 10 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête sont transmis sans délai au commissaire enquêteur et clos par lui. Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans les huit jours, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 11 : Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et fait état de l'ensemble des avis recueillis. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public. Le commissaire enquêteur consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmet à la préfecture de la Somme (service de coordination des politiques interministérielles – bureau de l'environnement et de l'utilité publique), dans le délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif d'Amiens.

Article 12 : La préfète de la Somme adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à la présidente de la SAS Parc Éolien Nordex XXXI.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ainsi qu'à la préfecture de la Somme ;
- sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>).

Article 13 : Les conseils municipaux des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) et des communes d'AIZECOURT-LE-BAS (80), ÉPEHY (80), ÉTRICOURT-MANANCOURT (80), GUYENCOURT-SAULCOURT (80), LIÉRAMONT (80), MESNIL-EN-ARROUAISE (80), MOISLAINS (80), NURLU (80), RONSSOY (80), SAILLY-SAILLISEL (80), SOREL (80), VILLERS-FAUCON (80), BARASTRE (62), BEAUMETZ-LÈS-CAMBRAI (62), BERTINCOURT (62), BUS (62), HAPLINCOURT (62), HAVRINCOURT (62), HERMIES (62), LEBUCQUIÈRE (62), LÉCHELLE (62), METZ-EN-COUTURE (62), ROCQUIGNY (62), RUYAULCOURT (62), TRESCAULT (62), VÉLU (62), YTRES (62), BANTEUX (59), GONNELIEU (59), GOUZEAUCOURT (59), HONNECOURT-SUR-ESCAUT (59), MARCOING (59), RIBÉCOURT-LA-TOUR (59), VILLERS-GUISLAIN (59), VILLERS-PLOUICH (59), L'EMPIRE (02) et VENDHUILE (02), ainsi que les communautés de communes de la Haute-Somme et du Sud Artois, les conseils départementaux de la Somme et du Pas-de-Calais et le conseil régional Hauts-de-France, sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès la notification du présent arrêté. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture des registres d'enquête.

La décision de délivrer l'autorisation environnementale ou de refuser cette autorisation relève de la compétence de la préfète de la Somme et du préfet du Pas-de-Calais.

Article 14 : Les secrétaires généraux des préfectures de la Somme et du Pas-de-Calais, les sous-préfets d'Abbeville, de Péronne et de Montdidier, de Saint-Quentin, les maires d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ainsi que les maires d'AIZECOURT-LE-BAS (80), ÉPEHY (80), ÉTRICOURT-MANANCOURT (80), GUYENCOURT-SAULCOURT (80), LIÉRAMONT (80), MESNIL-EN-ARROUAISE (80), MOISLAINS (80), NURLU (80), RONSSOY (80), SAILLY-SAILLISEL (80), SOREL (80), VILLERS-FAUCON (80), BARASTRE (62), BEAUMETZ-LÈS-CAMBRAI (62), BERTINCOURT (62), BUS (62), HAPLINCOURT (62), HAVRINCOURT (62), HERMIES (62), LEBUCQUIÈRE (62), LÉCHELLE (62), METZ-EN-COUTURE (62), ROCQUIGNY (62), RUYAULCOURT (62), TRESCAULT (62), VÉLU (62), YTRES (62), BANTEUX (59), GONNELIEU (59), GOUZEAUCOURT (59), HONNECOURT-SUR-ESCAUT (59), MARCOING (59), RIBÉCOURT-LA-TOUR (59), VILLERS-GUISLAIN (59), VILLERS-PLOUICH (59), L'EMPIRE (02) et VENDHUILE (02) et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 20 JUIL 2020

Le préfet du Pas-de-Calais

Pour le préfet
Le Directeur délégué

Dominique KIRZEWSKI

La préfète de la Somme

Pour la préfète
Le Sous-Prefet délégué
Le Sous-Prefet adjoint de Cabinet

Antoine PLANQUETTE



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MESURES SANITAIRES SPÉCIFIQUES
MISES EN PLACE
à l'occasion d'une ENQUÊTE PUBLIQUE
ou d'une CONSULTATION DU PUBLIC

(sous réserve des mesures spécifiques complémentaires apportées par chaque mairie)

Vous souhaitez consulter un dossier de travaux dont l'autorisation d'exécution est soumise préalablement à une enquête publique ou une consultation du public.

Dans le cadre des mesures nécessaires à la sécurité sanitaire à mettre en place pendant ces procédures, il convient pour les personnes intéressées **de se laver les mains avec le gel hydroalcoolique** dès l'entrée dans la pièce et plus particulièrement avant :

- la manipulation du dossier d'enquête publique ou de consultation du public ;
- l'inscription d'observations dans le registre. L'usage d'un stylo personnel est par ailleurs conseillé, dans le cas contraire, il conviendra de désinfecter le stylo fourni à l'aide du produit réservé à cet effet.

De plus, lors d'échanges avec le commissaire enquêteur désigné pour la tenue de l'enquête publique, au cours d'une de ses permanences, il est conseillé de porter un masque. En outre, ces entretiens sont limités à deux personnes à la fois.

En tout état de cause, les gestes barrières et la distanciation sociale doivent être scrupuleusement respectés et appliqués.

2. Demande de désignation d'un commissaire-enquêteur

EN


LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFÈTE DE LA SOMME

Amiens, le 17.12.2019

Service de Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau de l'Environnement
et de l'Utilité Publique

Affaire suivie par :
Sophie LEROY
T : 03 22 97 81 80
Avenue MARÉCHAL
T : 03 22 97 81 14
M : Tout mail doit être envoyé simultanément à ses adresses
- pref-environnement@somme.gouv.fr
- sophie.eroy@securite.gouv.fr
- smc.marschal@securite.gouv.fr

La préfète de la Somme
à
Madame la présidente du tribunal administratif d'Amiens
- Désignation des commissaires enquêteurs -

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).
Demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI.
Demande d'ouverture de l'enquête publique.
Demande de désignation d'un commissaire enquêteur.

P.J. : Un résumé non technique en version numérique.

Je vous adresse, sous ce pli, un extrait du dossier de la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI (siège social : 23 rue d'Anjou - 75008 PARIS - Tél. : 01 35 93 94 75 - M&S : m&s@nordex-online.com et lserveau@nordex-online.com / Représentant : La présidente). Cette demande est soumise à enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 123-5 du code de l'environnement, je vous remercie de bien vouloir procéder, dans un délai de quinze jours, à la désignation d'un commissaire enquêteur pour conduire cette enquête que j'envisage de faire débiter en avril prochain, sur le territoire des communes précitées.

Pour la préfète et par délégation,
Attachée, cheffe de bureau

Brigitte LEGRAND

3. Désignation du commissaire-enquêteur

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS

23/12/2019

N° E19000230 /80

LE VICE-PRÉSIDENT DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire

CODE : 2 – installations classées

Vu enregistrée le 17/12/2019, la lettre par laquelle la préfète de la Somme demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf éoliennes et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval, présentée par la SAS Parc éolien Nordex XXXI ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-I et suivants ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2019 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à la préfète de la Somme, à la SAS Parc éolien Nordex XXXI en qualité de maître d'ouvrage, et à Monsieur Jean-Claude HELY.

Fait à Amiens, le 23/12/2019

Le vice-président,



Michel DURAND

4. Compte rendu réunion d'organisation

Compte rendu de la réunion du 25 août 2020 en mairie de EQUANCOURT

Enquête publique : Demande d'autorisation environnementale parc éolien de 9 aérogénérateurs + 4 postes de livraison sur les communes de EQUANCOURT ; FINS ; HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) présenté par la SAS Parc éolien NORDEX XXXI.

Participants : MM. Christophe DECOMBLE maire d'EQUANCOURT ; Daniel DECODTS maire de FINS ; Michel POUILLAUDE maire de NEUVILLE-BOURJONVAL. Jean-Marie BLONDEL maire de GUYENCOURT-SAULCOURT 1^{er} vice président de C.C de la Haute Somme.

Mme Lucie SERVEAU ; M. Marc SERRA chefs de projet NORDEX.

Mme Amandine PETIT du cabinet de concertation Mazars.

Jean-Claude HELY commissaire-enquêteur.

Excusé : M. Michel LEPLAT maire de HEUDICOURT.

- Rôle du C.E

Indépendant (nommé par le TA)

- S'assure que la publicité de l'enquête et que l'information du public sur le projet est la plus complète possible.
- Facilite et encourage la participation du public notamment pendant les permanences.
- Rédige un P.V de synthèse des observations à destination du pétitionnaire qui doit produire un mémoire en réponse dans les 15 jours.
- Rédige un rapport sur l'organisation et le déroulement de l'enquête en y incluant les observations, les suggestions et contre-propositions du public.
- Rédige ses conclusions et donne son avis personnel et motivé sur le projet. (*Favorable-Favorable avec réserves ou Défavorable*)
- Transmet son rapport et son avis au préfet qui décidera du devenir du projet.

- Les dates de l'Enquête publique :

du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020.

Les permanences (*prévoir ouverture des mairies*)

EQUANCOURT :	Jeudi 10 septembre	09 – 12 h
	Lundi 12 octobre	15 – 18 h
FINS :	Mercredi 16 septembre	15 – 18 h
HEUDICOURT :	Samedi 26 septembre	09 – 12 h
NEUVILLE-BOURJONVAL :	Lundi 5 octobre	15 – 18 h

N.B : Dossiers et Registres d'enquête à disposition du public aux jours et heures d'ouverture habituels des mairies. (pas avant le 10 septembre à 9h ni après le 12 octobre 18h)

- Affichage réglementaire : le jeudi 27 août au plus tard
 - o Extérieur de la mairie (*certificat du maire à envoyer en préfecture en fin d'enquête*)
 - o Sur le terrain (affichage déjà réalisé, vu lors de la visite terrain qui a suivi la réunion)
- Publicité complémentaire:
- Distribution de flyers dans les boîtes aux lettres des 4 communes.
(un fascicule de 16 pages est en cours de distribution par la société NORDEX. La page 15 précise tous les éléments utiles pour participer à l'enquête publique.)
- Les registres d'enquête :
 - o Merci de transmettre, une fois par semaine, une copie des observations déposées hors présence du C.E à l'adresse courriel suivante : jchely@wanadoo.fr
 - o Récupération des registres le 12 octobre 2020 à 18h
Merci de les amener en mairie d' EQUANCOURT pendant la dernière permanence (15h-18h).
- Remise du P.V de synthèse au pétitionnaire le 14 octobre à 10 h dans les locaux de NORDEX à Villers-Bocage (80).
- Avis des conseils municipaux et des C.C de la Haute Somme et Sud Artois (délibérations) à envoyer en préfecture de la Somme avant le 26 octobre 2020.
- Protocole sanitaire pour les permanences.
 - o Port du masque obligatoire dans les salles de permanences.
 - o Présence dans les salles de permanences limitée à deux personnes à la fois.
 - o Lavage des mains avec du gel hydroalcoolique dès l'entrée dans la pièce et particulièrement avant de manipuler le dossier et/ou d'inscrire des observations sur le registre.
 - o L'usage d'un stylo personnel est conseillé.
(*Prévoir affichage de ces consignes à l'extérieur des salles de permanences.*)

La société Nordex fournira les consignes sur affiches aux 4 mairies avant le début de l'enquête ainsi que du gel hydroalcoolique, des lingettes désinfectantes et des masques, au plus tard, le jeudi 10 septembre 2020 à 8h45 en mairie d' EQUANCOURT (avant la première permanence).

Le 25 août 2020
J.C HELY

5. Publications presse

AVIS ADMINISTRATIFS



PREFECTURE DE LA SOMME PREFECTURE DU PAS DE CALAIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE EN VUE D'EXPLOITER UN PARC ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté interpréfectoral du 20 juillet 2020, il est procédé du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020

inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : Nordex N117 - Hauteur maximale : 149,3 m - Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

Pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

- Sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;

- Sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'Amiens (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- Être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

- Être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie d'ÉQUANCOURT (80360), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;

- Être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mail. Elles seront accessibles sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) dans les meilleurs délais. Les observations, devant être publiées sans délai sur ce site Internet, seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

M. Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée. Il se tient à la disposition du public :

- À la mairie d'ÉQUANCOURT (80) : le jeudi 10 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures et le lundi 12 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures ;

- À la mairie de FINS (80) : le mercredi 16 septembre 2020 de 15 heures à 18 heures ;

- À la mairie d'HEUDICOURT (80) : le samedi 26 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures ;

- À la mairie de NEUVILLE-BOURJONVAL (62) : le lundi 5 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- Sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ainsi qu'à la préfecture de la Somme ;

- Sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>).

Des renseignements relatifs à cette procédure peuvent être demandés auprès de la préfète de la Somme, préfète coordonnatrice (service de la coordination des politiques interministérielles - bureau de l'environnement et de l'utilité publique, 51 rue de la République, CS 42001, 80020 AMIENS Cedex 9).

Des informations sur ce projet peuvent être obtenues auprès de la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, représentée par sa présidente, et dont le siège social est sis 23 rue d'Anjou - 75008 PARIS.

Le présent avis est consultable sur le site internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>. Il est également affiché aux portes des mairies concernées par les risques et inconvénients dont le projet peut être la source : ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80), NEUVILLE-BOURJONVAL (62), AIZECOURT-LE-BAS (80), ÉPEHY (80), ÉTRICOURT-MANANCOURT (80), GUYENCOURT-SAULCOURT (80), LIERAMONT (80), MESNIL-EN-ARROUAISE (80), MOISLAINS (80), NURLU (80), RONSSOY (80), SAILLY-SAILLISSEL (80), SORÉL (80), VILLERS-FAUCON (80), BARASTRE (62), BEAUMETZ-LÈS-CAMBRAI (62), BERTINCOURT (62), BUS (62), HAPLINCOURT (62), HAVRINCOURT (62), HERMIES (62), LEBUCQUIÈRE (62), LÉCHELLE (62), METZ-EN-COUTURE (62), ROCQUIGNY (62), RUYAULCOURT (62), TRESCAULT (62), VELU (62), YTRES (62), BANTEUX (59), GONNELIEU (59), GOUZEAUCOURT (59), HONNECOURT-SUR-ESCAUT (59), MARCOING (59), RIBECOURT-LA-TOUR (59), VILLERS-GUISLAIN (59), VILLERS-POUICH (59), LEMPIRE (02) et VENDHUILLE (02).

La décision de délivrer l'autorisation environnementale ou de refuser cette autorisation est prise par la préfète de la Somme et le préfet du Pas-de-Calais.

AMIENS, le 20 juillet 2020

Pour la préfète de la Somme,
préfète coordonnatrice et par délégation,
la cheffe de bureau Caroline LANTENOIS.

90185089

SUCCESSIONS VACANTES

Par décision du TJ d'Amiens en date du 09/03/2020, la Directrice Départementale des Finances Publiques de la Somme, 22 rue de l'Amiral Courbet, CS 12613 80026 AMIENS Cedex 1, a été nommée curatrice de la succession vacante de Mme TETU (Sylviane) décédée le 18/04/2016 à MONTDIDIER (80). Réf. 0808059938. Les créanciers

doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

90067204

Par décision du TJ d'Amiens en date du 09/03/2020, la Directrice Départementale des Finances Publiques de la Somme, 22 rue de l'Amiral Courbet, CS 12613 80026 AMIENS Cedex 1, a été nommée curatrice de la succes-

sion vacante de M. TAREL (Jacques) décédé le 25/10/2016 à SAINT VALERY SUR SOMME (80). Réf. 0808059994. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

90067212

Par décision du TJ d'Amiens en date du 19/02/2020 la Directrice Départementale des Finances Publiques de

la Somme, 22 rue de l'Amiral Courbet CS 12613 80026 AMIENS Cedex 1, a été nommée curatrice de la succession vacante de Mme PARANT (Danielle) décédée le 28/11/2009 à AMIENS (80) Réf. 0808060010. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

9006722

AVIS ADMINISTRATIFS



PREFECTURE DE LA SOMME
PREFECTURE DU PAS DE CALAIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
EN VUE D'EXPLOITER UN PARC ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE
DES COMMUNES

D'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté interpréfectoral du 20 juillet 2020, il est procédé du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : Nordex N117 - Hauteur maximale : 149,3 m - Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

Pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

- Sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;

- Sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'Amiens (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- Être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;

- Être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie d'ÉQUANCOURT (80360), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;

- Être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mé. Elles seront accessibles sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) dans les meilleurs délais. Les observations, devant être publiées sans délai sur ce site internet, seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

M. Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée. Il se tient à la disposition du public :

- À la mairie d'ÉQUANCOURT (80) : le jeudi 10 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures et le lundi 12 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures ;

- À la mairie de FINS (80) : le mercredi 16 septembre 2020 de 15 heures à 18 heures ;

- À la mairie d'HEUDICOURT (80) : le samedi 26 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures ;

- À la mairie de NEUVILLE-BOURJONVAL (62) : le lundi 5 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- Sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ainsi qu'à la préfecture de la Somme ;

- Sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>).

Des renseignements relatifs à cette procédure peuvent être demandés auprès de la préfète de la Somme, préfète coordonnatrice (service de la coordination des politiques interministérielles - bureau de l'environnement et de l'utilité publique, 51 rue de la République, CS 42001, 80020 AMIENS Cedex 9).

Des informations sur ce projet peuvent être obtenues auprès de la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, représentée par sa présidente, et dont le siège social est sis 23 rue d'Anjou - 75008 PARIS.

Le présent avis est consultable sur le site internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>. Il est également affiché aux portes des mairies concernées par les risques et inconvénients dont le projet peut être la source : ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80), NEUVILLE-BOURJONVAL (62), AIZECOURT-LE-BAS (80), EPEHY (80), ÉTRICOURT-MANANCOURT (80), GUYENCOURT-SAULCOURT (80), LIERAMONT (80), MESNIL-EN-ARROUZAISE (80), MOISLAINS (80), NURLU (80), RONSSOY (80), SAILLY-SAILLIS (80), SOREL (80), VILLERS-FAUCON (80), BARASTRE (62), BEAUMETZ-LÈS-CAMBRAI (62), BERTINCOURT (62), BUS (62), HAPLINCOURT (62), HAVRINCOURT (62), HERMIES (62), LEBUCQUIÈRE (62), LÉCHELLE (62), METZ-EN-COUTURE (62), ROCQUIGNY (62), RUYAULCOURT (62), TRESAULT (62), VELLU (62), YTRES (62), BANTEUX (59), GONNELIEU (59), GOUZEAUCOURT (59), MONNECOURT-SUR-ESCAUT (59), MARCONING (59), RIBECOURT-LA-TOUR (59), VILLERS-GUISLAIN (59), VILLERS-POUICH (59), LEMPIRE (62) et VENDHUILLE (62).

La décision de délivrer l'autorisation environnementale ou de refuser cette autorisation est prise par la préfète de la Somme et le préfet du Pas-de-Calais.

AMIENS, le 20 juillet 2020

Pour la préfète de la Somme,
préfète coordonnatrice et par délégation,
la cheffe de bureau
Signé : Caroline LANTENOIS.

90066561

Enquêtes publiques

**PREFETE DE LA SOMME
PREFET DU PAS-DE-CALAIS**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE EN VUE D'EXPLOITER
UN PARC EOLIEN SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'EQUANCOURT,
FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté interpréfectoral du 20 juillet 2020, il est procédé du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI, en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : Nordex N117 - Hauteur maximale : 149,3 m - Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

Pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

- sur support papier, dans les mairies d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'AMIENS (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'ABBEVILLE, PERONNE et MONTDIDIER aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie d'EQUANCOURT (80360), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;
- être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mail. Elles seront accessibles sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/>)

14983095.00

Enquêtes publiques et concertations

**PRÉFÈTE DE LA SOMME
PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
EN VUE D'EXPLOITER UN PARC EOLIEN
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80)
et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté interpréfectoral du 20 juillet 2020, il est procédé du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI, en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : Nordex N117 - Hauteur maximale : 149,3 m - Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

Pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

sur support papier, dans les mairies d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;

sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'Amiens (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Peronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie d'EQUANCOURT (80360), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition de public dans les meilleurs délais ;
- être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante :

Enquête publique n° E19000230 / 80

Rapport du commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

AVIS ADMINISTRATIFS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE EN VUE D'EXPLOITER UN PARC ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) ET NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté interpréfectoral du 20 juillet 2020, il est procédé du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : Nordex N117 - Hauteur maximale : 149,3 m - Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

Pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

- Sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- Sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'Amiens (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- Être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- Être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie d'ÉQUANCOURT (80360), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;
- Être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mail. Elles seront accessibles sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) dans les meilleurs délais. Les observations, devant être publiées sans délai sur ce site internet, seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

M. Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée. Il se tient à la disposition du public :

- À la mairie d'ÉQUANCOURT (80) : le jeudi 10 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures et le lundi 12 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures ;
- À la mairie de FINS (80) : le mercredi 16 septembre 2020 de 15 heures à 18 heures ;
- À la mairie d'HEUDICOURT (80) : le samedi 26 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures ;
- À la mairie de NEUVILLE-BOURJONVAL (62) : le lundi 5 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- Sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ainsi qu'à la préfecture de la Somme ;
- Sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>).

Des renseignements relatifs à cette procédure peuvent être demandés auprès de la préfète de la Somme, préfète coordonnatrice (service de la coordination des politiques interministérielles - bureau de l'environnement et de l'utilité publique, 51 rue de la République, CS 42001, 80020 AMIENS Cedex 9).

Des informations sur ce projet peuvent être obtenues auprès de la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, représentée par sa présidente, et dont le siège social est sis 23 rue d'Anjou - 75008 PARIS.

Le présent avis est consultable sur le site internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>. Il est également affiché aux portes des mairies concernées par les risques et inconvénients dont le projet peut être la source : ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80), NEUVILLE-BOURJONVAL (62), AIZECOURT-LE-BAS (80), ÉPEHY (80), ÉTRICOURT-MANANCOURT (80), GUYENCOURT-SAULCOURT (80), LIÉRAMONT (80), MESNIL-EN-ARROUAISE (80), MOISLAINS (80), NURLU (80), RONSSOY (80), SAILLY-SAILLIS (80), SOREL (80), VILLERS-FAUCON (80), BARASTRE (62), BEAUMETZ-LES-CAMBRAI (62), BERTINCOURT (62), BUS (62), HAPLINCOURT (62), HAVRINCOURT (62), HERMIES (62), LEBUCQUIÈRE (62), LÉCHELLE (62), METZ-EN-COUTURE (62), ROCQUIGNY (62), RUYAUCOURT (62), TRESCAULT (62), VÉLU (62), YTTRES (62), BANTEUX (59), GONNELIEU (59), GOUZEAUCOURT (59), HONNECOURT-SUR-ESCAUT (59), MARCOING (59), RIBECOURT-LA-TOUR (59), VILLERS-GUISLAIN (59), VILLERS-POULICH (59), LEMPIRE (02) et VENDHUILLE (02).

La décision de délivrer l'autorisation environnementale ou de refuser cette autorisation est prise par la préfète de la Somme et le préfet du Pas-de-Calais.

Amiens, le 20 juillet 2020

Pour la préfète de la Somme, préfète coordonnatrice et par délégation,
la cheffe de bureau : Caroline LANTENOIS.

AVIS ADMINISTRATIFS



PREFECTURE DE LA SOMME PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE EN VUE D'EXPLOITER UN PARC ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES

D'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) ET NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté interpréfectoral du 20 juillet 2020, il est procédé du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : Nordex N117 - Hauteur maximale : 149,3 m - Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

Pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

- Sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- Sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'Amiens (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- Être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- Être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie d'ÉQUANCOURT (80360), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;
- Être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mail. Elles seront accessibles sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) dans les meilleurs délais. Les observations, devant être publiées sans délai sur ce site internet, seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

M. Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée. Il se tient à la disposition du public :

- À la mairie d'ÉQUANCOURT (80) : le jeudi 10 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures et le lundi 12 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures ;
- À la mairie de FINS (80) : le mercredi 16 septembre 2020 de 15 heures à 18 heures ;
- À la mairie d'HEUDICOURT (80) : le samedi 26 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures ;
- À la mairie de NEUVILLE-BOURJONVAL (62) : le lundi 5 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- Sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ainsi qu'à la préfecture de la Somme ;
- Sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>).

Des renseignements relatifs à cette procédure peuvent être demandés auprès de la préfète de la Somme, préfète coordonnatrice (service de la coordination des politiques interministérielles - bureau de l'environnement et de l'utilité publique, 51 rue de la République, CS 42001, 80020 AMIENS Cedex 9).

Des informations sur ce projet peuvent être obtenues auprès de la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, représentée par sa présidente, et dont le siège social est sis 23 rue d'Anjou - 75008 PARIS.

Le présent avis est consultable sur le site internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>. Il est également affiché aux portes des mairies concernées par les risques et inconvénients dont le projet peut être la source : ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80), NEUVILLE-BOURJONVAL (62), AIZECOURT-LE-BAS (80), ÉPEHY (80), ÉTRICOURT-MANANCOURT (80), GUYENCOURT-SAULCOURT (80), LIÉRAMONT (80), MESNIL-EN-ARROUAISE (80), MOISLAINS (80), NURLU (80), RONSSOY (80), SAILLY-SAILLIS (80), SOREL (80), VILLERS-FAUCON (80), BARASTRE (62), BEAUMETZ-LES-CAMBRAI (62), BERTINCOURT (62), BUS (62), HAPLINCOURT (62), HAVRINCOURT (62), HERMIES (62), LEBUCQUIÈRE (62), LÉCHELLE (62), METZ-EN-COUTURE (62), ROCQUIGNY (62), RUYAUCOURT (62), TRESCAULT (62), VÉLU (62), YTTRES (62), BANTEUX (59), GONNELIEU (59), GOUZEAUCOURT (59), HONNECOURT-SUR-ESCAUT (59), MARCOING (59), RIBECOURT-LA-TOUR (59), VILLERS-GUISLAIN (59), VILLERS-POULICH (59), LEMPIRE (02) et VENDHUILLE (02).

La décision de délivrer l'autorisation environnementale ou de refuser cette autorisation est prise par la préfète de la Somme et le préfet du Pas-de-Calais.

AMIENS, le 20 juillet 2020

Pour la préfète de la Somme,
préfète coordonnatrice et par délégation,
la cheffe de bureau
Signé : Caroline LANTENOIS.

90066562

Enquêtes publiques

**PREFETE DE LA SOMME
PREFET DU PAS-DE-CALAIS**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE EN VUE D'EXPLOITER
UN PARC ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'ÉQUANCOURT,
FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté interpréfectoral du 29 juillet 2020, il est procédé du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS Parc Éolien Nordex XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : Nordex N117 - Hauteur maximale : 149,3 m - Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

Pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

- sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'énergie publique à la préfecture d'AMIENS (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'ABBEVILLE, PÉRONNE et MONTDIDIER aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;
- être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie d'ÉQUANCOURT (80360), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;
- être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : prel-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mail. Elles seront accessibles sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) dans les meilleurs délais. Les observations, devant être publiées sans délai sur ce site Internet, seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

M. Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée. Il se tient à la disposition du public :

- à la mairie d'ÉQUANCOURT (80) : le jeudi 10 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures et le lundi 12 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures ;
- à la mairie de FINS (80) : le mercredi 16 septembre 2020 de 15 heures à 18 heures ;
- à la mairie d'HEUDICOURT (80) : le samedi 26 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures ;
- à la mairie de NEUVILLE-BOURJONVAL (62) : le lundi 5 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- sur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ainsi qu'à la préfecture de la Somme ;
- sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>).

Des renseignements relatifs à cette enquête sont notamment à disposition auprès de la préfecture de la Somme.

Enquêtes publiques et concertations

PRÉFÈTE DE LA SOMME PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
EN VUE D'EXPLOITER UN PARC ÉOLIEN
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'ÉQUANCOURT (80), FINS, HEUDICOURT (80)
et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté inter-préfectoral du 28 juillet 2020, il est précisé du jeudi 10 septembre au lundi 12 octobre 2020 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS Parc Éolien Nordex XXXI, en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs (Type : filinex M117 - Hauteur maximale : 149,3 m - Puissance nominale : 3,6 MW) et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

Pendant cette période, un exemplaire de dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

leur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62), aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;

sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decision>) ou sur un point d'information mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'Arras (conservation du lundi au vendredi de 9 heures à 14 heures 45 et de 14 heures 15 à 18 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci.

Pendant cette même période, les observations et propositions du public pourront être formulées sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;

être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur ou maire d'ÉQUANCOURT (80290), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les mêmes délais ;

être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : pre-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mail. Elles seront accessibles sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decision>) dans les meilleurs délais. Les observations, devant être présentées sans délai sur ce site Internet, seront systématiquement accompagnées dès leur arrivée en préfecture.

M. Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête suivante. Il se tient à la disposition du public :

- à la mairie d'ÉQUANCOURT (80) : le jeudi 10 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures et le lundi 12 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures ;

- à la mairie de FINS (80) : le mercredi 16 septembre 2020 de 16 heures à 18 heures ;

- à la mairie d'HEUDICOURT (80) : le samedi 26 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures ;

- à la mairie de NEUVILLE-BOURJONVAL (62) : le lundi 5 octobre 2020 de 15 heures à 18 heures.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

leur support papier, dans les mairies d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62) ainsi qu'à la préfecture de la Somme ;

sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decision>).

Des renseignements relatifs à cette procédure peuvent être demandés auprès de la préfecture de la Somme, préfecture coordonnatrice (service de la coordination des politiques interministérielles - bureau de l'environnement et de l'utilité publique, 51 rue de la République, CS 42001, 80020 ARRAS CEDEX 9).

Des informations sur ce projet peuvent être obtenues auprès de la SAS Parc Éolien Nordex XXXI.

6. Flyer distribué dans les boîtes aux lettres

4. L'ENQUÊTE PUBLIQUE

À LA SUITE DU DÉPÔT DE LA DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE EN OCTOBRE 2018 DÉBUTE LA PROCÉDURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE POUR LA SECONDE PHASE DU PARC ÉOLIEN DU DOUCHE. CETTE PHASE ESSENTIELLE PERMET À LA POPULATION DE CONSULTER TOUTES LES PIÈCES DU DOSSIER, DE POSER DES QUESTIONS ET DE DONNER SON AVIS SUR LE PROJET AVANT LA FIN DE L'INSTRUCTION DU PROJET. POUR LE DOUCHE, ELLE DURERA UN MOIS, ENTRE LE JEUDI 10 SEPTEMBRE ET LE LUNDI 12 OCTOBRE 2020, ET PERMETTRA AU PRÉFET DE RENDRE SON AVIS.

COMMENT SE DÉROULE UNE ENQUÊTE PUBLIQUE ?

Un commissaire-enquêteur indépendant et neutre est désigné par le tribunal administratif pour mener l'enquête. Pendant l'enquête, les citoyens peuvent prendre connaissance du dossier, des travaux envisagés et formuler des observations.

Au terme de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur émet un avis favorable, favorable avec réserve, ou défavorable, au vu de l'ensemble des avis reçus.

Vous pourrez exprimer vos remarques directement dans le registre d'enquête ou sur papier libre. Vous pourrez aussi envoyer votre contribution par courrier postal à l'attention du commissaire enquêteur à la mairie d'Equancourt, siège de l'enquête publique.

QUI PARTICIPE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE ?

L'enquête publique est ouverte à tous les Français. L'information se fait dans un rayon réglementaire de 5 km autour du site d'implantation.

COMMENT PARTICIPER ?

L'enquête publique sur la seconde phase du parc éolien du Douiche se déroulera le jeudi 10 septembre et le lundi 12 octobre 2020.

Vous pourrez consulter le dossier sur le projet en mairie pendant les permanences du commissaire enquêteur ou lors des horaires d'ouverture de celles-ci.

Vous pourrez prendre connaissance de l'ensemble des documents comme l'étude d'impact et poser vos questions au commissaire enquêteur.

QUE SE PASSERA-T-IL APRÈS ?

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont consultatifs et ont pour seule fonction d'éclairer la prise de décision du Préfet dans les mois qui suivront.

Les permanences du commissaire-enquêteur :

- À la mairie d'Equancourt, le jeudi 10 septembre 2020 de 9h à 12h et le lundi 12 octobre de 15h à 18h
- À la mairie de Fins, le mercredi 16 septembre de 15h à 18h
- À la mairie d'Heudicourt, le samedi 26 septembre de 9h à 12h
- À la mairie de Neuville-Bourjonval, le lundi 5 octobre de 15h à 18h

Depuis le 1^{er} janvier 2017, il est également possible de participer aux enquêtes publiques par courrier électronique à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@sommes.gouv.fr (en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mail).

Pour plus d'informations

Vous pouvez contacter Louise ROBBE
par téléphone au 06 59 21 09 46
ou par mail : louise.robbe@massars.fr.

7. Procès verbal de synthèse des observations

Jean-Claude HELY
Commissaire-enquêteur

Demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien
comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des
communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et

NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES PENDANT L'ENQUÊTE

Document de 8 pages établi en application des dispositions de l'article R123-18 du Code de
l'Environnement et de l'article 10 de l'arrêté d'enquête.

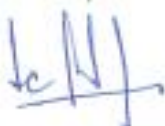
Remis le mercredi 14 octobre 2020 à Madame Lucie SERVEAU chef de projet NORDEX France,
représentant la SAS Parc Eolien Nordex XXXI

Madame,

Conformément à l'article R123-18 du Code de l'environnement et à l'article 10 de l'arrêté d'enquête, je
vous invite à me communiquer dans le délai de 15 jours votre mémoire en réponse aux observations
mentionnées sur le registre d'enquête, dans les courriers qui m'ont été adressés au siège de l'enquête
et dans les courriels et les mémoires reçus sur l'adresse dédiée de la préfecture de la Somme.

En plus de la copie numérique de la totalité des observations, vous trouverez ci-après une synthèse
de ces observations classées par thème.

Remis le 14 octobre 2020
Le commissaire-enquêteur



J.C. HELY

Reçu le 14 octobre 2020
Le maître d'ouvrage



L. SERVEAU

Bilan comptable des contributions

Nombre de personnes rencontrées pendant les permanences et nombre d'observations, pétitions et mémoires déposés.

Date	Maire	Nombre de personnes rencontrées	Observations					Total
			Ecrites	Notes ou courriers	Courriels	Mémoires	Pétitions	
10/09/2020	EQUANCOURT	5	1	2		2		5
16/09/2020	FINS	8	2	4				6
26/09/2020	HEUDICOURT	11	7	10				17
5/10/2020	NEUVILLE BOURJONVAL	6	2				1	3
12/10/2020	EQUANCOURT	7	1	43			2	11
	Site dédié Préfecture				34	2		36
TOTAL		37	13	59	34	4	3	113

Au 12 octobre 2020, on comptabilise 15 délibérations : 4 en faveur du projet et 11 défavorables.

Les thèmes abordés

Occurrence	Thème	Sous thèmes	Occurrence
83	SOCIÉTAL	Retombées économiques	45
		Concertation	15
		Emploi	15
		Dépréciation immobilière	8
57	PAYSAGE	Paysage	19
		Saturation - encerclement	32
		Lieux de mémoire et monuments historiques	3
		Photomontages	2
		Surplomb	1
47	SANTÉ	Distance aux habitations	11
		Etude de danger	3
		Bruit	14
		Balisage lumineux	3
		Infrasons	4
		Santé	9
		Effets stroboscopiques	3
32	TECHNIQUE	Réception télévisuelle et communications	6
		Efficacité de l'éolien	26
15	FONCIER	Canal Seine Nord Europe	7
		Démantèlement	7
		Consommation foncière	1
3	BIODIVERSITÉ	Biodiversité	3

SOCIÉTAL

1. Retombées économiques

- Espère que les compensations qui paraissent intéressantes seront bien effectives pendant toute la durée du parc.
- Les retombées financières sont loin d'être négligeables pour la commune et le CCAS propriétaire d'une parcelle concernée par l'extension.
- Il faut pouvoir utiliser les mesures compensatoires en fonction des besoins de la commune et au-delà de l'aspect renouvelable.
- Les retombées économiques financeront des projets dans les communes concernées.
- Retombées économiques pour la commune pour la réfection de l'église et des tableaux de Charles Henri Michel.
- Les retombées économiques financeront la création et l'aménagement d'un chemin de randonnée et l'enfouissement du réseau aérien.
- La filière éolienne est créatrice de valeur ajoutée.
- De nombreux projets d'investissement locaux dépendent des retombées financières (IFER) issues de l'exploitation de ce parc éolien.
- Ce qui permet d'adapter au mieux les bénéfices du projet pour le territoire.
- Permet de dynamiser les communes grâce aux différentes retombées économiques.
- Les projets éoliens permettent d'améliorer l'état des chemins agricoles.
- Ce n'est pas avec une salle des fêtes ou une canalisation propre qu'on empêche l'hémorragie de population.
- Les habitants des secteurs concernés ne voient pas les bénéfices apportés.
- À qui tout ça profite-t-il ? Aux maires ? Aux agriculteurs. Dans nos communes ce sont souvent les mêmes.
- Oui pour une amélioration du cadre de vie.
- Les retombées économiques vont permettre de financer le parc de jeux pour nos enfants.
- La sté Nordex a fait travailler les petits commerces avant, pendant et après le parc éolien Douiche 1.
- Les mesures compensatoires prévues confirment la réalité des inconvénients de l'éolien industriel.

2. Concertation

- Ce projet a été mené avec beaucoup de pédagogie.
- Lors des démarches et de la construction du parc Douiche 1, la société NORDEX a fait preuve d'un grand professionnalisme tant sur la phase administrative que technique.
- La concertation menée conjointement avec la société MAZARS a permis de mettre en avant les attentes de certains riverains et de répondre aux inquiétudes d'autres personnes.
- NORDEX a favorisé la concertation.
- Bonne concertation avec les habitants.
- Les habitants ont bien été informés et associés au projet depuis trois ans.
- Leurs avis ont été pris en compte pour faire évoluer le projet tout au long de la démarche.
- Il a été développé dans le respect du territoire, en concertation avec les élus municipaux, les habitants, et les propriétaires et agriculteurs.
- Le projet a été très bien mené en concertation avec les habitants.
- Pour avoir assisté à toutes les réunions d'information, je comprends la démarche de la commune d'accepter ce projet.
- Le simple citoyen n'a pas voix au chapitre (excepté les actions de conduite du changement opérées par le promoteur ou les enquêtes publiques).
- Je suis propriétaire exploitante de la parcelle ZK 1 sur la commune de FINS. Lors de la réalisation du champ éolien précédent, quelle ne fut pas ma stupeur de découvrir un beau jour une grue stationnée dans ma parcelle, avec les tas de terre de la tranchée creusée entre parcelle et chemin au milieu de mon champ ! Suite à ma réclamation,

J'ai appris que "prévenir tous les riverains des dégâts éventuels était trop compliqué et laborieux, on ne réagit que quand ça râle et on indemnise".

3. Emploi

- Les projets éolien sont créateur d'emploi.
- Elles font principalement travailler des entreprises étrangères.
- La filière éolienne est créatrice d'emplois locaux.
- C'est source d'emploi sur le territoire.

4. Dépréciation immobilière

- Votre bien ne se vendra que s'il est dévalué d'au moins 30%.
- Ma maison a vu sa valeur épuisée par un visuel industriel, avec les éoliennes.
- L'immobilier a perdu 30% sur METZ en COUTURE.
- Stop à la dévaluation des biens.
- Impact sur les valeurs immobilières.
- La baisse de valeur immobilière des maisons est une réalité !
- Qui voudra venir s'installer au pied d'une forêt d'éolienne ?

PAYSAGE

5. Paysage

- L'aspect visuel ne dérange pas.
- Ne reconnaît plus le paysage.
- La multiplication anarchique des éoliennes dans le secteur détruit le paysage.
- Les mûls sont éloignés et s'intègrent dans un lot existant.
- La présence des machines dans le paysage, si elle a pu choquer au départ, elle en fait maintenant partie entièrement.
- L'extension prévue s'intègre bien avec le parc déjà construit.
- Le paysage est suffisamment dégradé.
- Le paysage est déjà trop défiguré.
- Ce développement non maîtrisé dénature le paysage.
- J'ai pu constater que cette éolienne comme les autres étaient tout à fait intégrées au paysage local.
- Les éoliennes sont implantées de façon cohérente avec le parc existant du Douiche, ce qui facilite son insertion paysagère et environnementale.
- Opposition forte et toujours croissante de la population qui n'en peut plus de voir le paysage mité.
- L'éolien s'accompagne d'un cortège d'impacts environnementaux sur nos paysages.
- Ras le bol complet de notre région face à ces éoliennes qui détériorent notre paysage.
- Le projet Douiche 2 dans la continuité de Douiche 1 facilite son insertion paysagère et limite les impacts.
- Arrêter le saccage de notre beau pays.

6. Saturation – Encerclement

- Nous sommes encadrés de tous côtés.
- Saturation, trop c'est trop.
- Le nombre d'éoliennes dans le secteur commence à être un problème.
- Il y a beaucoup trop d'éoliennes ce qui engendre une pollution visuelle.
- Nous avons déjà largement participé aux objectifs du gouvernement.
- Nous avons déjà la vue sur 27 éoliennes de notre terrasse.
- Nous sommes saturés, nous n'en voulons plus.
- Visuellement nous sommes saturés de jour comme de nuit.
- Il y a quelques années, des responsables raisonnables avaient créé des ZDE afin d'éviter un développement anarchique d'implantation d'éoliennes, pourquoi est-on revenu là-dessus ?

- La Région Hauts-de-France a pris position contre le développement non maîtrisé de l'énergie éolienne.
- La saturation visuelle et l'anarchie des implantations ne peuvent qu'exacerber la colère de nos concitoyens.
- Le nombre d'éoliennes sur ce secteur défigure le paysage. Dévasté pour les 20 prochaines années.
- Opposition ferme à ce projet qui nuirait encore davantage à l'environnement des villages déjà fortement impactés par la présence de nombreuses éoliennes.
- Je m'oppose à ces nouvelles installations. Il y en a déjà assez.
- Le problème réel est le surdéveloppement autour de nos villages et habitations avec des surplombs énormes.
- Nos paysages sont saturés, nos villages sont encerclés.
- Je ne suis pas anti éolien et pourtant je ne peux pas comprendre que l'on veuille encore ajouter de nouvelles éoliennes là où il y en a déjà tant !
- Notre secteur est déjà fortement impacté, nos paysages sont saturés.
- En me plaçant aux limites des communes de Nurlu – Equancourt et Etrécourt Manancourt, j'arrive à voir plus de 130 machines.
- Que nous soyons dans notre salle à manger, salon, cuisine ou chambre et que nous regardons par la fenêtre, à notre vue, que des éoliennes.
- Envahissement et encerclement avec 64 éoliennes dans un rayon de 7 km autour du village.
- Il est plus que temps d'exiger un arrêt de l'invasion massive de ces machines.
- Nous sommes encerclés, étouffés !

7. Lieux de mémoire et monuments historiques

- Refuse toute éolienne sur notre territoire communal compte-tenu de la présence du Mémorial Indien. Le drapeau indien ne saurait être surplombé à l'horizon par les pales de ces générateurs encombrants qui viendraient jouster nos limites communales (2 éoliennes prévues au Nord-ouest d'Heudicourt).
- Aucune fouille archéologique n'est effectuée alors que le projet est placé sur la ligne de front d'Hindenburg.
- L'église Notre Dame de Rocquigny dans le Pas de Calais est située à 6 km des éoliennes E1, E2, E3 et E24 et E5. Cette église est classée aux Monuments historiques depuis le 7 septembre 2001 mais n'est pas référencé dans le dossier de l'impact Monument Classé.

8. Photomontages

- Prendre des photos devant des buissons ou des talus en sortie de village et prétendre que l'impact visuel sera faible.
- L'étude paysagère ne montre pas l'état initial du paysage, elle fait abstraction de la présence des éoliennes déjà installées ce qui fausse l'appréciation du public et des services instructeur.

9. Surplomb

- Les effets de surplombs sont très importants car les porteurs de projet élaborent les implantations au plus haut des reliefs.

SANTE

10. Distance aux habitations

- Les éoliennes sont trop proches des maisons et des routes.
- Les machines sont de plus en plus proches des habitations.
- Les grandes plaines et la faible densité d'urbanisation permettent de respecter des distances correctes entre les éoliennes et les habitations.

- Les parcs voisins sont trop près des routes et des maisons.
- Il serait dommage que ce projet paye pour les erreurs des autres.
- Certaines implantations sont trop près des maisons et des routes, je comprends les nuisances subies par le voisinage.

11. Etude de danger

- Craint un effet domino en cas de destruction partielle ou totale d'une éolienne liée aux risques sismiques, foudre ou cavité souterraine.
- Risque de percement de conduite de l'oléoduc lors des travaux de raccordement.

12. Bruit

- L'étude acoustique ne tient pas compte du parc voisin « Le Maisseil »
- L'étude acoustique doit être refaite, elle se base sur des estimations alors que nombre de parcs ont été construits en 2019 et avant.
- Habitant sur la frange Nord du village, je suis de ceux qui résident au plus près du parc Douiche 1, je peux affirmer ne ressentir aucune gêne.
- Les nuisances sonores sont nulles et nettement inférieures au bruit de circulation.
- Ce développement non maîtrisé entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains.
- L'Académie de Médecine recommande depuis 2006, une distance de plus de 1500m entre les éoliennes et les habitations afin de réduire la nocivité du bruit éolien.
- Les aérogénérateurs apportent nuisances (bruit, effets stroboscopiques) qui perturbent notre bien être quotidien avec des risques sur notre santé.
- On ne peut profiter du jardin en toute tranquillité sans entendre le ronronnement régulier et anodin.
- Le bruit augmente fortement en cas de pluie ou brouillard combiné à des vents faibles. N'importe quel habitant de notre village pourra le confirmer.

13. Balisage lumineux

- Le balisage lumineux est insupportable.
- La nuit avec des points lumineux c'est insupportable et le tout visible à des kilomètres aux alentours.
- Cette ambiance "boite de nuit" avec des mâts clignotant a tué le calme nocturne des animaux et des hommes.

14. Infrasons

- Mise en cause des études de l'ANSES sur les infrasons.
- Il est prouvé par les scientifiques et acousticiens que les éoliennes provoquent des infrasons jusqu'à 10 km de distance qui déstabilisent l'oreille interne et provoquent des vertiges, nausées et graves maux de tête.
- Si les éoliennes provoquent des effets néfastes sur les vaches et les chauves souris, y aurait-il aussi des effets secondaires sur la santé humaine.
- On sait aussi que ce type d'éoliennes industrielles génère des basses fréquences et des infrasons pernicieux.

15. Santé

- Les projets éoliens continuent d'émerger malgré les soucis de santé sur les animaux d'élevage et les enfants.
- Les éoliennes à ce niveau de développement deviennent incompatibles avec la ruralité mais aussi avec la santé des riverains.
- Nuisances sonores, visuelles, et sur la santé.
- Notre petit fils, diagnostiqué autiste asperger avec une hyperacousie, que le bruit gêne énormément au point de ne plus vouloir sortir et de dire qu'il ne pourrait plus venir chez nous !
- Bon nombre de rapports, plus sérieux les uns que les autres nous démontre les effets néfastes des éoliennes industrielles géantes sur la santé humaine et animale.

- Risque de pollution des nappes phréatiques des captages AEP sur les communes d'Equancourt et Neuville Bourjonval. L'étude danger page 26 fait l'impasse sur les captages AEP

16. Effets stroboscopiques

- Effets stroboscopiques déstabilisants sur les routes.
- Les aérogénérateurs apportent des effets stroboscopiques qui perturbent notre bien être quotidien avec des risques sur notre santé.

TECHNIQUE

17. Réception télévisuelle et communications

- Plusieurs faisceaux de communication seront impactés par ce projet.
- Après l'implantation de Douche 1, les souds de réception télé ont été réglés rapidement.
- Etudier et réaliser l'installation d'un amplificateur TNT avec les autres promoteurs éolien. Cette demande a déjà été formulée lors des différentes enquêtes publiques sur l'éolien.

18. Efficacité de l'éolien

- Avec les extensions, les parcs se retrouvent les uns près des autres. Qu'en est-il des effets de turbulences, d'usures des éoliennes et des effets de sillage ?
- Participe à l'indépendance énergétique.
- Il faut augmenter les énergies renouvelables pour diminuer les gaz à effet de serre.
- Quand à la rentabilité de ces engins, leur production étant aléatoire jamais elles ne remplaceront le nucléaire.
- Je suis pour l'éolien car il participe à l'équilibre du système électrique national et contribue à la réduction des gaz à effet de serre.
- L'éolien est une énergie propre et renouvelable qui contribue à la lutte contre le réchauffement climatique.
- Le projet contribue à atteindre les objectifs de développement d'énergie renouvelable.
- L'éolien n'est pas une solution d'avenir et ne remplacera malheureusement pas nos stations nucléaires.
- Participe à la diversité des énergies.
- Alors que d'autres pays reviennent en arrière on continue ici d'en construire.
- L'éolien est une énergie propre et renouvelable.
- L'éolien est une solution d'avenir qui permet de varier les modes de production d'électricité.
- Quel bilan carbone et énergétique pour les éoliennes ? construction, béton, transport (parfois depuis la Chine) avec un rendement de 30 %
- Arrêter cette "gabegie" au plus vite !!! Coût exorbitant des installations pour un rendement totalement médiocre. 8000 éoliennes pour, à peine, 5% de la production totale nationale, c'est une ineptie incommensurable.
- Nous devons poursuivre l'expansion de l'éolien en France afin de réduire l'impact sur l'environnement des autres énergies non renouvelables néfastes.
- Le 21 août 2020, un transformateur du poste de Roisel est monté en température et s'est mis en sécurité suite à une production importante d'énergie éolienne.

FONCIER

19. Canal Seine Nord Europe

- A-t-on pensé au Canal Seine Nord ?
- Projet développé avant 2017 qui ne remet pas en cause l'aménagement foncier du Canal Seine Nord Europe.
- Avec des éoliennes supplémentaires, le canal à grand gabarit risque d'être compromis quant au tracé défini.

- Etant président de l'AFR et impliqué dans le projet de remembrement lié au CSNE, le projet de nouveau parcellaire ne pourra pas être modifié à chaque fois qu'un promoteur voudra implanter de nouvelles machines.
- Un remembrement est prévu suite au projet du CSNE. L'avez-vous pris en compte ?
- Je me demande s'il est opportun de faire cette enquête publique, cela va à l'encontre de la demande de la CIIAF qui souhaite de ne pas contractualiser de bail emphytéotique tant que le remembrement du CSNE n'est pas terminé.
- Les propriétaires susceptibles de recevoir des éoliennes ne retrouveront pas forcément l'emplacement prévu qui aura changé de mains.
- Le projet interfère avec l'aménagement foncier du Canal Seine Nord Europe.

20. Démentèlement

- Les mètres cubes de béton qui remplacent la terre et qui sont coulés pour ces engins, les routes et plateforme d'entretien ! On sacrifie des terres qui ne seront jamais récupérables.
- Beau cadeau pour les contribuables qui devront payer les démantèlements et pour les générations futures qui voient des terres sacrifiées à vie.
- Nos enfants vont devoir payer pour démanteler les idioties de leurs aînés.
- Nécessite beaucoup de béton pour le socle ainsi que de l'acier, de la composite donc du sable, des résines et fibre de verre.
- Terres qui pourraient devenir des friches industrielles après l'exploitation du parc éolien vu que le démantèlement ne concerne que le premier mètre bétonné.
- Le démantèlement sera-t-il vraiment effectué ? Y aura-t-il un suivi ?
- Des monstres d'acier et de fibre de verre qu'on enterrera à la fin de leur vie car on ne recycle pas les pales.

21. Consommation foncière

- Notre terre cultivable se réduit comme peau de chagrin.

BIODIVERSITE

22. Biodiversité

- En tant que chasseur adhérent à la société de chasse communale, nous n'avons remarqué aucune modification des habitudes du gibier présent dans la zone éolienne. Aucun gibier mort n'a été trouvé sous une éolienne.
- Un désastre écologique.
- L'éolien s'accompagne d'un cortège d'impacts environnementaux sur nos paysages, le bruit, l'impact sur les oiseaux et chauve souris.
- Une étude devait être effectuée pour mesurer l'impact des éoliennes sur l'avifaune.

8. Mémoire en réponse aux observations

Dossier de réponse à l'enquête publique

Concernant la demande d'autorisation environnementale pour le projet d'extension du Parc Eolien du Douiche (Communes de Heudicourt, Fins, Equancourt et Neuville-Bourjonval)



Chef de projet : Lucie SERVEAU
lserveau@nordex-online.com

27 octobre 2020

PREAMBULE

La société **Parc Eolien Nordex XXXI SAS** a déposé en octobre 2018 en préfecture de la Somme une demande d'Autorisation Environnementale afin de construire et d'exploiter un parc éolien sur les communes d'Equancourt, Heudicourt, Fins (80) et Neuville-Bourjonval (62), composé de 9 éoliennes, ainsi que 4 postes de livraison électrique.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, l'enquête publique s'est déroulée du 10 septembre 2020 au 12 octobre 2020. Cinq permanences ont été assurées par le Commissaire Enquêteur, Monsieur Jean-Claude HELY, dans les mairies de :

Equancourt	Fins	Heudicourt	Neuville-Bourjonval
Judi 10 septembre de 9h à 12h Lundi 12 octobre de 15h à 18h	Mercredi 16 septembre de 15h à 18h	Samedi 26 septembre de 9h à 12h	Lundi 5 octobre de 15h à 18h

Ce dossier a pour but d'apporter les réponses aux observations et demandes de précisions, dont le procès-verbal de synthèse a été transmis par le Commissaire Enquêteur, le mercredi 14 octobre 2020, au centre de maintenance Nordex de Villers-Bocage, en application de l'article R123-18 du code de l'environnement.

Pour cette enquête, nous comptabilisons au total **113 contributions**, dont 34 courriers électroniques, 13 observations écrites dans les registres, 59 courriers ou notes, 4 mémoires et 3 pétitions.

- Parmi les 34 courriers électroniques rédigés par 28 personnes différentes (certaines personnes ont envoyé plusieurs courriers électroniques) :
→ 60,7 % des personnes sont défavorables et 39,3% sont favorables au projet.
- Parmi les 76 documents papier (courriers, mémoires et observations écrites) rédigés par 79 personnes différentes (certaines observations ont été déposées par des couples qui sont comptés comme 2 personnes différentes et d'autres personnes ont déposées plusieurs documents et ne sont donc comptées qu'une fois) :
→ 31,6% des personnes sont défavorables et 68,4% sont favorables au projet.
- Les pétitions sont toutes en défaveur du projet, on compte 432 signatures sur internet et 583 signatures papier (sans avoir vérifié si certaines personnes avaient signées plusieurs fois ou non).
- Au total, parmi les 110 contributions (toutes sauf les pétitions) rédigées par 106 personnes différentes :
→ 38,7% des personnes sont défavorables et 61,3% sont favorables au projet.

Ce taux d'avis favorables est rarement atteint ; en effet, il est coutume que seules les personnes opposées au projet se déplacent dans ce genre d'enquête.

Enfin, le nombre d'observations et de courriers est relativement élevé, ce qui illustre une mobilisation significative, due notamment à la mise-en-place d'une concertation conséquente autour de ce projet. Ce taux de participation reste à relativiser cependant. En effet, il y a environ 1258 habitants rien que dans les quatre communes d'implantation, ce qui signifie que moins d'un habitant sur dix de ces

communes a donné son avis. Et par ailleurs, plus de 20 000 habitants étaient concernés par le périmètre d'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a judicieusement répertorié les observations relevées dans le procès-verbal en six grands chapitres et vingt-deux sous-chapitres. Nous avons repris l'ensemble de ces thèmes et répondu à toutes les demandes dans le présent mémoire en réponse.

Table des matières

PREAMBULE	3
SOCIÉTAL	6
1. Retombées économiques	6
2. Concertation	7
3. Emploi	8
4. Dépréciation immobilière	9
PAYSAGE	12
5. Paysage	12
6. Saturation – Encerclement	13
7. Lieux de mémoire et monuments historiques	15
8. Photomontages	16
9. Surplomb	17
SANTÉ	19
10. Distance aux habitations	19
11. Etude de danger	20
12. Bruit	21
13. Balisage lumineux	22
14. Infrasons	23
15. Santé	24
16. Effets stroboscopiques	26
TECHNIQUE	27
17. Réception télévisuelle et communications	27
18. Efficacité de l'éolien	28
FONCIER	33
19. Canal Seine Nord Europe	33
20. Démantèlement	34
21. Consommation foncière	36
BIODIVERSITÉ	38
22. Biodiversité	38
CONCLUSION	39
ANNEXE 1 : Mail de l'agence Couasnon au sujet du mémorial indien	40
ANNEXE 2 : Photomontage n°42 du volet paysager	41
ANNEXE 3 : Courrier de la société TRAPIL	42
ANNEXE 4 : Préambule relatif à l'élaboration de l'avis de la MRAe	43
ANNEXE 5 : Echanges de mail avec la CIAF	44
ANNEXE 6 : Demande d'avis conforme de la CIAF	47

SOCIÉTAL

1. Retombées économiques

Contributions sur ce thème :

- *Espère que les compensations qui paraissent intéressantes seront bien effectives pendant toute la durée du parc.*
- *Les retombées financières sont loin d'être négligeables pour la commune et le CCAS propriétaire d'une parcelle concernée par l'extension.*
- *Il faut pouvoir utiliser les mesures compensatoires en fonction des besoins de la commune et au-delà de l'aspect renouvelable.*
- *Les retombées économiques financeront des projets dans les communes concernées.*
- *Retombées économiques pour la commune pour la réfection de l'église et des tableaux de Charles Henri Michel.*
- *Les retombées économiques financeront la création et l'aménagement d'un chemin de randonnée et l'enfouissement du réseau aérien.*
- *La filière éolienne est créatrice de valeur ajoutée.*
- *De nombreux projets d'investissement locaux dépendent des retombées financières (IFER) issues de l'exploitation de ce parc éolien.*
- *Ce qui permet d'adapter au mieux les bénéfices du projet pour le territoire.*
- *Permet de dynamiser les communes grâce aux différentes retombées économiques.*
- *Les projets éoliens permettent d'améliorer l'état des chemins agricoles.*
- *Ce n'est pas avec une salle des fêtes ou une canalisation propre qu'on empêchera l'hémorragie de population.*
- *Les habitants des secteurs concernés ne voient pas les bénéfices apportés.*
- *À qui tout ça profite-t-il ? Aux maires ? Aux agriculteurs. Dans nos communes ce sont souvent les mêmes.*
- *Oui pour une amélioration du cadre de vie.*
- *Les retombées économiques vont permettre de financer le parc de jeux pour nos enfants.*
- *La sté Nordex a fait travailler les petits commerces avant, pendant et après le parc éolien Douiche 1*
- *Les mesures compensatoires prévues confirment la réalité des inconvénients de l'éolien industriel.*

La grande majorité des avis exprimés sur le sujet des retombées économiques sont positifs. Ces observations n'appellent pas particulièrement de réponse de notre part. Nous rappelons tout de même, afin de répondre à certaines de ces contributions, que les retombées financières d'un projet sont de diverses natures :

- **Création d'activité** : la phase de construction du parc va nécessiter une main d'œuvre importante sur site. Le territoire va être dynamisé par les professionnels de l'éolien et du bâtiment pendant près d'un an, soit la durée de la phase de construction du parc. Pendant toute cette phase, les entreprises locales sont consultées pour les différents lots techniques du chantier (terrassement, transport, mise à disposition des infrastructures de chantier, hébergement des ouvriers, levage, montage sur site, câblage, sécurité et gardiennage, aménagement paysager, etc.). Des techniciens locaux seront recrutés pour assurer la maintenance des éoliennes pendant toute la durée de vie du parc. Ceux-ci doivent se

trouver à moins d'une heure de route du parc (le centre de maintenance de Nordex le plus proche se situe à Péronne). C'est donc deux emplois directs et non délocalisables qui seront créés spécialement pour la maintenance de l'extension du parc éolien du Douiche. Des retombées économiques non négligeables dans les secteurs de la restauration et de l'hébergement sont aussi à prévoir.

- Rénovation des chemins : comme cela est mentionné dans une des contributions, cela permet d'améliorer l'état des chemins agricoles, et par ailleurs, dans le cas de ce projet, de prévoir l'aménagement d'un sentier de randonnée.

- Amélioration des finances pour les collectivités : l'ensemble des habitants pourra bénéficier des retombées versées aux communes et communautés de communes qui leur permettront d'investir dans le territoire de manière durable. Cet argent peut être utilisé pour rénover des monuments publics, pour réaménager certaines rues ou places, pour aider à financer des projets communaux, ou encore pour faciliter la mise en place de nouveaux services publics. Un territoire dynamique contribue aussi à attirer de nouveaux habitants. Par ailleurs, dans le cas présent, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'Heudicourt possède une parcelle sur laquelle sont implantés une éolienne et un poste de livraison, cela leur apporterait ainsi un revenu annuel supplémentaire durant toute la durée de vie du parc.

- Mise en place de mesures de compensation : de nombreuses mesures de compensation ont été définies en concertation avec les habitants et les élus, ces mesures figurent dans l'étude d'impact du dossier qui a été déposé auprès de la préfecture. Cela engage le porteur de projet à les mettre en place et à veiller à leur maintien pendant toute la durée de vie du parc.

2. Concertation

Contributions sur ce thème :

- Ce projet a été mené avec beaucoup de pédagogie.
- Lors des démarches et de la construction du parc Douiche 1, la société NORDEX a fait preuve d'un grand professionnalisme tant sur la phase administrative que technique.
- La concertation menée conjointement avec la société MAZARS a permis de mettre en avant les attentes de certains riverains et de répondre aux inquiétudes d'autres personnes.
- NORDEX a favorisé la concertation.
- Bonne concertation avec les habitants.
- Les habitants ont bien été informés et associés au projet depuis trois ans.
- Leurs avis ont été pris en compte pour faire évoluer le projet tout au long de la démarche.
- Il a été développé dans le respect du territoire, en concertation avec les élus municipaux, les habitants, et les propriétaires et agriculteurs
- Le projet a été très bien mené en concertation avec les habitants.
- Pour avoir assisté à toutes les réunions d'information, je comprends la démarche de la commune d'accepter ce projet.
- Le simple citoyen n'a pas voix au chapitre (excepté les actions de conduite du changement opérée par le promoteur ou les enquêtes publiques)
- Je suis propriétaire exploitante de la parcelle ZK 1 sur la commune de FINS. Lors de la réalisation du champ éolien précédent, quelle ne fut pas ma stupeur de découvrir un beau jour une grue stationnée

dans ma parcelle, avec les tas de terre de la tranchée creusée entre parcelle et chemin au milieu de mon champ! Suite à ma réclamation, j'ai appris que "prévenir tous les riverains des dégâts éventuels était trop compliqué et laborieux, on ne réagit que quand ça râle et on indemnise".

Depuis le lancement de ce projet en 2017, Nordex a mis un point d'honneur à impliquer les habitants dans la construction de celui-ci. Nous sommes satisfaits aujourd'hui de voir que ces efforts ont été remarqués et soulignés comme en témoignent de nombreuses observations : « Nordex a favorisé la concertation », « ce projet a été mené avec beaucoup de pédagogie » ou encore « pour avoir assisté à toutes les réunions d'information, je comprends la démarche de la commune d'accepter ce projet ».

Pour ce qui est de l'incident survenu dans le cadre du parc du Douiche 1 concernant la parcelle ZK1 de Fins, ceci est regrettable. Nous tenons toutefois à préciser que cela a eu lieu dans le cadre du raccordement des éoliennes au poste source : ces travaux ne sont pas réalisés par Nordex, ni par une entreprise sous-traitante de Nordex, mais par le gestionnaire du réseau électrique.

3. Emploi

Contributions sur ce thème :

- Les projets éoliens sont créateurs d'emploi.
- Elles font principalement travailler des entreprises étrangères.
- La filière éolienne est créatrice d'emplois locaux.
- C'est source d'emploi sur le territoire.

Nous rappelons ici quelques faits et chiffres généraux sur l'éolien et la création d'emploi, pour appuyer certaines des contributions favorables mentionnées ci-dessus.

L'observatoire de l'éolien fait un état des lieux du développement de la filière éolienne en terme d'emploi, de marché et de perspectives d'avenir. Cette étude est mise à jour chaque année par BearingPoint, à la demande de France Energie Eolienne depuis 2014. Elle vise à mesurer les contributions de la filière à la création d'emplois et au développement industriel en France. La filière éolienne française, c'est 900 entreprises et 20 200 emplois directs ou indirects en France en 2019, soit une augmentation de 11% par rapport à 2018, et de plus de 25% depuis 2016. C'est ainsi près de 4 emplois créés chaque jour depuis 2016. De plus, les objectifs nationaux en matière d'énergie d'origine éolienne fixés pour 2023 ne sont atteints qu'à 73%. La création d'emploi et le dynamisme économique engendrés par l'éolien français devrait donc continuer de croître.¹

Concernant la contribution suivante « elles font principalement travailler des entreprises étrangères », l'éolien crée aussi en effet du travail à l'étranger et il est vrai que pour l'instant, les usines de production des éoliennes ne se situent pas sur le territoire français. C'est un constat qui ne remet pas en cause les éléments vus ci-dessus au sujet du nombre d'emplois créés en France.

¹ <https://fee.asso.fr/pub/observatoire-de-leolien-2020/>

4. Dépréciation immobilière

Contributions sur ce thème :

- *Votre bien ne se vendra que s'il est dévalué d'au moins 30%.*
- *Ma maison a vu sa valeur amputé par un visuel industriel, avec les éoliennes.*
- *L'immobilier a perdu 30% sur METZ en COUTURE.*
- *Stop à la dévaluation des biens.*
- *Impact sur les valeurs immobilières.*
- *La baisse de valeur immobilière des maisons est une réalité !*
- *Qui voudra venir s'installer au pied d'une forêt d'éolienne ?*

Certains riverains sont inquiets quant à l'impact du projet sur leur bien immobilier. Certains évoquent une dévaluation « d'au moins 30% » et d'autres se demandent qui « voudra venir s'installer au pied d'une forêt d'éoliennes ? ».

Ces propos sont à nuancer fortement, puisque la valeur d'un bien immobilier dépend de nombreux facteurs, constitués à la fois d'éléments objectifs (localisation, surface habitable, nombre de chambres, isolation ou encore type de chauffage) et subjectifs (beauté du paysage, coup de cœur, impression personnelle). L'implantation d'un parc éolien n'a aucun impact sur les critères objectifs cités ci-dessus, mais peut jouer aussi bien de manière positive que négative sur les éléments subjectifs. Certains considèrent d'ailleurs la présence d'un parc éolien comme un critère non déterminant comme en témoigne l'observation suivante « l'aspect visuel ne dérange pas ».

Différentes études immobilières ont d'ailleurs démontré que les fluctuations sur le prix de l'immobilier étaient avant tout expliquées par les tendances nationales ainsi que par différents critères liés à l'attractivité de la commune (infrastructures, services ou éloignement par rapport aux grandes villes), plutôt que par la présence d'éoliennes ou non. Des statistiques de France Energie Eolienne illustrent d'ailleurs parfaitement cette notion de subjectivité puisque :

- « 80 % des riverains vivant à proximité d'un parc éolien en ont une image positive. »
- « 73 % des citoyens français indiquent avoir une image positive de l'éolien. »²

De plus, un parc éolien peut, au contraire, dynamiser fortement le territoire sur lequel il s'implante. En effet, beaucoup de communes en France concernées par des projets éoliens voient leur population augmenter. La commune de Saint-Georges-sur-Arnon (36) illustre ce propos. Elle a vu 19 éoliennes s'implanter sur son territoire en 2009 et le maire affirme qu'aucune baisse de prix de l'immobilier n'a été constatée : « Aujourd'hui, je vois le bénéfice réel que ce projet a entraîné pour ma commune et je peux vous dire fermement que l'éolien a eu un impact sur ma commune, mais un impact positif ! De 310 habitants en 1996 nous étions au dernier recensement 638. Nous avons donc connu depuis une augmentation démographique importante ! »³

Enfin, en mai 2010, l'association Climat Energie Environnement a réalisé une étude dans l'ancienne région Nord-Pas-de-Calais portant sur l'impact potentiel des éoliennes sur la valeur de l'immobilier. La

² <https://fee.asso.fr/pub/les-franc%CC%A7ais-et-lenergie-eolienne-son-dage-et-enquete-2018/>

³ <https://fee.asso.fr/actu/leolien-a-saint-georges-sur-arnon-un-projet-de-territoire-qui-rassemble-depuis-10-ans/>

valeur immobilière et foncière de terrains et propriétés dans un rayon de 10 km autour de 5 parcs a été évaluée. Cela représentait environ 240 communes étudiées.

Les cinq zones entourant les cinq parcs ont fait l'objet de relevés quantitatifs, tels que :

- le nombre de permis de construire demandés et accordés en mairie par année et par commune (statistiques SITADEL – DRE Nord-Pas-de-Calais)
- le nombre de transactions (maisons, appartements et terrains vendus par année) (statistiques de la base de données PERVAL des Notaires de France)
- la période étudiée couvre les années 1998 à 2007.

Les résultats de cette étude montrent que les communes proches des éoliennes n'ont pas connu de baisse apparente de demande de permis de construire en raison de la présence visuelle des éoliennes.

Il s'avère aussi que, sur les territoires concernés par l'implantation des éoliennes « Haute-Lys » et « Fruges », il a été constaté une augmentation du volume de transactions de terrains à bâtir (sans baisse significative de la valeur du m²) et du nombre de logements autorisés (illustré figure 1). Ceci peut s'expliquer par le fait que les élus semblent avoir tiré profit de retombées économiques pour mettre en œuvre des services collectifs attractifs aux résidents actuels et futurs.

Manifestement, il n'est pas observé de « départ » des résidents propriétaires (augmentation des transactions) associé à une baisse de la valeur provoquée soit par une transaction précipitée, soit par l'influence de nouveaux acquéreurs prétextant des arguments de dépréciation.

Au final, cette étude montre donc que, dans les secteurs très concernés par l'éolien (notamment Fruges qui accueille 70 éoliennes), aucun impact sur les biens immobiliers n'a pu être constaté. Une extension du parc existant (27 éoliennes supplémentaires) est d'ailleurs actuellement accordée dans la communauté de communes de Fruges, avec un soutien toujours prononcé des élus locaux.

L'étude dans le département du Pas-de-Calais montre que l'immobilier reprend le cours du marché lorsque le parc est en fonctionnement.

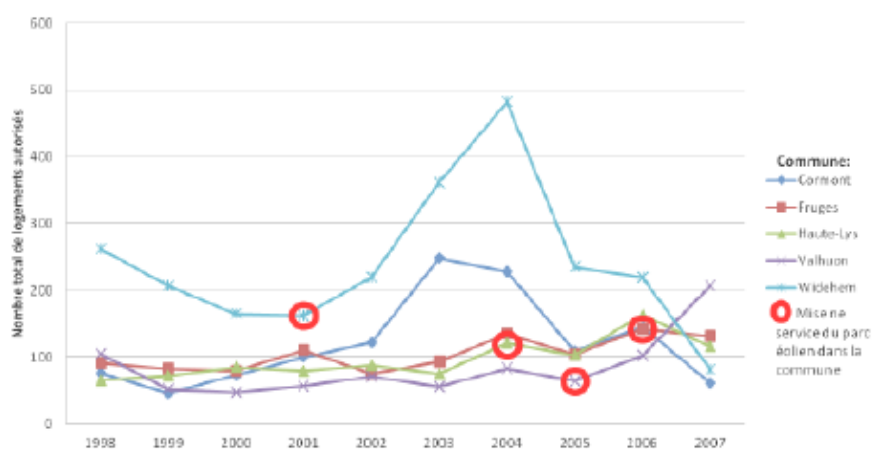


Figure 1 : Autorisation de logements (0 à 5 km autour d'un parc éolien dans le département du Pas-De-Calais)

Remarques : les mises en service des parcs éoliens concernant les communes de Cormont et de Fruges ont toutes deux eu lieu au cours de l'année 2006, les deux ronds rouges sont superposés pour ces deux communes, c'est ce pourquoi, il y a 5 courbes et seulement 4 ronds rouges apparents.⁴

⁴ https://www.oise.gouv.fr/content/download/11560/73937/file/Annexe_25.pdf

PAYSAGE

5. Paysage

Contributions sur ce thème :

- *L'aspect visuel ne dérange pas.*
- *Ne reconnaît plus le paysage.*
- *La multiplication anarchique des éoliennes dans le secteur détruit le paysage.*
- *Les mats sont éloignés et s'intègrent dans un lot existant.*
- *La présence des machines dans le paysage, si elle a pu choquer au départ, elle en fait maintenant partie entièrement.*
- *L'extension prévue s'intègre bien avec le parc déjà construit.*
- *Le paysage est suffisamment dégradé.*
- *Le paysage est déjà trop défiguré.*
- *Ce développement non maîtrisé dénature le paysage.*
- *J'ai pu constater que cette éolienne comme les autres étaient tout à fait intégrées au paysage local.*
- *Les éoliennes sont implantées de façon cohérente avec le parc existant du Douiche, ce qui facilite son insertion paysagère et environnementale.*
- *Opposition forte et toujours croissante de la population qui n'en peut plus de voir le paysage mité.*
- *L'éolien s'accompagne d'un cortège d'impacts environnementaux sur nos paysages.*
- *Ras le bol complet de notre région face à ces éoliennes qui détériorent notre paysage.*
- *Le projet Douiche 2 dans la continuité de Douiche 1 facilite son insertion paysagère et limite les impacts.*
- *Arrêter le saccage de notre beau pays.*

Le procès-verbal fait part de nombreuses observations écrites concernant l'évolution du paysage, depuis l'installation des parcs éoliens alentours. Ce sujet est délicat puisque l'impact paysager d'un parc éolien n'est pas objectif mais résulte bien d'un jugement subjectif, comme à chaque fois qu'il est question d'esthétique. C'est d'ailleurs ce qui transparaît dans les observations qui ont pu être déposées lors de cette enquête puisque : plusieurs personnes s'accordent à dire que les éoliennes font désormais partie du paysage et qu'elles ne dérangent pas, tandis que d'autres trouvent que leur arrivée dénature le paysage.

Les éléments de réponse objectifs que nous pouvons apporter sont les suivants :

Tout d'abord, l'intégration paysagère du projet d'extension du parc éolien du Douiche est grandement facilitée du fait que les éoliennes viennent s'installer dans le prolongement des deux lignes parallèles du parc éolien du Douiche déjà construit, et ceci d'autant plus que le modèle d'éolienne envisagé est strictement identique au modèle des éoliennes déjà construites. Cela diminue véritablement l'impact paysager, ce qui a d'ailleurs été relevé dans certaines observations « les éoliennes sont implantées de façon cohérente avec le parc existant du Douiche ce qui facilite son insertion paysagère et environnementale ».

L'étude d'impact d'un parc éolien doit également comporter un volet sur le paysage. Pour réaliser cette étude, les développeurs éoliens associent à leurs projets, des paysagistes indépendants, des

bureaux d'études spécialisés, mais aussi les élus locaux et les riverains en amont pour proposer la meilleure implantation possible en fonction des milieux naturels et humains. La Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), la DREAL et l'Architecte des Bâtiments de France sont consultés pour donner un avis sur les impacts paysagers du projet. Ainsi, l'impact visuel d'un parc éolien est inévitable, mais le projet est conçu de manière à ce que son intégration paysagère soit pertinente et réfléchie. Nous pouvons ici citer la dernière phrase de conclusion du volet paysager « ce travail a abouti à un projet d'extension qui favorise la lisibilité et l'intégration du projet depuis de nombreux points de vue. Il s'agit d'une densification modérée d'un paysage où le motif éolien est coutumier, plutôt qu'une modification stricte du paysage ».

Enfin, concernant les observations qui évoquent le grand nombre de projets éoliens en cours dans les environs, il est vrai que plusieurs parcs éoliens se sont construits ces dernières années dans les Hauts-de-France et notamment dans ce secteur. Cela permet progressivement d'atteindre les objectifs de la loi sur la transition énergétique. De par ses forts régimes de vent, le Nord de la France fait partie des secteurs propices à l'éolien pour atteindre ces objectifs gouvernementaux. De plus, le projet d'extension du Douiche s'inscrit dans un pôle de densification défini par l'ancien Schéma Régional Eolien (SRE) des Hauts-de-France, ce qui a permis de favoriser le développement de projets éoliens dans ce pôle. Les pôles de densification ont permis et continuent de rassembler plusieurs parcs éoliens structurés afin de former un ensemble cohérent. L'objectif de privilégier le développement des pôles de densification est d'éviter le mitage du paysage en maîtrisant la densification, de préserver des paysages plus sensibles à l'éolien et de rechercher une mise en cohérence des différents projets éoliens. Le projet d'extension du parc éolien du Douiche s'intègre pleinement dans cette démarche.

Ainsi, nous avons pleinement conscience de l'évolution non négligeable des paysages pour les habitants de cette région depuis quelques années. Cependant, il nous semble, au vu des éléments mentionnés ci-dessus, que ce parc saura s'intégrer harmonieusement dans le paysage existant où il a toute sa place.

6. Saturation – Encerclement

Contributions sur ce thème :

- Nous sommes encerclés de tous côtés.
- Saturation, trop c'est trop.
- Le nombre d'éoliennes dans le secteur commence à être un problème.
- Il y a beaucoup trop d'éoliennes ce qui engendre une pollution visuelle.
- Nous avons déjà largement participé aux objectifs du gouvernement.
- Nous avons déjà la vue sur 27 éoliennes de notre terrasse.
- Nous sommes saturés, nous n'en voulons plus.
- Visuellement nous sommes saturés de jour comme de nuit.
- Il y a quelques années, des responsables raisonnables avaient créé des ZDE afin d'éviter un développement anarchique d'implantation d'éoliennes, pourquoi est-on revenu là-dessus ?
- La Région Hauts-de-France a pris position contre le développement non maîtrisé de l'énergie éolienne.
- La saturation visuelle et l'anarchie des implantations ne peuvent qu'exacerber la colère de nos concitoyens.
- Le nombre d'éoliennes sur ce secteur défigure le paysage. Dévasté pour les 20 prochaines années.

- *Opposition ferme à ce projet qui nuirait encore davantage à l'environnement des villages déjà fortement impactés par la présence de nombreuses éoliennes.*
- *Je m'oppose à ces nouvelles installations. Il y en a déjà assez.*
- *Le problème réel est le surdéveloppement autour de nos villages et habitations avec des surplombs énormes.*
- *Nos paysages sont saturés, nos villages sont encerclés.*
- *Je ne suis pas anti éolien et pourtant je ne peux pas comprendre que l'on veuille encore ajouter de nouvelles éoliennes là où il y en a déjà tant !*
- *Notre secteur est déjà fortement impacté, nos paysages sont saturés.*
- *En me plaçant aux limites des communes de Nurlu – Equancourt et Etricourt Manancourt, j'arrive à voir plus de 130 machines.*
- *Que nous soyons dans notre salle à manger, salon, cuisine ou chambre et que nous regardons par la fenêtre, à notre vue, que des éoliennes.*
- *Envahissement et encerclement avec 64 éoliennes dans un rayon de 7 km autour du village.*
- *Il est plus que temps d'exiger un arrêt de l'invasion massive de ces machines.*
- *Nous sommes encerclés, étouffés !*

Comme mentionné à la fin du paragraphe précédent, beaucoup d'observations évoquent le grand nombre de projets éoliens autour de cette zone et parlent de saturation. Le projet d'extension du Douiche s'inscrit effectivement dans un pôle de densification défini par l'ancien Schéma Régional Eolien des Hauts-de-France, et c'est ce qui a permis de favoriser le développement de projets éoliens dans ce pôle.

Une des contributions de l'encadré ci-dessus mentionne le fait qu'il existait auparavant des ZDE (Zone de Développement Eolien) afin de mieux structurer le développement éolien sur le territoire. Cette remarque laisse entendre qu'il est raisonnable de continuer à privilégier le développement de projets dans ce secteur puisqu'il fait partie d'un pôle de densification de l'ancien SRE dans lequel plusieurs ZDE avaient été définies. Comme expliqué précédemment, les pôles de densification ont permis et continuent de rassembler plusieurs parcs éoliens afin de former un ensemble cohérent. L'objectif est alors d'éviter le mitage du paysage en maîtrisant la densification, de préserver des paysages plus sensibles à l'éolien et de rechercher une mise en cohérence des différents projets éoliens.

Malgré cela, il reste bien entendu primordial d'étudier la saturation lorsque la densité de parcs éoliens est importante. Pour ce faire, dans le volet paysager de l'étude d'impact, l'ensemble des parcs éoliens construits, accordés et en instruction dans un rayon de plus de 20 km autour de l'extension du parc éolien du Douiche ont été considérés, afin d'évaluer les effets cumulés des différents parcs et le risque d'encerclement. La liste des parcs pris en compte se trouve page 40 de l'étude d'impact. L'analyse de la saturation visuelle a fait l'objet d'un chapitre dédié dans le volet paysager (pages 495 à 516) qui étudie en détail cinq villages présentant une sensibilité forte (Fins, Metz-en-Couture, Neuville-Bourjonval, Equancourt et Heudicourt). Cette étude démontre que les différents indices étudiés n'évoluent pas beaucoup avec l'ajout de l'extension du fait de la présence des autres parcs, ces indices sont en revanche souvent élevés.

Nous comprenons le sentiment de vivre sur un territoire qui participe largement à la transition énergétique, ceci est avant tout dû au fait que c'est un territoire qui bénéficie d'un gisement de vent particulièrement élevé et donc propice au développement de l'énergie éolienne.

7. Lieux de mémoire et monuments historiques

Contributions sur ce thème :

- Refuse toute éolienne sur notre territoire communal compte-tenu de la présence du Mémorial Indien. Le drapeau indien ne saurait être surplombé à l'horizon par les pales de ces générateurs encombrants qui viendraient jouxter nos limites communales (2 éoliennes prévues au Nord-ouest d'Heudicourt).
- Aucune fouille archéologique n'est effectuée alors que le projet est placé sur la ligne de front d'Hindenburg.
- L'église Notre Dame de Rocquigny dans le Pas de Calais est située à 6 km des éoliennes E1, E2, E3 et E4 et E5. Cette église est classée aux Monuments historiques depuis le 7 septembre 2001 mais n'est pas référencée dans le dossier de l'impact Monument Classé.

Les lieux de mémoire et monuments historiques ont été pris en compte et étudiés dans le volet paysager, nous répondons ci-dessous aux trois remarques formulées ci-avant dans l'encadré.

Concernant le mémorial indien situé sur la commune de Villers-Guislain, ce dernier a été inauguré en novembre 2018, après que le volet paysager ait été finalisé. C'est ce qui explique qu'il ne soit pas mentionné dans l'étude. Nous avons consulté le bureau d'étude Couasnon ayant réalisé l'expertise paysagère de ce dossier afin de répondre au mieux à cette contribution, il a rédigé le paragraphe suivant au sujet du mémorial indien (mail présenté en annexe 1) : « Le mémorial indien se situe à environ 500m au sud-ouest du village de Villers-Guislain. Il a été inauguré en 2018 et ne bénéficie d'aucune protection réglementaire de type monument historique. Un photomontage avait été réalisé à proximité depuis les franges sud du village pour y évaluer l'impact paysager [photomontage n°42]. La perception du projet depuis ce point de vue est similaire à celle visible depuis le mémorial depuis lequel les distances et la disposition des éléments du paysage sont équivalentes. Dans ce paysage, empreint d'énergie éolienne, l'impact a été qualifié de faible. En effet, les éoliennes du projet s'inscrivent dans la continuité du motif éolien déjà présent en accentuant légèrement la hauteur apparente des machines présentes. ». La carte ci-dessous permet de localiser les éléments suivants : le mémorial, la position du point de vue n°42, ainsi que les éoliennes E8 et E9 qui sont celles dont il est question dans la description ci-dessus. En annexe 2 du présent mémoire, nous avons également remis le photomontage n°42.

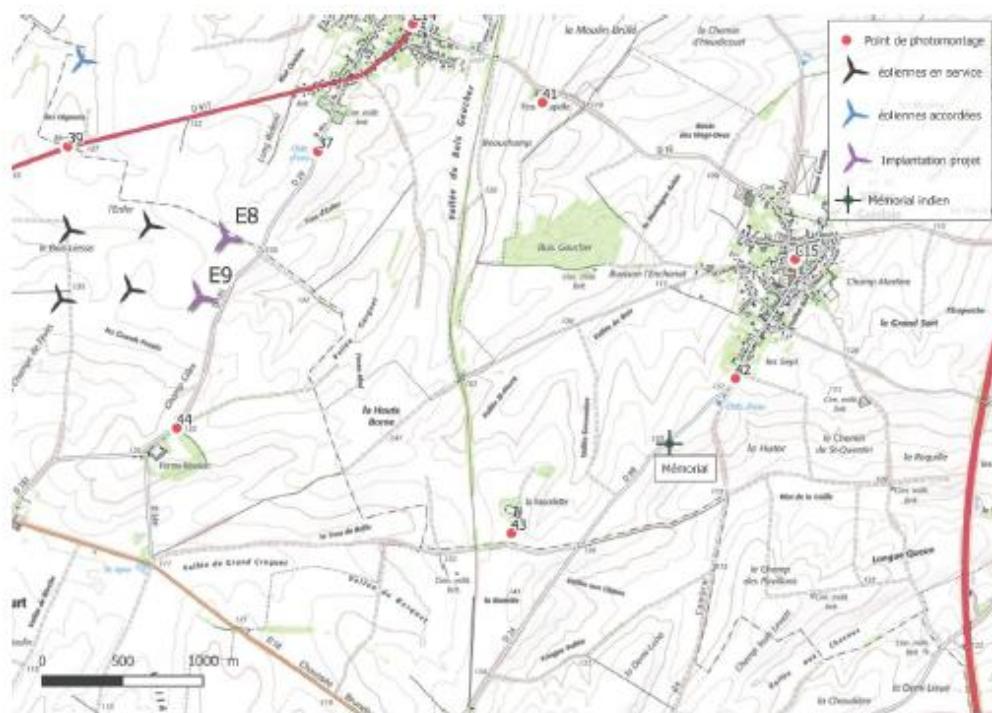


Figure 2 : Localisation de mémorial indien (carte réalisée par le bureau d'étude Couasnon)

Concernant les fouilles archéologiques, les services de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) ont été consultés dans le cadre de l'instruction du dossier par la préfecture, ils n'ont pas émis de prescription archéologique préventive.

Concernant l'église Notre-Dame de Rocquigny située dans le Pas-de-Calais, elle est mentionnée page 87 du volet paysager et fait partie des monuments historiques de l'aire d'étude rapprochée. Il est précisé que les vues en direction de la zone de projet depuis cette église sont fermées par la trame bâtie et qu'elle ne présente ainsi pas de sensibilité vis-à-vis du projet.

Enfin, le dossier a été jugé complet et recevable par les services de la préfecture le 13 décembre 2019, cela prouve que les monuments historiques ont été suffisamment et correctement étudiés.

8. Photomontages

Contributions sur ce thème :

- Prendre des photos devant des buissons ou des talus en sortie de village et prétendre que l'impact visuel sera faible.
- L'étude paysagère ne montre pas l'état initial du paysage, elle fait abstraction de la présence des éoliennes déjà installées ce qui fausse l'appréciation du public et des services instructeur.

Tout d'abord, il est important de rappeler que le volet paysager de l'étude d'impact n'est pas réalisé par le porteur de projet mais bien par un bureau d'études indépendant et qui est expert dans ce

domaine. C'est à lui qu'incombe le choix des prises de vues et de leur pertinence pour chaque photomontage. Pour être sûr de balayer un nombre suffisant de points de vue et de permettre ainsi une meilleure appréhension paysagère du projet, 71 photomontages ont été réalisés et présentés dans l'expertise paysagère (pages 172 à 833 du volet paysager). Ce nombre de photomontages n'est pas négligeable. Les éoliennes du projet sont visibles sur 57 des 71 photomontages présentés, le paysagiste n'a pas cherché à minimiser l'impact du projet.

Les prises de vue pour ce volet paysager ont été réalisées en 2017, certains parcs n'étaient alors effectivement pas construits sur les photos présentées dans l'état initial du volet paysager.

Cependant, les différents parcs éoliens voisins ont été étudiés dans l'état initial : le bureau d'étude Couasnon avait bien entendu connaissance des projets accordés non construits et ils ont été pris en compte dans l'élaboration des recommandations figurant à la fin de l'état initial. Les pages 30 à 36 du volet paysager présente le contexte éolien, il y est d'ailleurs indiqué « *La zone d'implantation s'inscrit dans un secteur où le motif éolien est extrêmement présent [...] Deux parcs accordés sont présents dans la continuité de la ZIP : le parc éolien du Douiche et celui d'Inter-deux-Bos. Le projet potentiel s'inscrit donc dans un contexte de densification du motif éolien sur ce secteur en particulier. Ainsi, une attention particulière sera à apporter concernant les effets cumulés potentiels entre le présent projet potentiel et ces parcs. De même, les parcs éoliens Nurlu et de la Montagne Gaillard peuvent présenter, avec une sensibilité moins importante, des relations d'effets cumulés avec le projet.* ». A noter également que l'élaboration de l'état initial paysager ne se limite pas à l'étude du motif éolien, le paysagiste a tenu compte de nombreux autres éléments tels que le cadre de vie, le patrimoine, les axes de communications ou encore le paysage à petite et grande échelles pour établir un état initial complet.

Par ailleurs, tous les parcs du contexte éolien sont présents dans les photomontages de l'expertise paysagère :

- les parcs construits et les parcs accordés sont représentés sur l'état initial de chaque planche de photomontage - ils ont été ajoutés à l'aide d'un logiciel spécialisé lorsqu'ils n'étaient pas encore construits sur la prise de vue,
- l'ensemble des parcs (construits, accordés, en instruction et le projet d'extension du Douiche) est représenté sur l'état final.

De nouveau, le dossier a été jugé complet et recevable par les services instructeur le 13 décembre 2019, ça n'aurait pas été le cas si l'état initial du volet paysager avait été faussé.

9. Surplomb

Contribution sur ce thème :

- Les effets de surplombs sont très importants car les porteurs de projet élaborent les implantations au plus haut des reliefs.

Afin de capter des vents plus importants permettant de produire plus d'électricité renouvelable, les développeurs éoliens choisissent parfois de positionner les éoliennes sur les hauteurs du relief. Dans le cas de ce projet, les éoliennes sont situées sur les plateaux agricoles qui sont effectivement à une

altitude légèrement plus importante que certains centres de villages. C'est aussi ce qui permet de s'éloigner des différents villages alentours.

Le relief est un atout pour un projet éolien d'un point de vue paysager car il permet de limiter les visibilités et inter-visibilités. En effet, dans un paysage entièrement plat, les éoliennes sont visibles « à perte de vue » tandis que dans un secteur vallonné, les vues vers le projet sont souvent limitées depuis de nombreux points de vue, puisque masquées par le relief.

Enfin, il est à noter que le volet paysager de l'étude d'impact ne fait pas mention d'effets de surplomb particulièrement importants sur ce dossier, contrairement à ce qui est indiqué dans cette contribution.

SANTE

10. Distance aux habitations

Contributions sur ce thème :

- Les éoliennes sont trop proches des maisons et des routes.
- Les machines sont de plus en plus proches des habitations.
- Les grandes plaines et la faible densité d'urbanisation permettent de respecter des distances correctes entre les éoliennes et les habitations.
- Les parcs voisins sont trop près des routes et des maisons.
- Il serait dommage que ce projet paye pour les erreurs des autres.
- Certaines implantations sont trop près des maisons et des routes, je comprends les nuisances subies par le voisinage.

Dans le cadre d'un projet éolien, la distance réglementaire à respecter par rapport aux habitations est de 500 mètres. Dans le cas présent, toutes les habitations sont situées à plus de 770 m des éoliennes de l'extension du parc éolien du Douiche, soit 270 mètres de plus que la réglementation minimale. La carte ci-dessous nous donne plusieurs distances entre les éoliennes et les habitations, elle est extraite de l'étude d'impact (page 526). Comme le mentionne une des contributions, nous sommes sur un territoire où des distances largement supérieures à la réglementation peuvent être respectées grâce à l'espace disponible.

Concernant la distance aux routes départementales, les éoliennes de ce projet se situent toutes à plus de 150 mètres des routes départementales (soit une hauteur totale d'éolienne), la distance minimale est exactement de 155 mètres entre la RD29 et l'éolienne E9 (page 24 de l'étude de dangers), ce qui est suffisant conformément au périmètre défini dans l'étude de dangers.

Concernant les potentielles nuisances engendrées par le parc éolien sur le voisinage, elles seront développées dans les sections suivantes de ce mémoire en réponse.

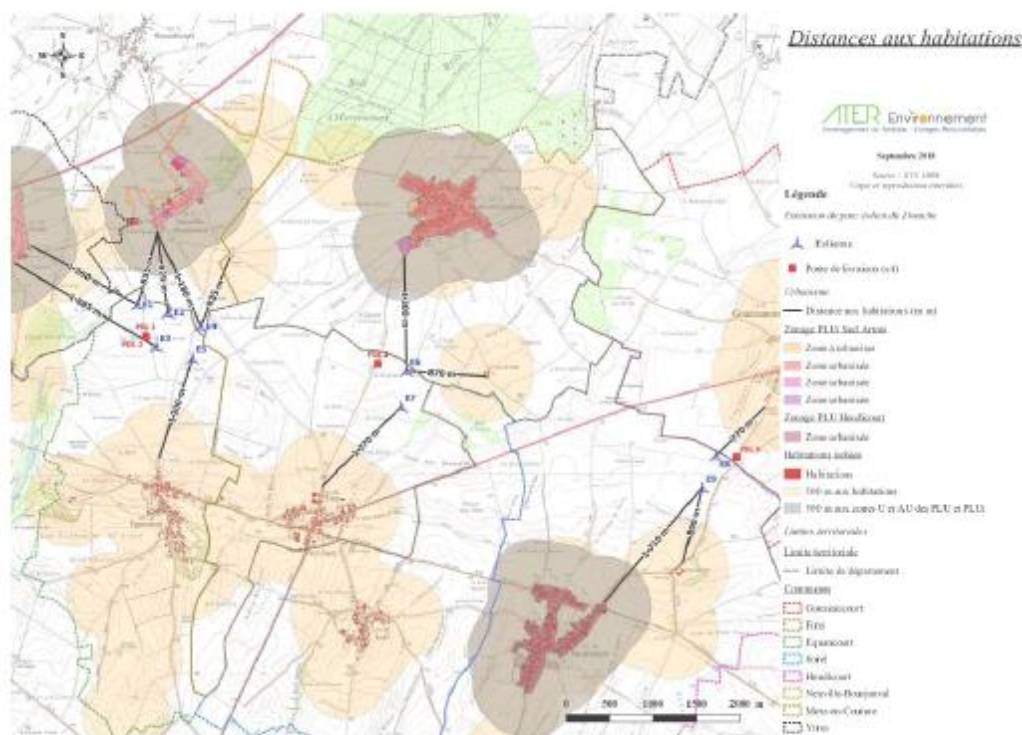


Figure 3 : Distance du projet aux habitations

11. Etude de danger

Contributions sur ce thème :

- Craint un effet domino en cas de destruction partielle ou totale d'une éolienne liée aux risques sismiques, foudre ou cavité souterraine.
- Risque de percement de conduite de l'oléoduc lors des travaux de raccordement.

Le risque d'un effet domino est étudié dans l'étude de dangers (page 60), il y est indiqué qu'aucun effet domino n'est envisagé pour ce projet. En effet, ce risque est négligeable étant donné les distances inter-éoliennes du projet : « On limite l'évaluation de la probabilité d'impact d'un élément de l'aérogénérateur sur une autre installation ICPE que lorsque celle-ci se situe dans un rayon de 100 m (source : INERIS/SER/FEE, Mai 2012). Or, sur la zone d'étude, aucune éolienne de l'extension du parc éolien du Douiche ne se trouve à moins de 100 m d'une éolienne d'un parc en service ou de toute autre installation ICPE (412 m de l'éolienne la plus proche du parc éolien du Douiche) » (extrait de l'étude de dangers).

La zone d'implantation du projet présente de faibles risques sismiques, de foudroiement ou d'effondrements de cavités souterraines, ces points sont détaillés dans l'étude de dangers pages 20 à 23 et conduisent à un risque faible.

Une consultation, avec envoi de l'étude de dangers, a été adressée à la société TRAPIL (société des transports pétroliers par pipeline) en septembre 2018 pour s'assurer de la compatibilité de ce parc éolien avec l'Oléoduc Cambrai-Le Havre. Cette dernière a donné un avis favorable à ce projet (voir pages 26 et 84 de l'étude de danger et annexe 3 du présent mémoire).

12. Bruit

Contributions sur ce thème :

- *L'étude acoustique ne tient pas compte du parc voisin « Le Maissel »*
- *L'étude acoustique doit être refaite, elle se base sur des estimations alors que nombre de parcs ont été construits en 2019 et avant.*
- *Habitant sur la frange Nord du village, je suis de ceux qui résident au plus près du parc Douiche 1, je peux affirmer ne ressentir aucune gêne.*
- *Les nuisances sonores sont nulles et nettement inférieures au bruit de circulation.*
- *Ce développement non maîtrisé entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains.*
- *L'Académie de Médecine recommande depuis 2006, une distance de plus de 1500m entre les éoliennes et les habitations afin de réduire la nocivité du bruit éolien.*
- *Les aérogénérateurs apportent nuisances (bruit, effets stroboscopiques) qui perturbent notre bien être quotidien avec des risques sur notre santé.*
- *On ne peut profiter du jardin en toute tranquillité sans entendre le ronronnement régulier et anxiogène.*
- *Le bruit augmente fortement en cas de pluie ou brouillard combiné à des vents faibles. N'importe quel habitant de notre village pourra le confirmer.*

Deux thématiques distinctes ressortent des contributions mentionnées dans l'encadré ci-dessus : certaines concernent plutôt l'étude acoustique et d'autres, les nuisances sonores.

Concernant le volet acoustique de l'étude d'impact et la remise en cause de sa validité, les remarques suivantes ont été formulées : « elle ne tient pas compte du parc voisin Le Maissel » ou encore « elle se base sur des estimations ». Il est vrai que les relevés de bruit ambiant sur site ont été réalisés avant que certains parcs éoliens, aujourd'hui en service, n'aient été construits. Cependant, cela ne remet pas en cause la prise en compte des parcs éoliens voisins (construits, accordés ou en instruction) puisque par la suite, le bureau d'étude Sixense a simulé ces éoliennes à l'aide d'un logiciel spécialisé. Ainsi, trois parcs éoliens aujourd'hui construits ont été simulés (parc éolien du Douiche, parc éolien d'Inter-Deux-Bos et parcs éoliens de Nurlu), ainsi que les parcs qui étaient accordés ou en instruction au moment de la réalisation de l'étude (parc éolien de Gouzeaucourt, parc éolien le Maissel et parc éolien d'extension de Nurlu). Ceci est précisé pages 4 et 27 du volet acoustique. Les impacts cumulés engendrés par les parcs voisins ont été pris en compte.

Pour finir, le dossier a été jugé complet et recevable par les services de la préfecture le 13 décembre 2019, cela démontre que l'étude acoustique n'est pas à remettre en cause concernant la prise en compte des effets cumulés et qu'elle respecte bien les protocoles réglementaires.

Concernant les nuisances sonores, les ressentis varient d'une personne à une autre, certains se sentent gênés par le bruit des éoliennes alors que d'autres « ne ressentent aucune gêne [...] les nuisances sont nulles et nettement inférieures au bruit de circulation ».

Le porteur de projet s'engage à ce que le parc éolien respecte les normes en vigueur en termes d'émergence acoustique. Les normes françaises sont d'ailleurs strictes en comparaison avec d'autres pays européens : l'émergence sonore (différence entre le niveau sonore ambiant avec et sans l'éolienne) ne doit pas excéder plus de 5 dB(A) le jour et 3 dB(A) la nuit, dans le cas où le bruit ambiant mesuré est supérieur à 35 dB(A). Au-delà de ces seuils, on parle de dépassement d'émergence, devant être corrigé par l'opérateur au moyen de bridages (ralentissements des éoliennes). Il est important de rappeler également qu'une campagne de mesures de suivi acoustique sera mise en place dès la mise en service du parc, afin de veiller au respect de ces seuils réglementaires. Ces mesures pourront conduire à une actualisation du plan de bridage si cela est nécessaire (page 32 de l'étude acoustique).

Au sujet de la contribution portant sur la recommandation de l'Académie de Médecine concernant la distance de 1500 mètres vis-à-vis des habitations, l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) a répondu que l'examen des données ne mettait pas en évidence cette nécessité et a confirmé, en 2013, qu'aucune conséquence sanitaire directe n'est liée aux émissions sonores des éoliennes, tant au niveau de l'appareil auditif qu'au niveau des effets liés aux expositions aux basses fréquences et aux infrasons.⁵ Un paragraphe dédié aux infrasons sera présenté dans la suite du mémoire.

13. Balisage lumineux

Contributions sur ce thème :

- *Le balisage lumineux est insupportable.*
- *La nuit avec des points lumineux c'est insupportable et le tout visible à des kilomètres aux alentours.*
- *Cette ambiance "boîte de nuit" avec des mâts clignotant a tué le calme nocturne des animaux et des hommes.*

En France, le balisage - de couleur rouge la nuit - est une contrainte pour les riverains des parcs éoliens et obligatoire pour les exploitants de ces mêmes parcs éoliens. Ce balisage est imposé par l'aviation civile et la défense nationale pour des raisons de sécurité.

L'arrêté datant du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne a été publié au Journal Officiel le 4 mai 2018. Il abroge et remplace notamment l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques et l'arrêté du 7 décembre 2010 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne. Ce texte fixe pour la première fois les règles de balisage des parcs éoliens en mer et modifie les règles applicables aux parcs éoliens terrestres. En effet, il introduit une série de dispositions visant à diminuer la gêne des riverains des parcs éoliens terrestres et maritimes.

⁵ <https://www.anses.fr/fr>

Parmi ces dispositions, nous pouvons citer notamment la possibilité d'introduire, pour certaines éoliennes au sein du parc, un balisage fixe ou un balisage à éclat de moindre intensité, le balisage uniquement en périphérie des parcs éoliens de jour ainsi que la synchronisation obligatoire des éclats des feux de balisage. Cet arrêté est entré en vigueur le 1er février 2019, toutes les nouvelles installations doivent désormais s'y conformer. De plus, dans le cas du projet d'extension du Douiche, le balisage lumineux des éoliennes pourra être synchronisé avec celui des éoliennes du Douiche 1, permettant ainsi de rendre ce balisage plus harmonieux. Des cartes sont présentées page 318 de l'étude d'impact afin d'illustrer cette idée.

Malgré ces mesures, la filière éolienne a conscience des désagréments que l'éclairage nocturne des parcs éoliens peut entraîner. C'est pourquoi, par l'intermédiaire de France Energie Eolienne, et dans le cadre du groupe de travail « éolien » mené par le Ministère de la transition écologique, la filière éolienne essaie de faire évoluer la réglementation en proposant des solutions alternatives. Plusieurs solutions techniques visant à diminuer les nuisances visuelles sont à l'étude et semblent prometteuses. Parmi ces techniques, la plus intéressante serait la possibilité d'un balisage lumineux qui s'enclencherait uniquement en présence d'un aéronef détecté, cela contribuerait à réduire considérablement le nombre de flash lumineux de nuit comme de jour.

14. Infrasons

Contributions sur ce thème :

- *Mise en cause des études de l'ANSES sur les infrasons.*
- *Il est prouvé par les scientifiques et acousticiens que les éoliennes provoquent des infrasons jusqu'à 10km de distance qui déstabilisent l'oreille interne et provoquent des vertiges, nausées et graves maux de tête.*
- *Si les éoliennes provoquent des effets néfastes sur les vaches et les chauves-souris, y aurait-il aussi des effets secondaires sur la santé humaine.*
- *On sait aussi que ce type d'éoliennes industrielles génère des basses fréquences et des infrasons pernicieux.*

Les infrasons sont naturellement présents dans notre environnement. Ils peuvent être générés par des phénomènes naturels tels que le tonnerre ou les tremblements de terre. On retrouve également des infrasons lorsqu'il y a production de turbulences aérodynamiques : à proximité de routes, à l'intérieur d'une voiture, dans les trains ou lorsqu'un vent fort souffle sur des obstacles.

La partie 6 – 1c de l'étude d'impacts (pages 523 et 524) étudie en détail la question des infrasons et évalue que l'absence de voisinage immédiat et la nature des installations (éoliennes) rendent le risque sanitaire lié aux basses fréquences nul. En voici un extrait :

« Les bruits de basses fréquences (BBF) désignés comme tels dans la littérature scientifique sont compris entre 10 Hz et 200 Hz [...] La gamme inférieure de ce domaine concerne les infrasons dont la fréquence se situe de 1 Hz à 20 Hz, parfois jusqu'à 30 Hz. Les éoliennes génèrent des infrasons, principalement à cause de leur exposition au vent et accessoirement du fonctionnement de leurs équipements. Les infrasons ainsi émis sont faibles par comparaison à ceux de notre environnement habituel.

Des mesures réalisées dans le cadre d'études en Allemagne montrent que les infrasons émis par les éoliennes se situent sensiblement en deçà du seuil d'audibilité humain. L'étude mentionne également que le niveau d'infrasons relevé ne serait pas uniquement imputable au fonctionnement de l'éolienne, mais serait également conditionné par le vent lui-même, qui en constitue une source caractéristique.

Fréquence	8 Hz	10 Hz	12,5 Hz	16 Hz	20 Hz
Niveau d'infrasons mesuré à 250 m de distance d'une éolienne de 11MW et à une vitesse de vent de 15m/s	72 dB	71 dB	69 dB	68 dB	65 dB
Seuil d'audibilité	103 dB	95 dB	87 dB	79 dB	71 dB

Figure 4 : Comparaison du niveau d'infrasons et du seuil d'audibilité par fréquence (source : Hammerl et Fichtner, 2000)

En 2008, l'Agence Française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFFSET) a publié un avis relatif aux impacts sanitaires du bruit des éoliennes. Cette étude a conclu : « il apparaît que les émissions sonores des éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes, tant au niveau de l'appareil auditif que des effets liés à l'exposition des basses fréquences et aux infrasons. »

« D'après les recommandations de l'Agence de l'environnement suédoise, les niveaux des infrasons émis par les éoliennes sont si bas qu'ils n'entraînent aucune nuisance sur la santé. Selon le cabinet-conseil allemand WindGuard GmbH, les dernières mesures réalisées en Allemagne sur les infrasons des éoliennes ne font état d'aucun effet sur la santé. Les niveaux d'infrasons générés par les éoliennes de grande taille sont très bas en comparaison avec les booms supersoniques, les ondes de choc dus aux explosions.... »

Enfin, une équipe de chercheurs issus des universités allemandes de Munich, Halle-Wittenberg, Stuttgart et Bielefeld ainsi que du très réputé KIT (Karlsruhe Technology Institute) ont publié récemment les conclusions d'une nouvelle étude menée entre 2016 et 2019 autour des parcs éoliens de Wilstedt au nord-est de Brême et d'Ingersheim dans le Bade-Wurtemberg. Ces études démontrent l'innocuité des infrasons émis par les éoliennes : « Nous n'avons constaté aucun lien entre les ondes acoustiques ou sismiques générées par les éoliennes et certaines plaintes rapportées par des riverains », déclarent les chercheurs allemands.⁶

15. Santé

Contributions sur ce thème :

- Les projets éoliens continuent d'émerger malgré les soucis de santé sur les animaux d'élevage et les enfants.
- Les éoliennes à ce niveau de développement deviennent incompatibles avec la ruralité mais aussi avec la santé des riverains.
- Nuisances sonores, visuelles, et sur la santé.
- Notre petit fils, diagnostiqué autiste asperger avec une hyperacousie, que le bruit gêne énormément au point de ne plus vouloir sortir et de dire qu'il ne pourrait plus venir chez nous !

⁶ <https://www.revolution-energetique.com/eoliennes-et-infrasons-une-nouvelle-etude-universitaire-confirme-leur-innocuite/>

- Bon nombre de rapports, plus sérieux les uns que les autres nous démontre les effets néfastes des éoliennes industrielles géantes sur la santé humaine et animale.

- Risque de pollution des nappes phréatiques des captages AEP sur les communes d'Equancourt et Neuville Bourjonval. L'étude danger page 26 fait l'impasse sur les captages AEP

Certaines thématiques ont été abordées dans les paragraphes précédents (nuisances sonores et visuelles notamment). Nous apporterons donc ici des réponses sur les nouvelles thématiques soulevées dans ces contributions.

Concernant la question de la santé animale, soulevée dans deux des contributions de l'encadré ci-dessus, il convient tout d'abord de rappeler qu'à ce jour, aucune étude rigoureuse n'a pu démontrer l'impact d'une éolienne en exploitation sur le bien-être animal ou sur sa productivité. Aujourd'hui, il est vrai qu'un cas préoccupe les autorités en Loire-Atlantique et ce dernier a été très médiatisé : plusieurs troubles ont été observés dans une exploitation bovine à proximité du parc éolien de Nozay. Ainsi, l'ANSES, l'IGS ou encore l'ARS se sont penchés sur la question. Aucune conclusion ne montre l'existence d'un lien entre le parc éolien et l'émergence de troubles au niveau de l'élevage. Cette étude est d'ailleurs reconduite depuis mars 2020 et des nouvelles conclusions devraient être faites en 2021.

Ce cas reste un cas très particulier. Rappelons que la France compte aujourd'hui plus de 8000 éoliennes en service, majoritairement en milieu rural et donc souvent situées à proximité de terres agricoles et d'élevages, et qu'il n'y a pas eu de constats de ce type pour ces parcs éoliens.

Au niveau national, la filière soutient l'étude de l'ANSES en cours et, en tant que membre du GPSE (Groupement Permanent pour la Sécurité Electrique, intervenant en milieu agricole), participe notamment aux travaux sur les besoins de recherche complémentaires liés aux ouvrages émetteurs d'ondes électromagnétiques (lignes électriques, éolien, photovoltaïque, antennes relais, etc.). Dans son rapport moral de 2019, le GPSE indique en effet que : « Tous les ouvrages [électriques] étant concernés [par des cas non-expliqués par les interventions du GPSE et d'organismes annexes], il nous semble toujours qu'un état des lieux sur la réalité des différents problèmes rencontrés serait de nature à apaiser le débat et proposer des pistes de travail partagées. Il appartient aux pouvoirs publics d'en prendre l'initiative. » La filière souhaite ainsi que toute la transparence soit faite sur l'ensemble des études nationales et régionales (études ONIRIS et CETIM, propriétés de la préfecture Loire-Atlantique).

Pour ce qui est du témoignage concernant l'enfant diagnostiqué autiste Asperger, cette situation nous désole autant qu'elle nous interpelle par sa singularité. Nous nous tenons à la disposition de la personne concernée afin de la rencontrer et de mieux comprendre les circonstances.

Enfin, concernant la remarque suivante « risque de pollution des nappes phréatiques des captages AEP sur les communes d'Equancourt et Neuville Bourjonval », nous rappelons que l'Agence Régionale de la Santé (ARS) est consultée dans le cadre de l'instruction de cette demande d'Autorisation Environnementale et qu'elle est garante de la conformité de cette nouvelle installation avec les éventuels captages d'eau. Ceci a d'ailleurs été rappelé par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) dans le préambule relatif à l'élaboration de leur avis « en application de l'article R122-7 III du code de l'environnement, ont été consultés : l'agence régionale de santé Hauts-de-France ; les préfets du Pas-de-Calais et de la Somme. » Le préambule relatif à l'élaboration de l'avis de la MRAe figure en annexe 4 du présent mémoire.

16. Effets stroboscopiques

Contributions sur ce thème :

- *Effets stroboscopiques déstabilisants sur les routes.*
- *Les aérogénérateurs apportent des effets stroboscopiques qui perturbent notre bien être quotidien avec des risques sur notre santé.*

Un effet stroboscopique se produit dans le voisinage immédiat d'une éolienne, résultant du passage des pales en rotation dans les rayons du soleil illuminant des pièces d'habitation ou des lieux de travail. L'ombre des pales en mouvement peut devenir dérangeante pour certains individus.

L'étude de ce phénomène est contenue dans l'étude d'impact dans la partie 6-1e (pages 525 et 527). Elle conclut à un impact nul de l'effet stroboscopique : en effet, la réglementation évalue que cette gêne est acceptable pour des bâtiments situés à plus de 250 mètres de l'éolienne, or, ici, les zones habitables se situent à plus de 770 mètres du projet. Concernant l'exposition depuis la route, on parle dans ce cas d'une exposition sur une période de temps et une distance très courtes.

De plus, de nombreuses études (se référer aux pages 525 et 527 de l'étude d'impact) concluent que la vitesse de rotation des éoliennes à 3 pales ne peut mettre en danger la santé humaine. Nous pouvons citer la référence suivante : le rapport d'enquête *Projets de parcs éoliens à Baie-des-Sables et à l'Anse-à-Valleau* (Québec, 2005) présente l'analyse suivante : « Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, de tels dangers sont très peu probables. Elle affirme que l'effet stroboscopique est réduit au strict minimum lorsque la fréquence de rotation des pales est maintenue en deçà de 50 révolutions par minute pour les éoliennes à trois pales. L'étude ajoute également que les risques sont d'autant plus minimes à des distances supérieures à 300 m d'une éolienne. »

TECHNIQUE

17. Réception télévisuelle et communications

Contributions sur ce thème :

- Plusieurs faisceaux de communication seront impactés par ce projet.
- Après l'implantation de Douiche 1, les soucis de réception télé ont été réglés rapidement.
- Etudier et réaliser l'installation d'un amplificateur TNT avec les autres promoteurs éolien. Cette demande a déjà été formulée lors des différentes enquêtes publiques sur l'éolien.

L'inquiétude des riverains vis-à-vis d'une dégradation de la réception de la télévision ou du téléphone est fréquente. Il est effectivement possible que les éoliennes perturbent les ondes hertziennes (télévision, antennes de relais de téléphonie mobile...). Ces perturbations s'expliquent par la capacité des pales d'éoliennes à réfléchir et à diffracter les ondes électromagnétiques.

Toutes études préalables à l'implantation de parcs éoliens en France prennent en considération l'ensemble des servitudes radioélectriques lors des demandes de pré-consultation des organismes concernés (ANFR, Télédiffusion de France). Ces servitudes radioélectriques sont des servitudes d'Utilité Publique, elles sont établies par la loi dans le cadre de la satisfaction de l'intérêt public. Ainsi, lors de la phase d'études, le développeur conçoit une implantation en accord avec les servitudes, de façon à éviter toutes perturbations. Dans le cas où l'implantation risquerait de créer des perturbations, le développeur est tenu d'installer, à ses frais, un réémetteur ou un mode alternatif de réception de la télévision, comme le satellite (Article L.112-12 du code de la construction et de l'habitation). C'est d'ailleurs ce que mentionne une des contributions par retour d'expérience, « après l'implantation du Douiche 1, les soucis de réception télé ont été réglés rapidement ». Ainsi, pour répondre plus spécifiquement à la dernière des contributions de l'encadré ci-dessus, l'installation d'un amplificateur TNT pourra être envisagée s'il s'avère que cette solution est optimale pour rétablir les éventuelles perturbations constatées.

Concernant les services de télécommunications, il est vrai qu'un faisceau appartenant à Bouygues Telecom se situait dans la zone de projet en 2018, comme cela est indiqué dans l'étude d'impact page 208 (courrier de Bouygues Telecom). Cependant, le projet CROZON a conduit à la suppression de ce faisceau (faisceau n°T40238-T44020) entre avril et mai 2020. Les images ci-dessous le montrent, on peut voir que le faisceau T40238-T44020, en bleu, n'apparaît plus en août 2020⁷.

⁷ <https://carte-fh.lafibre.info/>

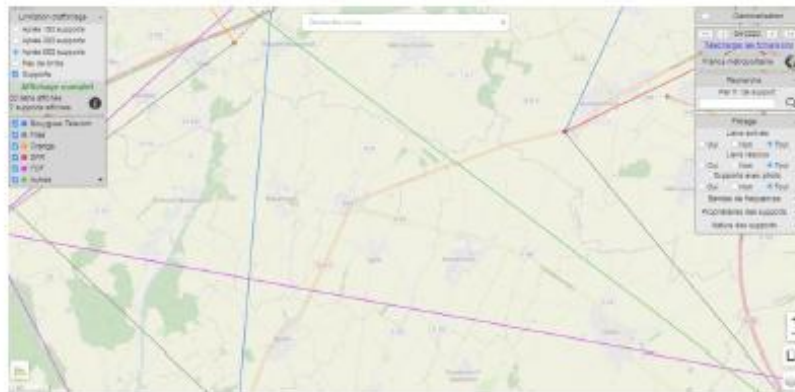


Figure 5 : faisceau hertzien en avril 2020

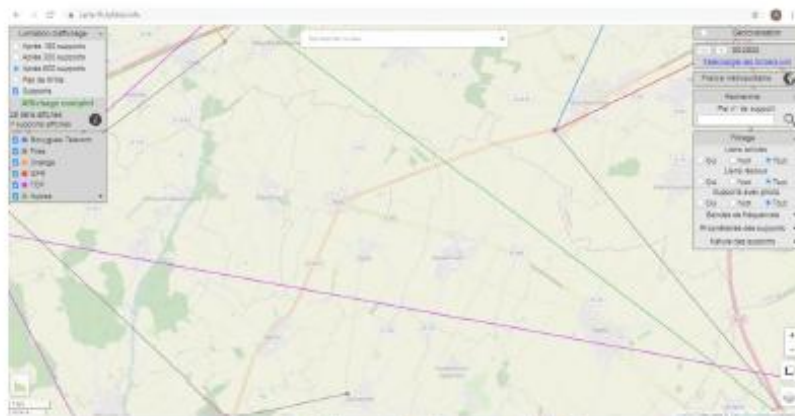


Figure 6 : faisceau hertzien en août 2020

18. Efficacité de l'éolien

Contributions sur ce thème :

- Avec les extensions, les parcs se retrouvent les uns près des autres. Qu'en est-il des effets de turbulences, d'usures des éoliennes et des effets de sillage ?
- Participe à l'indépendance énergétique.
- Il faut augmenter les énergies renouvelables pour diminuer les gaz à effet de serre.
- Quand à la rentabilité de ces engins, leur production étant aléatoire jamais elles ne remplaceront le nucléaire.
- Je suis pour l'éolien car il participe à l'équilibre du système électrique national et contribue à la réduction des gaz à effet de serre.
- L'éolien est une énergie propre et renouvelable qui contribue à la lutte contre le réchauffement climatique.
- Le projet contribue à atteindre les objectifs de développement d'énergie renouvelable.
- L'éolien n'est pas une solution d'avenir et ne remplacera malheureusement pas nos stations nucléaires.
- Participe à la diversité des énergies.
- Alors que d'autres pays reviennent en arrière on continue ici d'en construire.
- L'éolien est une énergie propre et renouvelable.

- L'éolien est une solution d'avenir qui permet de varier les modes de production d'électricité.

- Quel bilan carbone et énergétique pour les éoliennes ? construction, béton, transport (parfois depuis la Chine) avec un rendement de 30 %

- Arrêter cette "gabegie" au plus vite !!! Coût exorbitant des installations pour un rendement totalement médiocre. 8000 éoliennes pour, à peine, 5% de la production totale nationale, c'est une ineptie incommensurable.

- Nous devons poursuivre l'expansion de l'éolien en France afin de réduire l'impact sur l'environnement des autres énergies non renouvelables néfastes.

- Le 21 août 2020, un transformateur du poste de Roisel est monté en température et s'est mis en sécurité suite à une production importante d'énergie éolienne.

Les différentes contributions mentionnées ci-dessus au sujet de l'efficacité de l'éolien sont très diverses. Afin de répondre du mieux possible à l'ensemble de ces contributions, nous avons structuré ce paragraphe en quatre parties.

Une technologie de plus en plus mature, accompagnée d'une réduction des coûts

De nos jours, l'énergie éolienne est une des énergies renouvelables les plus matures (la plus mature après l'hydraulique), présente depuis plus de 20 ans en France. Les éoliennes actuellement installées sur le territoire sont environ 4 fois plus puissantes que celles installées dans les années 2000, leur performance pour capter différents régimes de vent est nettement améliorée et cela permet de diminuer les coûts de production du mégawatt-heure éolien et d'accéder à des sites présentant des gisements de vent plus faibles.

Le LCOE (Levelized Cost of Energy) d'une technologie productrice d'électricité correspond au coût complet moyen de production d'un mégawatt-heure. Selon le rapport de l'ADEME, *Coûts des énergies renouvelables et de récupération en France – Données 2019*,⁸ le LCOE de l'éolien terrestre est estimé entre 50€/MWh et 71€/MWh pour des parcs mis en service entre 2018 et 2020. La plage de variation reflète la variabilité des coûts d'investissement et du facteur de charge. Cela correspond au même ordre de grandeur que pour une centrale à gaz (50 à 70 €/MWh) et illustre donc la compétitivité économique de l'éolien face aux énergies fossiles. Les ordres de grandeur des LCOE en France sont globalement comparables aux valeurs constatées à l'international, ce qui montre également la maturité de la filière française.

⁸ <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/couts-energies-renouvelables-et-recuperation-donnees-2019-010895.pdf>

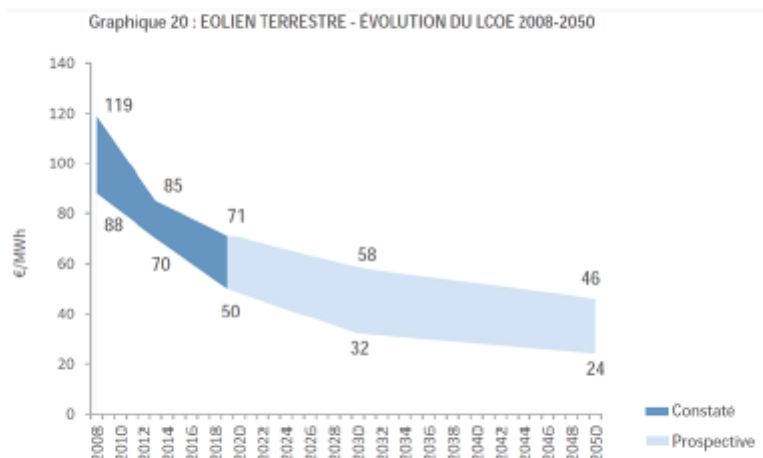


Figure 7 : Evolution du LCOE de l'éolien terrestre entre 2008 et 2050 (source : ADEME)

Il y a eu une baisse du coût de production de 42% entre 2008 et 2019, de 104€/MWh à 60€/MWh grâce à la diminution des coûts d'investissement, à l'allongement de la durée de vie des éoliennes et à l'amélioration du facteur de charge liée à l'augmentation des hauteurs et de la taille des rotors des machines. Le LCOE de l'éolien terrestre devrait d'ailleurs continuer de baisser aux horizons 2030 et 2050, avec l'optimisation logistique et la mise en œuvre des innovations. On peut s'attendre à une baisse de 25% entre 2019 et 2030 et une baisse de 20% supplémentaires entre 2030 et 2050.

Pour ce qui est de la quantité d'électricité produite par l'éolien terrestre, le parc français a fourni au 1^{er} trimestre 2020 10,8% de la consommation électrique française et en moyenne 7,2% de la consommation électrique française durant l'année 2019 (hors Corse).⁹ La filière éolienne fait désormais partie intégrante du mix énergétique français, avec cependant des objectifs fixés pour 2023 encore loin d'être atteints : 24,6 GW de puissance raccordée pour la seule filière éolienne contre environ 17 GW actuellement.

De plus, ici, le projet d'extension du parc éolien du Douiche se situe sur un site où le relief local et la grande régularité du vent offrent un potentiel éolien très intéressant comme en témoignent les parcs éoliens déjà en fonctionnement. Il existe donc un intérêt technique et économique certain pour développer un parc éolien sur cette zone (voir étude d'impact page 227).

Une énergie propre

En ce qui concerne maintenant la réduction des émissions de gaz à effet de serre liée au développement de l'énergie éolienne, en avril 2016, l'ADEME décrit le bilan énergétique du secteur éolien ainsi : « l'énergie éolienne contribue efficacement aux objectifs énergie-climat et à l'indépendance énergétique du pays, car elle injecte sur le réseau une énergie produite localement, sans importation de combustible. »¹⁰ En effet, l'éolien dépend d'une source d'énergie renouvelable, le vent, de plus, elle produit de l'électricité sans brûler de combustibles fossiles. Cette combustion est responsable de la plus grande partie de la pollution atmosphérique de notre planète. L'éolien permet d'éviter le rejet de polluants atmosphériques.

⁹ <https://www.enedis.fr/sites/default/files/panorama-EnR-T4-2019.pdf>

¹⁰ <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/avis-ademe-eolien-201604.pdf>

Une des contributions questionne le bilan carbone de la filière. Pour quantifier l'impact environnemental des énergies, il faut s'intéresser au taux d'émission de CO₂ lors de la production d'électricité dans les centrales, mais également lors de la construction et du démantèlement de celles-ci. Ceci est abordé dans l'étude d'impact. L'analyse du cycle de vie (ACV) s'intéresse aux impacts environnementaux d'un produit ou d'un service sur l'ensemble de son cycle de vie, de l'extraction et traitement des matières premières, des processus de fabrication, du transport et de la distribution, de l'utilisation et de la réutilisation du produit fini et finalement, du recyclage et de la gestion des déchets en fin de vie. Une étude de l'ADEME (Analyse du Cycle de Vie de la production d'électricité d'origine éolienne en France¹¹) réalisée en 2015 analyse le cycle de vie de l'éolien en France. Cette étude montre que la production d'électricité éolienne est caractérisée par un très faible taux d'émission de CO₂ : **12,7 g CO₂/kWh**. Le taux d'émission est faible par rapport à celui du mix français, estimé à 79 g CO₂/kWh (année de référence 2011) et est même plus intéressant que celui du nucléaire (16 g CO₂/kWh en moyenne).

L'éolien et le nucléaire

Les énergies éoliennes et nucléaires sont souvent mises en parallèle, avec parfois l'argument que la première ne pourra jamais supplanter la seconde.

La France est le pays le plus nucléarisé au monde. Avec en 2014, 76,9% d'électricité produite par ce moyen, elle devance la Slovaquie (56,8%) et la Hongrie (53,6%). Malgré la volonté du gouvernement via la Loi de Transition Energétique de baisser cette part à 50% d'ici 2025, le manque de développement d'énergies alternatives ces dernières années rend cet objectif ambitieux difficilement réalisable. Pour preuve, dans son projet de Programmation Pluriannuelle de l'Energie, le ministère de la transition énergétique a revu ce calendrier, en fixant plutôt cet objectif de réduction à 2035. La nucléarisation du pays avait été pensée comme un moyen de rendre une indépendance énergétique à l'Etat, à la fois comme témoin de puissance et de développement économique. Il est pourtant important de rappeler que cette indépendance reste relative, car l'approvisionnement en uranium et plutonium ne se fait en aucun cas sur le territoire national. Ces matières premières se trouvent notamment dans des régions instables du monde. De plus, la question des déchets nucléaires n'est pas résolue et le coût de démantèlement et de construction des nouveaux réacteurs augmente fortement le prix du MWh nucléaire.

Il n'est pourtant pas question chez les défenseurs de l'éolien – ou plus globalement des énergies renouvelables – de remplacer le nucléaire, mais de faire évoluer le mix énergétique, ce qui correspond aux grands objectifs nationaux.

Les effets de sillage

Comme le mentionne une des contributions, il existe des effets de sillages (turbulence entre deux éoliennes proches l'une de l'autre) mais ils sont pris en compte et la distance inter-éoliennes est

¹¹ <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/impacts-environnementaux-eolien-francais-2015-rapport.pdf>

Une des contributions questionne le bilan carbone de la filière. Pour quantifier l'impact environnemental des énergies, il faut s'intéresser au taux d'émission de CO₂ lors de la production d'électricité dans les centrales, mais également lors de la construction et du démantèlement de celles-ci. Ceci est abordé dans l'étude d'impact. L'analyse du cycle de vie (ACV) s'intéresse aux impacts environnementaux d'un produit ou d'un service sur l'ensemble de son cycle de vie, de l'extraction et traitement des matières premières, des processus de fabrication, du transport et de la distribution, de l'utilisation et de la réutilisation du produit fini et finalement, du recyclage et de la gestion des déchets en fin de vie. Une étude de l'ADEME (Analyse du Cycle de Vie de la production d'électricité d'origine éolienne en France¹¹) réalisée en 2015 analyse le cycle de vie de l'éolien en France. Cette étude montre que la production d'électricité éolienne est caractérisée par un très faible taux d'émission de CO₂ : **12,7 g CO₂/kWh**. Le taux d'émission est faible par rapport à celui du mix français, estimé à 79 g CO₂/kWh (année de référence 2011) et est même plus intéressant que celui du nucléaire (16 g CO₂/kWh en moyenne).

L'éolien et le nucléaire

Les énergies éoliennes et nucléaires sont souvent mises en parallèle, avec parfois l'argument que la première ne pourra jamais supplanter la seconde.

La France est le pays le plus nucléarisé au monde. Avec en 2014, 76,9% d'électricité produite par ce moyen, elle devance la Slovaquie (56,8%) et la Hongrie (53,6%). Malgré la volonté du gouvernement via la Loi de Transition Energétique de baisser cette part à 50% d'ici 2025, le manque de développement d'énergies alternatives ces dernières années rend cet objectif ambitieux difficilement réalisable. Pour preuve, dans son projet de Programmation Pluriannuelle de l'Energie, le ministère de la transition énergétique a revu ce calendrier, en fixant plutôt cet objectif de réduction à 2035. La nucléarisation du pays avait été pensée comme un moyen de rendre une indépendance énergétique à l'Etat, à la fois comme témoin de puissance et de développement économique. Il est pourtant important de rappeler que cette indépendance reste relative, car l'approvisionnement en uranium et plutonium ne se fait en aucun cas sur le territoire national. Ces matières premières se trouvent notamment dans des régions instables du monde. De plus, la question des déchets nucléaires n'est pas résolue et le coût de démantèlement et de construction des nouveaux réacteurs augmente fortement le prix du MWh nucléaire.

Il n'est pourtant pas question chez les défenseurs de l'éolien – ou plus globalement des énergies renouvelables – de remplacer le nucléaire, mais de faire évoluer le mix énergétique, ce qui correspond aux grands objectifs nationaux.

Les effets de sillage

Comme le mentionne une des contributions, il existe des effets de sillages (turbulence entre deux éoliennes proches l'une de l'autre) mais ils sont pris en compte et la distance inter-éoliennes est

¹¹ <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/impacts-environnementaux-eolien-francais-2015-rapport.pdf>

suffisamment importante pour ne pas remettre en cause la productibilité et la viabilité du projet. Les éoliennes de l'extension sont éloignées de minimum 400 mètres de celles du Douiche 1, et elles sont éloignées entre elles de minimum 350 mètres.

FONCIER

19. Canal Seine Nord Europe

Contributions sur ce thème :

- A-t-on pensé au Canal Seine Nord ?
- Projet développé avant 2017 qui ne remet pas en cause l'aménagement foncier du Canal Seine Nord Europe.
- Avec ces éoliennes supplémentaires, le canal à grand gabarit risque d'être compromis quant au tracé défini.
- Etant président de l'AFR et impliqué dans le projet de remembrement lié au CSNE, le projet de nouveau parcellaire ne pourra pas être modifié à chaque fois qu'un promoteur voudra implanter de nouvelles machines.
- Un remembrement est prévu suite au projet du CSNE. L'avez-vous pris en compte ?
- Je me demande s'il est opportun de faire cette enquête publique, cela va à l'encontre de la demande de la CIIAF qui souhaite de ne pas contractualiser de bail emphytéotique tant que le remembrement du CSNE n'est pas terminé.
- Les propriétaires susceptibles de recevoir des éoliennes ne retrouveront pas forcément l'emplacement prévu qui aura changé de mains.
- Le projet interfère avec l'aménagement foncier du Canal Seine Nord Europe.

Certaines des contributions supposent ici que la construction du canal Seine Nord-Europe n'a pas été prise en compte par le porteur de projet.

La société Nordex a pris contact avec la CIIAF (Commission Intercommunale Interdépartementale d'Aménagement Foncier du Canal Seine Nord-Europe) au moment du lancement de ce projet en 2017. Nous avons bien connaissance du projet de construction du canal Seine Nord-Europe et de la nécessité de le prendre en compte. La CIIAF nous avait alors confirmé que notre projet pouvait être lancé et que des accords fonciers pouvaient être signés avec les propriétaires et agriculteurs de notre zone de projet (voir premier mail de l'annexe 5). Il était également précisé que, dans une phase plus avancée de notre projet, il faudrait leur communiquer les plans des éoliennes et des chemins d'accès afin qu'ils puissent les prendre en compte dans l'aménagement foncier à venir.

Ainsi, la CIIAF et les géomètres travaillant sur cet aménagement ont connaissance du projet d'extension du parc éolien du Douiche, il s'agit ici d'un projet éolien de longue date, débuté en 2017. Nous nous en sommes assurés très récemment en contactant la CIIAF (voir deuxième mail de l'annexe 5 datant d'octobre 2020).

En juillet 2020 dernier, la CIIAF a adressé un courrier à l'ensemble des agriculteurs de la zone de projet afin de leur rappeler que tout projet situé dans la zone d'aménagement foncier devait faire l'objet d'une consultation officielle de la CIIAF, conformément à l'arrêté du Président du Conseil départemental datant d'octobre 2017¹². Ce courrier indique également que les projets éoliens

¹² https://public2.cg80.fr/edocuments/pdfdelib/arretes/2017/Ar/01-10-2017/2017_10_03_LISTE_TRAVAUX_AM_FONC_AGRICOLE_ET_FORESTIER_CANAL_SEINE_EUROPE.pdf

peuvent, dans ce contexte, compliquer la réalisation de cet aménagement qui implique un remembrement foncier. C'est ce courrier qui a alors déclenché des inquiétudes, et qui explique les contributions faites sur ce sujet.

Le courrier n'indique pas qu'il n'est plus possible de développer de projets éoliens dans cette zone, mais simplement qu'il faudra avoir l'autorisation du conseil départemental, via une demande d'avis conforme de la CIIAF. Il nous a été indiqué par téléphone que ce courrier visait principalement à sensibiliser les agriculteurs au processus en cours afin que la CIIAF soit informée des projets mentionnés par l'arrêté, qui sont à prendre en compte pour avoir un remembrement le plus optimisé possible.

Ainsi, après avoir pris connaissance de ce courrier et afin de respecter la procédure administrative relative à cet arrêté du Président du Conseil départemental, nous avons envoyé notre demande de consultation officielle de la CIIAF le 20 octobre dernier. En annexe 6 du présent mémoire sont présentés le courrier de consultation que nous avons envoyé ainsi que l'accusé de réception correspondant. La CIIAF a désormais un délai de quatre mois pour émettre un avis sur cette demande de travaux, avant décision du Président du conseil départemental. Comme indiqué dans l'article 3 de cet arrêté, une absence de réponse dans ce délai vaut pour autorisation.

20. Démantèlement

Contributions sur ce thème :

- Les mètres cubes de béton qui remplacent la terre et qui sont coulés pour ces engins, les routes et plateforme d'entretien ! On sacrifie des terres qui ne seront jamais récupérables.
- Beau cadeau pour les contribuables qui devront payer les démantèlements et pour les générations futures qui voient des terres sacrifiées à vie.
- Nos enfants vont devoir payer pour démanteler les idioties de leurs aînés.
- Nécessite beaucoup de béton pour le socle ainsi que de l'acier, de la composite donc du sable, des résines et fibre de verre.
- Terres qui pourraient devenir des friches industrielles après l'exploitation du parc éolien vu que le démantèlement ne concerne que le premier mètre bétonné.
- Le démantèlement sera-t-il vraiment effectué ? Y aura-t-il un suivi ?
- Des monstres d'acier et de fibre de verre qu'on enterrera à la fin de leur vie car on ne recycle pas les pales.

Trois sujets distincts ressortent des contributions de l'encadré ci-dessus sur le thème du démantèlement : le coût de cette opération, le procédé mis en place, et le recyclage des éoliennes suite au démantèlement.

Coût du démantèlement : L'obligation de procéder au démantèlement d'un parc éolien est définie dans l'article L 515-46 du Code de l'Environnement, sa rédaction issue de l'article 90 de la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement national pour l'Environnement, précise que :

« L'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site (...) l'exploitant ou la société propriétaire constitue les garanties financières nécessaires ».

La société Parc Eolien Nordex XXXI SAS s'engage à respecter scrupuleusement les dispositions prévues par la loi relative à la remise en état, au démantèlement et à la constitution des garanties financières. Cette garantie sera constituée avant la mise en service du parc comme le précise l'article R.516-2 du Code de l'Environnement. Elle résultera d'un engagement écrit d'un organisme bancaire ou d'assurance, et/ou d'une consignation volontaire déposée sur un compte ouvert dans les livres de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). La preuve de la constitution de cette garantie sera alors transmise au Préfet de la Somme, conformément à la réglementation en vigueur.

Nous souhaitons également apporter une précision importante sur le montant de ces garanties financières : dans le dossier administratif, il est indiqué que ce montant est de 50 000 € par éolienne, soit un montant total de 450 000 € pour 9 éoliennes. Or, la réglementation a évolué depuis peu concernant ce montant. En effet, l'arrêté en date du 22 juin 2020 vient modifier entre autre l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la constitution des garanties. Elles seront désormais de 50 000 € par éolienne pour les installations de 2 MW et moins, en revanche, pour les installations de plus de 2 MW, la garantie est désormais égale à $50\,000 + 10\,000 \times (P-2)$ € par éolienne, où P désigne la puissance de l'éolienne. Ainsi, pour une éolienne de 3,6 MW – puissance unitaire des éoliennes de ce parc – la garantie financière s'élève à 66 000 €, soit un montant total de 594 000 € pour 9 éoliennes.

Procédé de démantèlement : Certaines contributions s'inquiètent de l'avenir des terres suite au démantèlement, nous pouvons par exemple citer la phrase suivante : « Terres qui pourraient devenir des friches industrielles après l'exploitation du parc éolien vu que le démantèlement ne concerne que le premier mètre bétonné. »

Le démantèlement des éoliennes est une opération obligatoire, définie précisément par la législation, dans l'article L 515-46 du Code de l'Environnement. Cette opération consiste à démonter et retirer les éoliennes, enlever les postes de livraison, restituer le terrain propre dans son état initial, tel que décrit la partie « Etat initial du site » de l'étude d'impact. La durée du chantier est estimée à quelques mois. Après cela, le site sera tel qu'il était avant l'installation du parc, adapté à l'exploitation agricole des terres.

Concernant les fondations en béton, tout d'abord, le béton est une matière inerte qui résulte de l'assemblage de matériaux d'origines minérales, il ne constitue donc pas une menace pour les sols. Ensuite, la législation a évolué récemment concernant la fin de vie du parc éolien : un nouvel arrêté datant du 22 juin 2020 vient modifier les conditions de remise en état devant être appliquées pour tout nouveau projet. Le principal changement est que les fondations devront désormais être excavées et retirées totalement, alors qu'avant l'excavation se faisait sur un mètre de profondeur. Les fondations excavées sont alors remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'éolienne.

L'ensemble des travaux de remise en état du site sera à la charge de l'exploitant du parc éolien.

Recyclage des éoliennes : L'ADEME évaluait en 2015 à 90% le taux de recyclage d'une éolienne. Ce chiffre ne peut qu'augmenter compte tenu de l'évolution constante des filières de revalorisation en France : un parc éolien installé aujourd'hui sera démantelé vers 2040 et les techniques de recyclage des déchets (notamment les pales) auront évolués d'ici-là. De plus, dans le cadre du groupe de travail national éolien mené par le Ministère de la Transition Ecologique, il est demandé aux industriels d'accélérer la Recherche et le Développement sur le recyclage des pales des éoliennes.

Les pales des éoliennes sont en matériaux composite thermodurcissables. Elles sont composées majoritairement de fibre de verre, de fibre de carbone et de balsa. Selon l'Article 20 de l'arrêté du 22 juin 2020¹³ portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent :

- « Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.
- Après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.
- Après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable »

Les éoliennes du projet d'extension du Douiche sont prévues pour être démantelées à l'horizon 2050. D'ici là les filières recyclages devraient être structurées pour répondre aux nouvelles normes et imaginer peut-être un recyclage intégrale des pales.

Aujourd'hui des solutions, bien qu'imparfaites, existent déjà. Dans certains cas, elles sont broyées à des fins de combustibles pour les cimenteries, se substituant aux combustibles fossiles. D'autres pistes sont actuellement à l'étude, la pyrolyse ou la solvolyse pour récupérer les fibres et reformer de nouveaux matériaux composites. Enfin, des architectes ont, quant à eux, déjà commencé à valoriser des morceaux de pales d'éoliennes pour concevoir des aires de jeux (tunnels, tours, rampes, etc.) ou des bancs publics.



Figure 8 : Exemple de réutilisation de pales d'éoliennes

21. Consommation foncière

Contribution sur ce thème :

- Notre terre cultivable se réduit comme peau de chagrin.

¹³ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042056014/>

L'emprise au sol d'un projet éolien est raisonnable pour plusieurs raisons, telles que la faible emprise au sol de la plateforme et des postes de livraison ainsi que la réutilisation des chemins existants. Nous détaillerons ces deux arguments dans la suite du paragraphe.

Pour commencer, nous tenions à préciser que la configuration des chemins d'accès et des aires de grutages est spécifiquement étudiée en concertation avec les exploitants agricoles de manière à consommer le moins d'espace cultivable possible en fonction de leurs contraintes techniques d'exploitation mais aussi en fonction des contraintes écologiques et paysagères bien entendu.

Les chemins d'accès s'appuieront au maximum sur les chemins existants, comme mentionné page 266 de l'étude d'impact, il y aura 921 mètres de chemins à créer et 3356 mètres de chemins d'accès à rénover. Le taux de chemins existants réutilisés sera donc de 78%. Aussi, comme mentionné page 19 du dossier administratif, la superficie totale des parcelles concernées par l'emprise du projet est de 1 019 713 m², soit environ 102 ha, tandis que l'emprise permanente du projet sera elle de 2,4 ha – soit environ 2,3% seulement de la superficie de ces parcelles. En outre, le projet ne supprime pas d'emploi agricole et permet même une certaine diversification des revenus des agriculteurs locaux.

En fin de vie du parc, les accès et les aires de grutage seront décapées sur 40 cm de tout revêtement et de tous matériaux d'apport constituant la structure des chemins et des plateformes. Ces matériaux seront retirés et évacués en décharge ou recyclés et remplacés par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation. Enfin, les zones de circulation seront labourées. A noter que les chemins jugés utiles pourront être conservés au bon vouloir des propriétaires de terrain et agriculteurs.

BIODIVERSITE

22. Biodiversité

Contributions sur ce thème :

- *En tant que chasseur adhérent à la société de chasse communale, nous n'avons remarqué aucune modification des habitudes du gibier présent dans la zone éolienne. Aucun gibier mort n'a été trouvé sous une éolienne.*
- *Un désastre écologique.*
- *L'éolien s'accompagne d'un cortège d'impacts environnementaux sur nos paysages, le bruit, l'impact sur les oiseaux et chauve-souris.*

Comme mentionné dans la partie « 5. Paysage », le porteur de projet s'entoure de bureaux d'études spécialisés et indépendants afin de réaliser les études paysagère, acoustique, floristique, faunistique et avifaunistique. Pour ce projet, le bureau d'étude d'experts naturalistes Calidris a réalisé le volet faune/flore et Philippe Lustrat a réalisé le volet chiroptères (chauves-souris) du dossier d'étude d'impact. Pour chacune des espèces inventoriées sur le site, on évalue l'impact résiduel du projet sur cette dernière (c'est-à-dire l'impact restant une fois les différentes mesures d'évitement, de réduction et de compensation appliquées). Pour l'ensemble des espèces présentes sur le site, cet impact est considéré comme faible ou négligeable.

Une des observations fait d'ailleurs état « d'aucune modification des habitudes du gibier présent dans la zone éolienne ». Par ailleurs, des mesures de suivis réglementaires seront mises en place dans les 12 mois qui suivent la mise en service du parc. Si un nouvel impact significatif était observé, le porteur de projet aurait alors l'obligation d'appliquer les mesures nécessaires afin de supprimer cet impact.

Concernant la question de l'association APNEHS au sujet de la mise en place du plan de bridage pour le projet éolien du Douiche déjà construit (OM@01), ce dernier a bien été respecté depuis la mise en service du parc, il s'agit ici d'une obligation réglementaire, conformément à l'arrêté préfectoral qui autorise l'exploitation du parc éolien du Douiche.

CONCLUSION

Le projet d'extension du parc éolien du Douiche s'inscrit dans les objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Electricité portant la part de l'éolien au niveau national à 24,6 GW d'ici 2023. En France, au 30 Juin 2020, la puissance éolienne totale raccordée était quasiment de 17 GW. Il s'inscrit également dans le cadre de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, adoptée en août 2015, qui prévoit de porter la part des énergies renouvelables à 32% de la consommation finale brute d'énergie d'ici 2030.

Ainsi, tout comme les autres éoliennes implantées sur le territoire français, ces neuf éoliennes viendraient renforcer la part des énergies renouvelables et contribuer à la transition énergétique.

Ce projet, lancé depuis début 2017, se situe dans le prolongement du plus grand parc éolien de la Somme, le projet éolien du Douiche. Il est également en correspondance avec l'ancien Schéma Régional Eolien de la région Hauts-de-France, ce qui confirme l'intérêt de cette zone pour la construction d'éoliennes dans la région. Ces trois années nous ont permis de mener un long travail de concertation avec les communes d'implantation - Equancourt, Heudicourt, Fins et Neuville-Bourjonval - et leurs riverains, qui se sont impliqués dans cette démarche depuis le début (en témoignent de nombreuses observations et les délibérations favorables de ces quatre communes).

Riches de nos 20 années d'expérience dans le développement de projets éoliens, et entourés d'experts compétents sur les questions de l'écologie, l'acoustique et le paysage, nous nous sommes attachés à proposer une implantation de moindre impact qui s'insérerait au mieux dans son environnement et à proposer les mesures les plus adaptées au territoire, en étant toujours à l'écoute des habitants.

Preuve du travail effectué, 65 des 106 personnes – soit 61,3% – qui ont déposé une contribution argumentée (hors pétition) ont donné un avis favorable lors de cette enquête publique. Ce taux d'avis favorables est notable ; en effet, il est coutume que seules les personnes opposées au projet se déplacent dans ce genre d'enquête.

En 2018, un sondage a montré que « 80 % des riverains vivant à proximité d'un parc éolien en ont une image positive »¹⁴. De plus, parmi les centaines d'éoliennes en services dans la région des Hauts-de-France, très peu de plaintes sont à signaler une fois les parcs mis en service. Il est important de ne pas écouter seulement quelques opposants qui ne reflètent pas l'avis général des riverains du projet.

Par ce mémoire, nous avons tâché d'apporter le maximum de réponses spécifiques au projet d'extension du parc éolien du Douiche sur l'ensemble des thèmes abordés lors de l'enquête publique. Nous restons à l'écoute de la population y compris après la clôture de l'enquête publique.

¹⁴ <https://fee.asso.fr/pub/les-franc%CC%A7ais-et-lenergie-eolienne-sondage-et-enquete-2018/>

ANNEXE 1 : Mail de l'agence Couasnon au sujet du mémorial indien

Serveau, Lucie

De: [redacted]@agence-couasnon.com>
Envoyé: jeudi 22 octobre 2020 15:37
À: Serveau, Lucie
Objet: Mémorial indien
Pièces jointes: Localisation mémorial.pdf

CAUTION: This email originated from outside of the organization. Do not click links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.

Re bonjour Lucie,

Comme convenu voici le paragraphe concernant le mémorial indien, accompagné d'une carte de localisation du mémorial avec les points de photomontage.

"Le mémorial indien se situe à environ 500m. au sud-ouest du village de Villers-Guislain. Il a été inauguré en 2018 et ne bénéficie d'aucune protection réglementaire de type monument historique. Un photomontage a déjà été réalisé à proximité depuis les franges sud du village pour y évaluer l'impact paysager. La perception du projet depuis ce point est similaire à celle visible depuis le mémorial d'où les distances et la disposition des éléments du paysage sont équivalentes. Dans ce paysage empreint d'énergie éolienne, l'impact a été qualifié de faible. En effet, les éoliennes du projet s'inscrivent dans la continuité du motif éolien déjà présent en accentuant légèrement la hauteur apparente des machines présentes."

En vous souhaitant une bonne réception!

Bien Cordialement,

--

[redacted]
géographie - gestion de l'environnement

agence **couasnon** | paysage & urbanisme

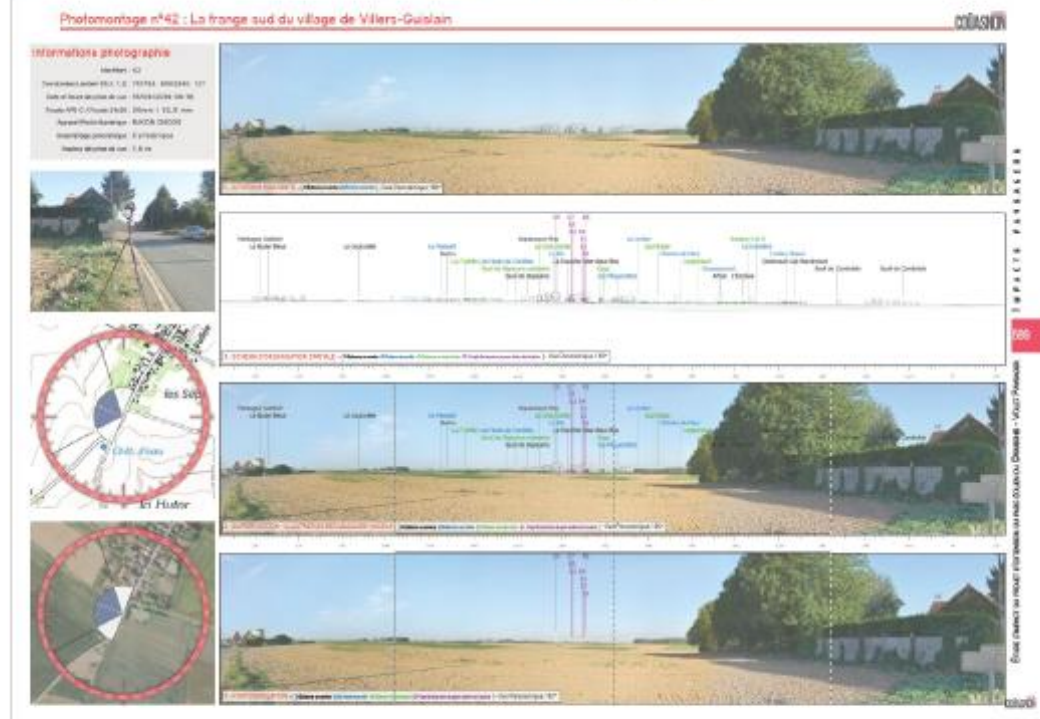
Attention nouvelle adresse

9 rue Louis Kerautret Botmel
35000 Rennes

standard : 02 99 30 61 58
mobile agence : 06 43 33 99 53

[redacted]@agence-couasnon.com
www.agence-couasnon.com

ANNEXE 2 : Photomontage n°42 du volet paysager



ANNEXE 3 : Courrier de la société TRAPIL

SOCIÉTÉ
DES
TRANSPORTS
PÉTROLIERS
PAR
PIPELINEOLÉODUCS DE DÉFENSE COMMUNE (ODC)
225 - ROUTE DE DEMIGNY - CHAMFORGEUIL - CS 30081
71103 CHALON-SUR-SAÔNE
TEL : 03 85 42 13 00 - FAX : 03 85 42 13 05Nos réf SYP/NEB
ODC/CL/0668-18

Affaire suivie par

Tel

Mail

NORDEX

194, avenue du Président Wilson

93210 LA PLAINE SAINT-DENIS

À l'attention de M. Marc SERRA

Objet : Projet d'extension du parc éolien de la Douiche
Ligne : LE HAVRE - CAMBRAI
Communes : NEUVILLE BOURJONVAL (62)
Dossier : 8362/CA

Champforgeuil, le 21 SEP. 2010

Monsieur,

Nous accusons réception de votre courriel contenant l'étude de dangers du projet d'extension du parc éolien de la Douiche, comprenant 9 aérogénérateurs.

Après examen du dossier, nous constatons que les distances d'éloignement des éoliennes les plus proches sont 217m (E1), 338m (E2) et 521m (E4) ; soit une distance comprise entre 1 à 4 fois la hauteur d'une éolienne (149.3m).

Il n'est pas prévu de construction de poste de livraison dans la zone d'emprise du pipeline.

Les créations de voiries ou de chemins d'accès devront faire l'objet d'une demande de travaux.

Au vu des précisions apportées dans la synthèse de l'acceptabilité des risques, nous donnons un avis favorable à ce projet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Le Chef du Réseau
des Oléoducs de Défense Commune,

[Signature]
Chef de la Division HSE-Lignes

Copies :
BPIA : M. Mian
SNOI
TRAPIL/DRPO
TRAPIL/ODC/Région Nord (Mme Marquis)

SIÈGE SOCIAL : 7 et 9, RUE DES FRÈRES MORANE - 75738 PARIS CEDEX 15 - TEL : 01 55 76 80 83 - FAX : 01 55 76 80 03 - www.trapil.com
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 19 240 000 - R.G.S. PARIS 8 872 086 213 - IDENTIFICATION FISCALE : FR 15 872 086 213 - APE 4950Z

ANNEXE 4 : Préambule relatif à l'élaboration de l'avis de la MRAe

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France a été saisie pour avis le 6 décembre 2019 sur le projet d'extension du parc éolien de Douiche à Equancourt, Fins, Heudicourt, dans le département de la Somme, et Neuville-Bourjonval, dans le département du Pas-de-Calais.

Par suite de la décision du Conseil d'État n°400559 du 6 décembre 2017, annulant les dispositions du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient le Préfet de région comme autorité environnementale, le dossier a été transmis pour avis à la MRAe.

En application de l'article R122-7 III du code de l'environnement, ont été consultés :

- l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;
- les préfets du Pas-de-Calais et de la Somme.

Par délégation que lui a donnée la MRAe lors de sa séance du 28 janvier 2020, Mme Patricia Corrèze-Lénée, Présidente de la MRAe, après consultation des membres, a rendu l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que, pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour autoriser le projet.

Conformément à l'article L122-1 du code de l'environnement, le présent avis fait l'objet d'une réponse écrite par le maître d'ouvrage.

ANNEXE 5 : Echanges de mail avec la CIAF

En 2017, lors du lancement du projet :

De : [redacted]@somme.fr
Envoyé : vendredi 31 mars 2017 16:10
À : Billmann, Camille <CBillmann@nordex-online.com>
Cc : [redacted]@somme.fr; [redacted]@somme.fr
Objet : Re: Aménagement Canal Seine-Nord Europe - Remembrement commune Equancourt

Re-bonjour,

Le périmètre sera fixé le 4 avril. C'est celui qui sera annexé à l'arrêté qui sera pris en janvier 2018.
Ensuite, le périmètre pourra toujours être modifié dans le courant de l'opération avec l'accord de la commission.

Mais il n'y a pas de problème pour que les propriétaires acceptent dès aujourd'hui l'implantation d'une éolienne, car il ne la perdront pas lors de l'aménagement foncier, ils en seront toujours propriétaires à la fin.
En revanche, nous avons besoin de connaître les projets car cela peut avoir un impact, notamment concernant les chemins d'accès.

Bien cordialement.

[redacted]
Chef du Pôle Aménagement Foncier
Direction du Développement Economique et agricole
Conseil Départemental de la Somme
13 boulevard Maignan Larivière
80026 AMIENS cedex 1
tél : [redacted]
mail : [redacted]@somme.fr

En 2020, afin d'envoyer une demande d'avis conforme de la CIIAF et d'avoir une décision du conseil départemental :

De : [redacted]
A : [Serreau, Lucie](#)
Cc : [eborges](#)
Objet : Re: Projet d'extension du parc éolien du Douiche
Date : vendredi 23 octobre 2020 10:55:02
Pièces jointes : [Arrêté de interdite canal.pdf](#)

CAUTION: This email originated from outside of the organization. Do not click links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.

Bonjour Madame,

En réponse à votre message ci-dessous, je vous confirme que le géomètre a bien eu connaissance de votre projet.

Concernant la demande d'autorisation, il convient de l'envoyer en LRAR, en y joignant un plan de situation, un plan des installations prévues et un descriptif, auprès de :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Secrétariat de la CIIAF du Canal Seine-Nord Europe
13 Boulevard Maignan Larivière
CS 32615
80026 AMIENS Cedex 1

La demande de travaux sera examinée par la Commission qui émettra un avis, avant décision du Président du Conseil départemental.

A toutes fins utiles, je vous joins l'arrêté justifiant cette demande, en référence à l'article L121-19 du Code rural et de la pêche maritime.

Dans l'attente de votre courrier de demande,
Cordialement



[redacted]
Chargé de Mission Aménagement Foncier

Conseil Départemental de la Somme
Direction de l'Attractivité et du Développement des Territoires
Pôle Développement Rural et Environnement



www.somme.fr

De : "Serreau, Lucie" <LServeau@nordex-online.com>
À : "[redacted]@somme.fr">
Envoyé : Mardi 13 Octobre 2020 15:14:41
Objet : Projet d'extension du parc éolien du Douiche

Bonjour Monsieur [redacted]

Comme discuté ce jour par téléphone, je vous écris au sujet du projet d'extension du parc éolien du Douiche, situé sur les communes de Heudicourt, Fins, Neuville-Bourjonval et Equancourt. Ce projet a été déposé en préfecture de la Somme en octobre 2018, il est aujourd'hui en cours d'instruction par les services de la préfecture (l'enquête publique s'est terminée le 12 octobre).

Je vous confirme via cet email que les plans dont vous disposez datés de mai 2019 correspondent aux

plans définitifs de ce projet de parc éolien.

Pourriez-vous s'il vous plaît me confirmer par mail que les géomètres ont bien connaissance de ce projet ?

Et, si oui, savez-vous d'ores-et-déjà quel est l'avis technique des géomètres sur ce projet (gêne ou non vis-à-vis de l'aménagement foncier) ?

Enfin, nous allons comme convenu procéder à l'envoi de la demande officielle à soumettre à l'avis de la commission d'aménagement foncier par courrier recommandé, pourriez-vous s'il vous plaît me donner l'adresse à laquelle il faut l'envoyer ?

Je vous remercie par avance pour votre retour et vous souhaite une bonne fin de journée.

Bien cordialement,

Lucie SERVEAU

Chef de Projet – Développement éolien

ANNEXE 6 : Demande d'avis conforme de la CIIAF



Conseil départemental de la Somme

Commission Intercommunale Interdépartementale
d'Aménagement Foncier du Canal Seine-Nord
Europe (CIIAF)13 Boulevard Maignan Larivière
CS 32615
80026 AMIENS CEDEX 1Personne à contacter
Lucie SERVEAU

Téléphone

Mail

lserveau@nordex-online.com

LRAR n°1A 185 153 5024 4

Objet : Demande d'avis conforme de la Commission d'aménagement foncier du Canal Seine-Nord Europe pour le projet d'extension du parc éolien du Douiche (Société Parc Eolien Nordex XXXI)**Pièces jointes :** Plans du projet d'extension du parc éolien du Douiche

La Plaine Saint-Denis, le 20 octobre 2020,

Madame, Monsieur,

Je vous envoie ce courrier afin de vous faire parvenir notre demande de consultation officielle de la commission d'aménagement foncier du Canal Seine Nord-Europe (CIIAF) pour le projet d'extension du parc éolien du Douiche. Cette demande est effectuée conformément à l'arrêté du Président du conseil départemental en date du 3 octobre 2017, fixant la liste des travaux dont la préparation ou l'exécution sont interdites ou soumises à autorisation, dans le périmètre et pendant toute la durée de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier liée à la construction du canal Seine Nord-Europe.

Vous trouverez sous ce pli les plans détaillés du projet.

Aussi, l'intégralité du dossier de demande d'Autorisation Environnementale est disponible sur le site de la préfecture de la Somme au lien suivant :
<https://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>

Je reste à votre disposition pour toute question relative à ce projet.

En vous souhaitant bonne réception,

Bien cordialement,

Pour la SAS Parc Eolien
Nordex XXXI
Lucie ServeauNordex France, SAS
194, Avenue du Président Wilson
93217 La Plaine Saint-Denis
FranceTel : +33 1 55 93 43 43
Fax : +33 1 55 93 43 40
franc@nordex-online.com
www.nordex-online.comR.C.S. Bobigny B 439 008 004
Code APE 516 X
N° Siret 439 008 004 000 12Domiciliation bancaire :
Banque BNP : 30004
Guichet ST DENIS PORTE DE PARIS : 00869
Compte n° 00010052172 / 14



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE D'AIZECOURT LE BAS (80240).

SEANCE DU 12 septembre 2020

Date de Convocation : 3 septembre 2020

Date d'affichage :

Conseillers en exercice : 7, Présents : 7, Votants 7.

L'an deux mil vingt, le douze septembre, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique à la Mairie, sous la présidence de Madame Florence Choquet, Maire.

Etaient présents : tous les membres en exercice.

Formant la majorité des membres en exercice.

Le procès verbal de la dernière réunion a été lu et approuvé.

Monsieur Le Maire a ouvert la séance et a exposé ce qui suit:

Projet éolien : refus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de ne pas approuver le projet de parc éolien mentionné dans l'enquête publique pour les communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt, Neuville Bourjonval.

Pour extrait conforme,
Le Maire



Commune de
BEAUMETZ-LES-CAMBRAI



République Française
Département du Pas-de-Calais
Arrondissement d'Arras
Canton de Bapaume

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le neuf octobre deux mil vingt, à 19 h 30, le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle des Fêtes, sous la présidence de Yannick MEMBRE, Maire, en suite de convocation en date du cinq octobre adressée à chacun de ses membres et dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : tous les membres en exercice à l'exception de Lucile LESOIF et Charles LECORNET, absents excusés.

Madame Sylvie CUVILLIER est désignée secrétaire.

Objet : Demande d'autorisation en vue d'exploiter un parc éolien sur le territoire des Communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI

La séance ouverte, Monsieur le Maire expose à l'assemblée que par arrêté en date du 20 juillet 2020, Madame La Préfète de la Somme a ordonné l'ouverture d'une enquête publique du 10 septembre au 12 octobre 2020 inclus, concernant la demande présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI afin d'obtenir l'autorisation en vue d'exploiter un parc éolien de 9 aérogénérateurs sur le territoire des Communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval.

Il rappelle que le public pourra prendre connaissance du dossier sur support papier relatif à cette installation, en Mairies d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval où il est déposé.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée d'émettre un avis sur la demande d'autorisation présentée conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté de Madame La Préfète de la Somme.

Après avoir écouté l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal a décidé le vote suivant :

- Abstention : 4 (quatre voix) / Contre : 9 (neuf voix)

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,

Yannick MEMBRÉ



Nombre de membres en exercice : 15
Nombre de membres présents : 13
Nombre de suffrages exprimés : 13
Vote : contre 09 abstention 4 pour 0
Date de convocation : 05 octobre 2020

Certifiée rendue exécutoire après son envoi en
préfecture le 13 octobre 2020
et sa publication le 13 octobre 2020
Le Maire, Yannick MEMBRÉ



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
Pas-de-Calais

COMMUNE DE BERTINCOURT
Extrait du Registre des Délibérations

ARRONDISSEMENT

Arras

CANTON
BAPAUME

Séance
Ordinaire

L'an deux mille vingt, le 29 septembre à 18h30, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la Présidence de Monsieur Bernard BRONNIART, Maire, en suite de convocation en date du 21 septembre 2020, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie

Etaient présents : MM Bernard BRONNIART, Denis WERBROUCK, Ronald CARRETTE, Michel DOBREMETS, Philippe DILLIES, Denis FAUQUEMBERGUE, Jean-Pierre OUTREQUIN, Michel LABALETTE, Nicolas RENOUF, Patricia COQUEL, Marie-Laure-FONTAINE, Michèle ALEXANDRE, Nadia WANECQUE, Patricia DEROME, Colette BACHELET

Monsieur Denis WERBROUCK est élu secrétaire.

OBJET :

Demande d'autorisation
d'exploiter un parc éolien
sur les communes
d'Equancourt, Fins, Heudicourt
et Neuville-Bourjonval par la
SAS Nordex XXXI

La séance ouverte, Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal qu'une demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien de 9 aérogénérateurs et 4 postes de livraison sur le territoire des communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval a été déposée auprès de la Préfecture de la Somme par la société « SAS Nordex XXXI »

D'après l'avis de l'autorité environnementale, l'étude ne met pas en évidence d'enjeux pour le paysage car le projet est localisé dans un contexte éolien très dense, soit 33 parcs de 425 éoliennes en fonctionnement ou en cours d'instruction dans un rayon de 20 kms. L'ajout du projet ne créera cependant pas d'impact cumulé significatif étant donné la faible sensibilité des espèces ou la faiblesse de leur effectif dû à un effet barrière déjà existant provoqué par le passage des autoroutes A2 et A6, des lignes électriques haute tension et l'ensemble des autres parcs éoliens.

4 éoliennes sont à moins de 200 m de haies fréquentées par des chiroptères.

L'étude acoustique montre des dépassements des seuils réglementaires nocturnes et un plan de bridage doit être envisagé.


Après discussion et délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents rend un avis défavorable à cette requête.

La présente délibération sera transmise à Monsieur Le Préfet du Pas-de-Calais, pour visa.

Rendu exécutoire par
publication le 29/09/2020
et transmission en
Préfecture le 1.10.20





Envoyé en préfecture le 14/10/2020
Reçu en préfecture le 14/10/2020
Affiché le 
ID : 059-215902093-20200928-201014_D090SMF-DE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2020

Convocation : 22 septembre 2020

L'an deux mille vingt, le vingt-huit septembre, à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Gouzeaucourt, régulièrement convoqué, s'est réuni, dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Jacques RICHARD, Maire, suite à la convocation qui lui a été adressée trois jours francs à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Nombre de Conseillers en exercice : 19 Nombre de Conseillers Absents : 1 + 3 pouvoirs
Nombre de Conseillers Présents : 15

Etaient présents : M. RICHARD Jacques - M. DECAMPS Hervé - Mme LEFEBVRE Delphine -
Mme CHOQUET Marie-Françoise - Mme DEFAWE Danielle - Mme DELOBEL Brigitte -
M. MONVOISIN Bruno - M. CAREMELLE Yannick - M. MAUFROY David -
Mme CLIQUENNOIS Christelle - Mme DUBOIS Céline - M. SAVARY Arsène - M. MOLLET
Michaël - Mme COLAR Audrey - M. François MARCHEUX

Absents excusés : M. PAMELLE Philippe, qui donne pouvoir à M. RICHARD Jacques
M. MUNCHOW Eric, qui donne pouvoir à Mme CHOQUET Marie-Françoise
M. CAREMELLE Antoine, qui donne pouvoir à M. CAREMELLE Yannick

Absente : Mme DUBUS Julie

Le Conseil choisit pour secrétaire Mme DUBOIS Céline

HUIS CLOS :

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal le vote du huis clos pour cette réunion, (suivant l'article L. 2121-18 du CGCT).

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité, décide le huis clos pour cette réunion.


AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE EN VUE D'EXPLOITER UN PARC EOLIEN COMPRENANT NEUF AEROGENERATEURS ET QUATRE POSTES DE LIVRAISON SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) ET NEUVILLE-BOURJONVAL (62) PRESENTÉE PAR LA SAS PARC EOLIEN NORDEX XXXI. ENQUETE PUBLIQUE

Monsieur le Maire expose que la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur les territoires des communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt (80) et Neuville-Bourjonval (62) présentée par la SAS parc EOLIEN NORDEX XXXI, est soumise à l'avis du Conseil Municipal.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité déclare s'opposer au projet dans la mesure où l'éolienne E8 est située à 770 mètres de la première habitation.

Le Conseil Municipal maintient les conditions d'une distance de 1200 mètres de toute habitation de la commune, déjà exprimées dans les délibérations du :

- 18 octobre 2012 : Zone de développement éolien, réserves émises par le Conseil Municipal :
pas d'éolienne à une distance d'1,2km de toute habitation de la commune de Gouzeaucourt ;
- 13 septembre 2013 : Choix de la société qui implantera les éoliennes sur le territoire de Gouzeaucourt :
Implantation à plus de 1200 mètres de toute habitation ;

Envoyé en préfecture le 14/10/2020
Reçu en préfecture le 14/10/2020
Affiché le 
ID : 059-215902093-20200928-201014_D090SMF-DE

- 28 février 2017 : Eoliennes territoire des communes d'Heudicourt, Liéramont et Sorel :
*pas d'éolienne à une distance inférieure à 1,2km de toute habitation de la commune de Gouzeaucourt
pas de travaux de raccordement, pas de câbles en traversée de la commune de Gouzeaucourt
que ce projet n'entrave pas celui de Gouzeaucourt, ni ceux du Cambrésis ;*
- 08 avril 2019 : Eoliennes territoire des communes d'Equancourt, Etrécourt-Manancourt, Fins, Moislains et Sorel :
la distance d'1,2 km de toute habitation doit être respectée pour une éolienne de 150 mètres de hauteur maximale, (pale comprise) ;

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire

Jacques RICHARD

Acte certifié exécutoire par sa publication et sa transmission en Sous-Préfecture le 13 octobre 2020.

Le Maire,

Jacques RICHARD

Enquête publique n° E19000230 / 80

Demande d'autorisation environnementale de la SAS Parc éolien NORDEX XXXI en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes de EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT (80) et NEUVILLE-BOURJONVAL (62)

Rapport du commissaire-enquêteur

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le vingt-six septembre deux mil vingt, à 10 h 00, le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle « André MILLUY », sous la présidence de Bruno HIEZ, Maire, en suite de convocation en date du dix-huit septembre adressée à chacun de ses membres et dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : tous les membres en exercice à l'exception de Stéphane DELABORDE, absent excusé et Arnaud DAUTHIEUX.

Madame Eloïse DERIEUX est désignée secrétaire.

Objet : Demande d'autorisation en vue d'exploiter un parc éolien sur le territoire des Communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI

La séance ouverte, Monsieur le Maire expose à l'assemblée que par arrêté en date du 20 juillet 2020, Madame La Préfète de la Somme a ordonné l'ouverture d'une enquête publique du 10 septembre au 12 octobre 2020 inclus, concernant la demande présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI afin d'obtenir l'autorisation en vue d'exploiter un parc éolien de 9 aérogénérateurs sur le territoire des Communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval.

Il rappelle que le public pourra prendre connaissance du dossier sur support papier relatif à cette installation, en Mairies d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval où il est déposé.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée d'émettre un avis sur la demande d'autorisation présentée conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté de Madame La Préfète de la Somme.

Après avoir écouté l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal a décidé le vote suivant :

- Pour : 0 (zéro voix) / Contre : 9 (neuf voix)

Motif : Trop d'implantations de ce genre qui défigurent nos paysages

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

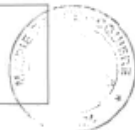
Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
Bruno HIEZ



Nombre de membres en exercice : 11
Nombre de membres présents : 09
Nombre de suffrages exprimés : 09
Vote : contre 09 abstention 0 pour 0
Date de convocation : 18 septembre 2020

Certifiée rendue exécutoire après son envoi en
préfecture le 02 octobre 2020
et sa publication le 02 octobre 2020
Le Maire, Bruno HIEZ



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
AISNE

EXTRAIT DES REGISTRES
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE LEMPIRE

NOMBRE DE PRESENTS
09

Séance du 16 SEPTEMBRE 2020

NOMBRE DE MEMBRES
EN EXERCICE
11

NOMBRE DE VOTANTS
11

DATE DE LA
CONVOCATION
09 septembre 2020

DATE D'AFFICHAGE :
09 septembre 2020

OBJET DE LA
DELIBERATION :
**ENQUETE
PUBLIQUE :
PARC EOLIEN
DU DEPARTEMENT
DE LA SOMME**

L'an deux mil vingt et le seize septembre à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry CORNAILLE, Maire.

Etaient présents : M. Benjamin ALVES DA SILVA, Mme Anne-Sophie ANFRAY, M. Jean-Paul BILOÉ, M. Thierry CORNAILLE, M. Pierre FISCHER, M. Bruno FRAZIER, Mme Yvonne HELUIN, Mme Lydie PUCHE et Mme Annette TELLIER.

Absents excusés : Mme Caroline CAZÉ et M. Laurent CAZÉ.

Procurations :

- Mme Caroline CAZÉ à M. Benjamin ALVES DA SILVA
- M. Laurent CAZÉ à M. Pierre FISCHER

Monsieur Jean-Paul BILOÉ est élu secrétaire de séance.

02 OCT. 2020
SOUS-PRÉFEC

Le conseil municipal de Lempire a donné lors du dernier conseil municipal, et à l'unanimité, un avis défavorable au projet d'implantation de 9 éoliennes dans les communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT et NEUVILLE-BOURJONVAL (62).

En effet, nous considérons, comme beaucoup de nos administrés, que trop c'est trop.

Ces nouvelles machines, qui n'ont rien d'écologique, vont venir saturer notre horizon, dans une zone déjà bien trop pourvue. Nous comptons à vue, et dans un cercle de 360 degrés, plus de 90 éoliennes visibles en certains points de notre village rural.

Plus personne n'est dupe quant à la volonté d'installer ces nouveaux moulins à vent : c'est la recherche de revenu pour les communes. Cela n'a plus rien à voir avec le développement durable, surtout quand nous constatons le rendement réel, et le pourcentage de production électrique fournit à l'échelle nationale, malgré un nombre impressionnant d'éoliennes installées. Il est quand même aberrant d'arrêter une centrale nucléaire pour se voir obliger de mettre en service des centrales au charbon ou au gaz très polluantes.

Promoteurs, arrêtez de nous prendre pour des imbéciles. Vous êtes sans conteste avec vos actionnaires les plus grands gagnants, surtout financiers. Les propriétaires des parcelles d'implantation sont également bien indemnisés, et les autres, c'est-à-dire la grande majorité de la population, doit régler désormais des factures d'énergie de plus en plus chères, parce-que impactées de taxes à votre bénéfice, et doit supporter un massacre de son environnement, peut-être une dévaluation de ses biens, et nous ne parlons pas de problèmes éventuels de santé décrits par certaines associations.

Combien de temps encore devons-nous, en France, supporter cette supercherie, et ce système d'implantation qui n'a aucun sens. Cela du coup, devient une course aux revenus de la part de certaines communes. Les Hauts de France, et en particulier l'ex Picardie en sont un malheureux exemple. La pauvreté de nos communes, plus que le vent, attire les promoteurs.

Si nécessité il y a d'implanter des éoliennes, dans ce cas, pourquoi ne pas les regrouper dans des endroits vides de population. Arrêtez de disséminer ça et là des mats qui nous privent de nos perspectives et de nos horizons.

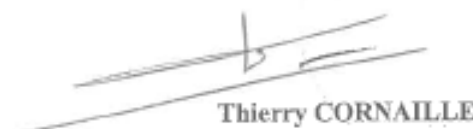
Ce serait sûrement plus acceptable par la population rurale, mais nous avons bien compris que ce n'était pas le but des sociétés qui ne cherchent que la spéculation, aidées pour cela par un Etat qui abandonne son milieu rural.

Conclusion, nous sommes contre l'implantation de ce nouveau et énième projet local.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits,

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Thierry CORNAILLE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal du 08 septembre 2020

L'an deux mil vingt, le 8 du mois de septembre à 18 h 30, le Conseil Municipal de la commune de Metz-en-Couture s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire, suivant convocation datée de 4 septembre 2020 affichée le 4 septembre 2020.

Présents : M. Michel LALISSE, Mme Ingrid GUISE, Mme Stéphanie WYKROTA, Monsieur Richard RISSO, Mme Nicole NAVARRO, Mme Patricia PAMART, Mme Béatrice MONTIGNY, M. Christophe PATON, M. FENET Blaise, M. Patrice DUPIRE, Mme Julie LEFEBVRE, M. Maxime GEORGE, M. Benjamin GOUBET,

Absent représenté : Jean Luc CAPON (pouvoir à M. LALISSE)

Absent excusé : M. Paul-Hervé DUBOIS

D2020-09-03

Avis extension du parc éolien Nordex à 4 communes limitrophes

Nombre de Membres en exercice : 15
Nombre de Membres présents : 13
Nombre de suffrages exprimés : 14
Votes Pour : 13
Votes Contre : 0
Abstention : 1

Le Maire de la commune de Metz-en-Couture,

Considérant qu'une extension du parc éolien du DOUICHE sur les communes d'Heudicourt (2 machines), de Fins (2 machines), d'Equancourt (4 machines) et de Neuville Bourjonval (1 machine) est en projet.

Considérant qu'une enquête publique est ouverte du 10 septembre 2020 au 12 octobre 2020. Les permanences du commissaire enquêteur sont les suivantes :

- Equancourt : le 10 septembre de 9h à 12h et le 12 octobre de 15h à 18h
- Fins : le 16 septembre de 15h à 18h
- Heudicourt : le 26 septembre de 9h à 12h
- Neuville Bourjonval : le 5 octobre de 15h à 18h

Considérant que Monsieur le Maire propose de laisser de choix à la commune de Neuville Bourjonval, qui n'a pas d'éolienne sur son territoire, d'accepter ou non mais émet un avis défavorable pour l'installation des autres machines estimant que le paysage est suffisamment saturé.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, accepte la proposition faite à la majorité (13 pour et une abstention) à l'extension du parc éolien sur la seule commune de Neuville Bourjonval

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents

Décision rendue exécutoire par affichage et transmission en Préfecture.



Séance du 21 Septembre 2020

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil : 11

En exercice : 11

Qui ont pris part à la délibération : 10

Date de la convocation : 17/09/2020

Date d'affichage : 17/09/2020

L'an deux mil vingt, le vingt et un septembre à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Neuville-Bourjonval s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Michel POUILLAUDE, Maire, en suite de convocation en date du 17/09/2020 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Toutes les précautions ont été prises pour cette réunion (masques / gel hydro-alcoolique / stylo personnel / distanciation supérieure à 1 mètre) afin que chaque conseiller municipal puisse respecter les gestes-barrières.

Présents : POUILLAUDE Michel ; DEMARLE Lonni ; THERON Guy ; BENOIT Sylvianne ; DECOMBLE Bernadette ; MEUGNIER Hubert ; CARLIER Jean-Luc ; CATHELAIN Xavier ; PAJOT Pierre ; DOLLE Nathalie

à l'exception de : BOURLON David

Secrétaire : Madame Nathalie DOLLE est nommée secrétaire.
La séance est ouverte à 19 heures 35.

Délibération N°026/2020 : Avis du Conseil Municipal concernant la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT et NEUVILLE-BOURJONVAL, présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que conformément à l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2020 ordonnant le déroulement d'une enquête publique sur la demande citée en objet, la commune doit émettre son avis, dès l'ouverture de l'enquête publique, et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Monsieur le Maire demande aux Conseillers Municipaux intéressés par ce projet de bien vouloir quitter la salle.

Messieurs Xavier CATHELAIN, Guy THERON, Michel POUILLAUDE et Madame Sylvianne BENOIT ont quitté la salle et n'ont pris part ni au débat, ni au vote concernant cette demande d'autorisation environnementale.

Monsieur Michel POUILLAUDE, Maire, ayant quitté la salle, Monsieur Lonni DEMARLE 1^{er} Adjoint au Maire prend la présidence de séance pour cette délibération.

6 Conseillers Municipaux sont présents à cette délibération : DEMARLE Lonni ; DECOMBLE Bernadette ; MEUGNIER Hubert ; PAJOT Pierre ; DOLLE Nathalie ; CARLIER Jean-Luc

Considérant que le Conseil Municipal s'est prononcé le 27 novembre 2017 en faveur du développement de ce projet éolien sur la commune ;

Considérant que l'implantation des 9 éoliennes du projet, dans le prolongement des 20 éoliennes existantes du parc éolien du Douiche, favorise une meilleure intégration paysagère ;

Considérant que le développement de ce projet a été réalisé depuis désormais 3 ans en concertation avec les élus et les riverains afin de s'adapter au mieux au territoire ;

Considérant que le parc éolien générera une énergie propre et renouvelable, ainsi que des retombées économiques malheureusement mal réparties vu l'impact visuel que devront subir les habitants de Neuville-Bourjonval (1^{ère} éolienne implantée sur le territoire d'Equancourt à 850 m de Neuville-Bourjonval tandis que la 1^{ère} éolienne côté Equancourt est à 1 200 m du village

d'Equancourt) – L'impact visuel sera beaucoup moins important pour les habitants d'Equancourt car ce village se situe dans une vallée alors que le village de Neuville-Bourjonval est situé sur un plateau ;

Considérant que la publicité et l'affichage de l'avis d'enquête publique a eu lieu en mairie quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique ;

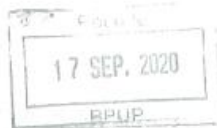
après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de Neuville-Bourjonval, à la majorité de 5 voix POUR et 1 voix CONTRE **se prononce favorablement** à la demande d'autorisation environnementale formulée par la société PARC EOLIEN NORDEX XXXI S.A.S. pour la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 9 éoliennes et de 4 postes de livraison sur le territoire des communes de Fins, Equancourt, Heudicourt et Neuville-Bourjonval.

Ainsi fait, délibéré, certifié et rendu exécutoire par publication le 22/09/2020 et par transmission au service du contrôle de légalité en Préfecture du Pas-de-Calais le 22/09/2020.

Pour Copie Conforme
Fait à Neuville-Bourjonval, le 22 Septembre 2020
Le Maire,
Michel POUILLAUDE



COMMUNE DE VELU
DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
Arrondissement d'Arras
Canton de Bapaume
Séance du : 05/06/2020



Membres en exercice : 11
Membres présents : 9
Date de Convocation : 04/09/2020
Date d'affichage : 04/09/2020

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2020-022

L'an deux mil vingt, le onze septembre à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Velu s'est réuni exceptionnellement en la salle des fêtes de Velu, sous la présidence de Madame Brigitte BUISSET, 1^{re} Adjointe au Maire, en suite de convocation en date du 04/11/2020 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Le lieu de la réunion a été choisi afin de respecter les mesures sanitaires recommandées par le conseil scientifique le 15/05/2020 dans le but de lutter contre la propagation de la pandémie causée par le coronavirus COVID-19.

Toutes les précautions ont été prises pour cette réunion (masques / gel hydro-alcoolique / stylo personnel / distanciation supérieure à 1 mètre) afin que chaque conseiller municipal puisse respecter les gestes-barrières.

Etaient présents : BUISSET Brigitte ; DEMORY Nadine ; GUIDEZ Nadège ; KOCIALKOWSKI Eddy ; LECOQ Damien ; LEPLOMB Nicole ; SAUVAGE Didier ; BOMY Janick ; BRAECKMAN Karine

Absents et excusés : BOUQUILLON Daniel ; LECOQ Michelle

Monsieur KOCIALKOWSKI Eddy est nommé secrétaire. La séance est ouverte à 19 heures 35.

Avant d'ouvrir la séance et d'engager les débats, Madame la 1^{re} Adjointe au Maire tient à excuser l'absence de Monsieur Daniel BOUQUILLON, Maire de Velu.

Objet : Avis du Conseil Municipal concernant la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT, et NEUVILLE-BOURJONVAL, présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI

Madame la 1^{re} Adjointe au Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal de Velu l'arrêté interpréfectoral d'ouverture de l'enquête publique et l'avis d'enquête publique concernant la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT, et NEUVILLE-BOURJONVAL, présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI. En sa qualité de 1^{re} Adjointe au Maire d'une commune concernée par les risques et inconvénients dont ce projet peut être la source, elle précise que l'avis d'enquête publique concernant ce projet a été affiché sur le tableau extérieur de la mairie réservé à cet effet. Elle précise également que cette demande d'autorisation est soumise pour avis au Conseil Municipal de Velu.

Suite à cet exposé, Madame la 1^{re} Adjointe au Maire invite le Conseil Municipal à en délibérer.

Après délibération, le Conseil Municipal émet à l'unanimité des membres présents un **avis défavorable** concernant la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'EQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT, et NEUVILLE-BOURJONVAL, présentée par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI.

Ainsi fait, délibéré, certifié et rendu exécutoire par publication le 15 septembre 2020 et par transmission au service de contrôle de légalité en Préfecture le 15 septembre 2020.

Pour Copie Conforme
Fait à Velu, le 15 septembre 2020
Le Maire,



ARRONDISSEMENT
DE
SAINT-QUENTIN
CANTON
DE
BOHAIN
MAIRIE
DE
VENDHUILE
Tél : 03.23.66.20.68
mairie-vendhuile
@wanadoo.fr

2020/055

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE VENDHUILE

L'an deux mil vingt, le jeudi 24 septembre à 20H00, le Conseil Municipal de la Commune de VENDHUILE, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique à la Mairie de VENDHUILE, sous la présidence de Monsieur Xavier PASSET, Maire

Etaient Présents : M. Xavier PASSET, Maire, Franck FORTIN, Dominique FURGEROT, Laurent FOURNIER Adjoints, Manal FAXELLE, Hubert DEPREZ, Pascal AUDIN, Thibaut FLEUREAU, François GACH, Nathalie LEROY, David LETEMPLE et Marie MIELCAREK.

Etaient absents excusés : Eric FLAMANT qui a donné pouvoir à Xavier PASSET, Domingos FERNANDES qui a donné pouvoir à Franck FORTIN et Bérénice CARPENTIER.

M. Franck FORTIN a été nommé(e) secrétaire de séance.

OBJET : EXPLOITATION D'UN PARC EOLIEN SUE LES COMMUNES D'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT ET NEUVILLE-BOURJONVAL.

Le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents, émet un avis défavorable concernant le projet éolien comprenant neuf aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes d'ÉQUANCOURT, FINS, HEUDICOURT(80) ET NEUVILLE-BOURJONVAL(62) par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI.

Le Maire,
X. PASSET.



XAVIER PASSET

XAVIER PASSET
2020.09.29 20:52:10 +0200
Ref:20200928_111002_1-1-O
Signature numérique
le Maire



COMMUNE
DE
VILLERS-GUISLAIN
59297

COMMUNE DE VILLERS –GUISLAIN EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATIONS

Conseil Municipal
Séance du vendredi 18 septembre 2020

OBJET: Enquête publique Extension du Parc éolien de La Douiche

L'an deux mil vingt, le 18 septembre à 20 heures, le Conseil Municipal légalement convoqué le 11 septembre, s'est réuni dans la salle des fêtes en séance publique, en l'application des articles L 2121-7 et L 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Présents : ALLART Gérard, BARBARE Jérôme, BAUCHARD Marie-Paule, BEZET Michaël, BROIE Daniel, BROIE Pierre, CHAUWIN Marion, CLERY Valentine, HUYON Renée, LECOQ Jean-Jacques, RICAUX David, WAGNIER Vincent

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Nombre de conseillers municipaux présents : 12

Conseillers absents représentés: 2

DELEPORTE Patrick, représenté par ALLART Gérard

TRIBOUILLOY Marie représentée par RICAUX David.

Conseiller absent: 1

TURSKI Gérard

Secrétaire de séance: CLERY Valentine

Monsieur le maire annonce l'ouverture d'une enquête publique concernant l'extension du parc éolien de La Douiche par la Société NORDEX sur le territoire des communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt, Neuville Bourjonval. Il propose de délibérer sur cette extension compte tenu de la précédente délibération du 24 juin 2019 s'opposant à la construction d'éoliennes sur notre territoire communal et que deux de ces nouvelles éoliennes jouxteront les limites communales.

Vu la densité actuelle des éoliennes (64 à proximité de Villers-Guislain, plus de 200 dans un rayon de 15 km) et la disposition anarchique de celles-ci.

Vu la pollution visuelle engendrée par celles-ci dans l'environnement du Mémorial indien, seul monument construit par la République indienne en France à la mémoire des soldats indiens venus à notre aide durant le premier conflit mondial,

Vu la hauteur de ces éoliennes dépassant celle du point le plus haut de ce mémorial (le drapeau indien) dans une zone désormais consacrée au tourisme de mémoire.

Le maire propose de refuser l'installation de nouvelles éoliennes et propose de produire cette délibération lors de cette enquête publique.

Le conseil municipal, après délibération adopte à l'unanimité cette position et charge le maire de la transmettre au commissaire enquêteur.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

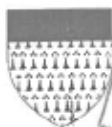
Pour extrait conforme,

Le Maire,
Gérard ALLART

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte qui résulte de la Loi du 02 mars 1982 Modifiée le 22 juillet 1982.

Affiché en Mairie le 19 septembre 2020
Transmis à la Sous-préfecture de Cambrai le 19 septembre 2020





COMMUNE DE VILLERS-PLOUICH (59)
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Séance du 03 septembre 2020

Deux mille vingt, le trois septembre à 20h00

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
11	11	11

Le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni dans la salle de réunion Laurent Bouthemy suite à la convocation du 26 août 2020 sous la présidence de Pascal Bruniaux, Maire. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 26 août 2020.

Le Maire certifie le caractère
exécutoire de cet acte,

Date de publication : 04/09/2020

Date d'envoi en Sous-Préfecture :
04/09/2020

Présents :

BRUNIAUX Pascal, THOMAS Jean-Pierre, GOSSELET
Damien, PARMENTIER Sandrine, LETERME Nicolas,
DREUMONT Gaëtan, OUBRY Pauline, DUMONT Claire,
ROCHE Virginie, DUCHEMIN Cédric, MEURICE-DEFOSSEZ
Mireille

Absent excusé :

Le quorum est réuni

A été nommé(e) secrétaire : M THOMAS Jean-Pierre

**2020-25 : Avis sur le parc éolien sur les territoires d'Equancourt, Fins, Heudicourt et
Neuville-Bourjonval.**

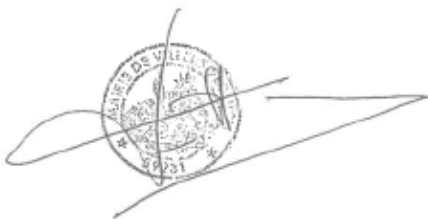
Monsieur le Maire informe qu'il y a une enquête publique concernant l'implantation d'un nouveau
parc éolien sur les territoires d'Equancourt, Fins, Heudicourt (somme) et Neuville-Bourjonval (Pas
de Calais)

Monsieur le Maire demande l'avis des conseillers : 3 contre ce projet, 3 abstentions et 5 pour ce
projet.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits, pour expédition conforme, et certifié exécutoire par le
Maire.

Le Maire,

Pascal BRUNIAUX





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMMUNE D'YTRES

Séance du mardi 29 septembre 2020

MAIRIE D'YTRES

Département :
PAS DE CALAIS

Canton :
BAPAUME

Objet : Délibération
pour installation
parc éolien
Réf : 2020-29

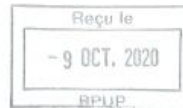
en exercice : 11
présents : 8
votants : 9 (dont 1
pouvoir M BASSEZ à M
LECAT)

L'an deux mil vingt, le vingt-neuf septembre, le Conseil municipal de la commune d'Ytres, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. André-Marie LECAT, Maire.

Date de convocation du conseil municipal : 22 septembre 2020

Étaient présents : MM. DUPONT, FRIANT, LECAT, RICAUX, WECKSTEEN et Mmes MACQUET, PETIT, PRUVOST
Absents excusés : MM. BASSEZ, BANCOURT, WILMORT
Pouvoir : M BASSEZ à M LECAT

Secrétaire de séance : Monsieur Gérard RICAUX



Objet : Délibération pour installation du Parc éolien de Nordex XXXI sur les communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval

Monsieur le Maire présente le projet de Nordex XXXI pour l'implantation d'éoliennes sur les communes d'Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville-Bourjonval.

Le Conseil Municipal après avoir pris connaissance du dossier du projet éolien cité ci-dessus, sur les territoires voisins de la commune de Ytres,

Vu le nombre croissant dans le secteur de Bapaume et également autour de notre commune de ce type d'installation,

Considérant l'impact négatif que cela peut engendrer, spécialement dans la commune de Ytres, sur l'impact visuel avec le changement de paysage dû au nombre de parcs éoliens installés, l'impact négatif sur la faune,

Après délibération, le conseil, à l'unanimité :

Donne un avis négatif sur ce projet,

donne à Monsieur le Maire, l'autorisation de signer tout document s'y affairant.

Fait et délibéré à Ytres, les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de l'envoi
en la Préfecture le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

André-Marie LECAT



1/1

**DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL**

DATE DE CONVOCATION

16 Septembre 2020

DATE D'AFFICHAGE :

16 Septembre 2020

L'an deux mil vingt,

Le 21 Septembre à 20 heures,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué,

S'est réuni en séance publique sous la présidence de M. DECOMBLE Christophe.

NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice : 11

Présents : 11

Votants : 10

Pour : 10 Contre : 11

Etaient présents : M. Christophe DECOMBLE, Mr FOURNET Sébastien, Mme Sandrine FATOUX, Mme Florence DUCOURANT, Mme Angélique DAMELINCOURT, M. Raphaël VIDEIRA, M. Tony LETELLIER, M. Philippe THULLIER, M. Christian VALOIS, M. Frédéric DUTHILLEUL, M. Michel GODDEFROY

Mme DUCOURANT Florence été nommée secrétaire.

OBJET : DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA SOCIETE PARC EOLIEN NORDEX XXXI POUR UN PARC EOLIEN DE 9 EOLIENNES ET DE 4 POSTES DE LIVRAISON SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE FINS, EQUANCOURT, HEUDICOURT ET NEUVILLE-BOURJONVAL

La séance est ouverte

Le Maire expose au Conseil Municipal que conformément à l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2020 ordonnant le déroulement d'une enquête publique sur la demande citée en objet, la commune doit émettre son avis, dès l'ouverture de l'enquête publique, et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

M. FOURNET Sébastien conseiller municipal mais également propriétaires et/ou exploitants de terrains concernés par le parc éolien, se retire et ne prend part ni au débat ni au vote concernant la Demande d'Autorisation Environnementale.

Considérant que le Conseil Municipal s'est prononcé le 16 mars 2018 en faveur du développement de ce projet éolien sur la commune et en faveur de l'utilisation des chemins communaux dans le cadre de l'exploitation de ce parc éolien.

Considérant que l'implantation des 9 éoliennes du projet, dans le prolongement des 20 éoliennes existantes du parc éolien du Douiche, favorise une meilleure intégration paysagère.

Considérant que le développement de ce projet a été réalisé depuis désormais 3 ans en concertation avec les élus et les riverains afin de s'adapter au mieux au territoire.

Considérant que le parc éolien générera une énergie propre et renouvelable, ainsi que des retombées économiques qui profiteront aux collectivités locales.

Considérant que la publicité et l'affichage de l'avis d'enquête publique a eu lieu en mairie quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Se prononce favorablement** à la demande d'autorisation environnementale formulée par la société PARC EOLIEN NORDEX XXXI S.A.S. pour la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 9 éoliennes et de 4 postes de livraison sur le territoire des communes de Fins, Equancourt, Heudicourt et Neuville-Bourjonval.

Ainsi Fait et délibéré, Les jour, mois et an susdits
Pour Extraît Conforme

Le Maire

Acte rendu exécutoire le 22/09/2020

Après réception en Sous-Préfecture de Péronne en date du

Et publication en date du 22/09/2020

Le Maire



SEANCE DU 17 SEPTEMBRE 2020

Convocation du 27.08.2020

Affichage 27.08.2020

Le jeudi dix sept septembre deux mille vingt à 20 heures

Le Conseil Municipal étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Coquette Jean pierre, Maire

Etaient présents :

MM COQUETTE, PRUVOST, LAMUR, MARION, GOSSET, BERRARD, FOURIER, VIVOT, HEYDECKE, LENGLET, LESAGE, MAILLY, TEMPLEUX

Absents excusés : BOULANT, DEAL

Mme MARION Marie a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Dans le cadre de l'ouverture de l'enquête publique d'exploitation d'un parc éolien sur les territoires des communes d Equancourt, Fins, Heudicourt et Neuville- Bourjonval présentée par Parc Eolien Nordex xxxI, douches 2, le maire souhaite inviter le conseil municipal à délibérer.

Le Conseil :

Considérant une prolifération grandissante du nombre de machines sises aux limites de notre propre territoire,

Considérant les impacts visuels, sonores, technologiques (réseaux téléphonie portable et tv) et écologiques déjà en cours par la présence d'autres machines

De s'opposer au projet d'exploitation du parc éolien comprenant 09 aérogénérateurs et quatre postes de livraison sur le territoire des communes Equancourt, Fins, Heudicourt.

Considérant le mécontentement d'une grande partie de nos administrés face à ce projet

Délibère ainsi :

La commune d'Etricourt- Manancourt s'oppose totalement au projet éolien sur les territoires d Equancourt, Fins, Heudicourt, Neuville Bourjonval présenté par la société Parc Eolien Nordex XXXI

Fait et délibéré à Etricourt- Manancourt
en séance du 17 septembre 2020

Le Maire Coquette Jean Pierre,



[Signature]

AR du 22/09/2020

[Signature]

[Signature]

[Signature]



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
COMMUNE DE FINS**

Convocation du 14 Septembre 2020	Présents : DECODTS Daniel, DAZIN Chantal, MAILLY Michel, LEJAY Muriel, THERY Pierre-François, BILOE Frédéric, PERSYN Hervé, COURTIN-LAHLOU Valérie, BENZI Alan
Commissaires en exercice : 11	
Présents : 9	Absents : DESAINT FUSCIEN Ida, VANDAELE Benoît
Absents : 0	
Pouvoir :	
Secrétaire de séance : DAZIN Chantal	

Le 17 Septembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de M. DECODTS Daniel.

Objet : DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA SOCIETE PARC EOLIEN NORDEX XXXI. POUR UN PARC EOLIEN DE 9 EOLIENNES ET DE 4 POSTES DE LIVRAISON SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE FINS, EQUANCOURT, HEUDICOURT ET NEUVILLE-BOURJONVAL

La séance est ouverte

Le Maire expose au Conseil Municipal que conformément à l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2020 ordonnant le déroulement d'une enquête publique sur la demande citée en objet, la commune doit émettre son avis, dès l'ouverture de l'enquête publique, et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Considérant que le Conseil Municipal s'est prononcé le 23 octobre 2017 en faveur du lancement des études de faisabilité visant à confirmer le potentiel éolien sur la commune.

Considérant que le Conseil Municipal s'est prononcé le 17 septembre 2019 en faveur de l'utilisation des chemins communaux dans le cadre de l'exploitation de ce parc éolien.

Considérant que l'implantation des 9 éoliennes du projet, dans le prolongement des 20 éoliennes existantes du parc éolien du Douiche, favorise une meilleure intégration paysagère.

Considérant que le développement de ce projet a été réalisé depuis désormais 3 ans en concertation avec les élus et les riverains afin de s'adapter au mieux au territoire.

Considérant que le parc éolien générera une énergie propre et renouvelable, ainsi que des retombées économiques qui profiteront aux collectivités locales.

Considérant que la publicité et l'affichage de l'avis d'enquête publique a eu lieu en mairie quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Se prononce favorablement** à la demande d'autorisation environnementale formulée par la société PARC EOLIEN NORDEX XXXI S.A.S. pour la construction et l'exploitation d'un parc

Acte rendu exécutoire

Et publication en date du ... 30.09.2020 ... Après réception en Sous-Préfecture de Péronne en date du 30.09.2020

République
Française

Département de la
Somme

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE LIERAMONT

SEANCE DU 02 octobre 2020

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont Délibéré
11	11	11

L'an deux mille vingt, le deux octobre à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Odile DUFLOT, Maire.

Date de la convocation

24 septembre 2020

Date d'affichage

06 octobre 2020

Etaient présents : MM DUFLOT Marie-Odile, CAMUS

Sébastien, DOUAY Cathy, CAMUS Olivier, MATTE Thierry,

DUFLOT Clément, MICHEL Romain, DUFLOT Jean-Luc,

VIENNE Betty, MAROTTE Christian, LEMOINE Arnaud.

Mme DOUAY Cathy a été élue secrétaire de séance

Objet de la délibération n°21-6/2020 : Avis sur le projet d'extension du parc éolien
Douiche 2

Madame Le maire rappelle qu'une enquête publique est en cours pour la construction de 9 aérogénérateurs sur les communes de Fins, Equancourt, Heudicourt, Neuville-Bourjonval, extension de parc présenté par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI.

Elle expose que les communes limitrophes ont donné un avis favorable lors de la construction de notre propre parc éolien et estime qu'il ne faut pas les pénaliser avec un avis défavorable et demande plutôt de ne pas rendre d'avis.

Le conseil municipal, après débat, n'est pas d'accord et demande un vote qui donne les résultats suivants :

CONTRE le projet d'extension du parc éolien Nordex : 8 voix

POUR : 1 voix

ABSTENTIONS : 2 voix

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits

Le Maire,

Marie-Odile DUFLOT



République
Française

Département de la
Somme

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE SOREL

SEANCE DU 24 septembre 2020

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont Délibéré
11	11	10

L'an deux mille vingt, le vingt-quatre septembre à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr DECAUX Jacques, Maire.

Date de la convocation

17/09/2020

Date d'affichage

28/09/2020

Etaient présents : MM DECAUX Jacques, FAGNON

Régine, QUEANT Jérémie, ALGOET Dorine, MUNDT Jocelyne,

MICHEL Isabelle, MORMENTYN Tom, DELEFORTRIE Henri,

SOLEM Frédéric, HOMBERT Séverine.

Absente excusée : LECOCQ Emeline

M QUEANT Jérémie a été élu secrétaire de séance

Objet de la délibération n°23-5/2020 : Avis sur le projet d'extension du parc éolien
Douiche 2

Monsieur Le maire rappelle qu'une enquête publique est en cours pour la construction de 9 aérogénérateurs sur les communes de Fins, Equancourt, Heudicourt, Neuville-Bourjonval, extension de parc présenté par la SAS Parc Eolien Nordex XXXI.

Le conseil municipal, après débat, reconnaissant la saturation complète, **vote à l'unanimité contre** le projet d'extension du parc éolien présenté par la SAS Parc Eolien Nord XXXI.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits

Pour extrait conforme

Le Maire, **Jacques DECAUX**

